

droit & Liberté

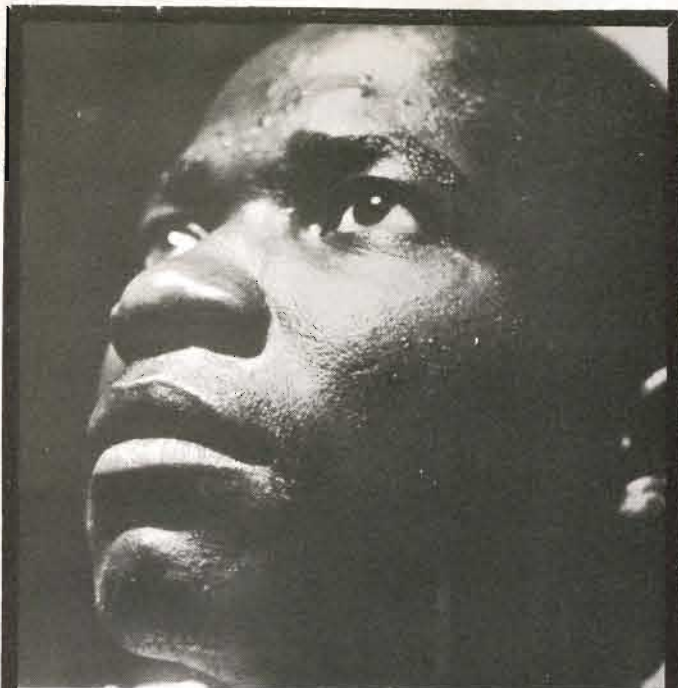
Revue mensuelle du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix

DROIT ET LIBERTE - N° 266 - OCTOBRE 1967

LE MOYEN-ORIENT VU PAR LES RACISTES LE MYTHE DES SAGES DE SION



PORTUGAIS : LE SAUT DE LA MISERE



INDISPENSABLE A TOUS CEUX QUI S'INTERESSENT A L'AFRIQUE et au TIERS-MONDE

jeune afrique est le seul hebdomadaire international d'information et d'analyse spécialisé dans les questions de l'Afrique et du Tiers Monde. Politique ? Economie ? Affaires ? Sciences ? Religion ? Education ? Lettres ? Informations exclusives ? Commentaires ? Enquêtes ? Reportages ? Interviews ? Débats ? Toutes les semaines Jeune Afrique vous apportera une culture vivante. 64 pages de textes et de photos.

BON POUR UN ABONNEMENT A PRIX REDUIT

A remplir et à renvoyer à Jeune Afrique 51, av. des Ternes, Paris-17^e

OFFRE EXCEPTIONNELLE RESERVEE
AUX NOUVEAUX ABONNES

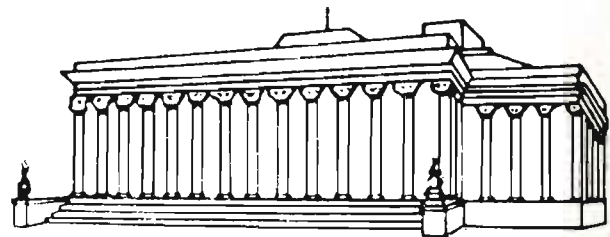
Je m'abonne à Jeune Afrique pendant
25 semaines pour 25 F

M.

Adresse

A partir de

Je règle contre facture, par mandat-lettre, virement postal
Rayer la mention inutile. C.C.P. 16675.51



BOURSE INTERIM

pour obtenir au plus vite
le personnel de suppléance
qualifié que vous désirez

Appeler 508 93-82, 236 89-53
30, rue Notre-Dame-des-Victoires - Paris (2^e)

Enfin en France !



LA FAMEUSE BIÈRE
DE ZYWIEC
IMPORTATION DIRECTE
DE POLOGNE



distribuée par

ROBERT DALAKUPEIAN

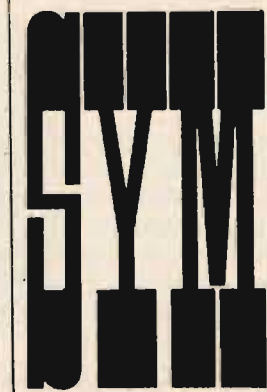
Importateur exclusif pour la France de la

WODKA WYBOROWA

(Varsovie)


12 à 25, avenue du Petit Château
PARIS BERCY - Tél. : 343 19-38

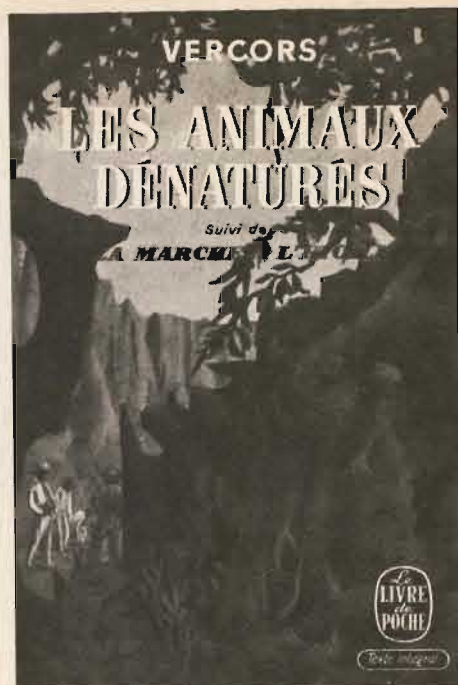
**sport
montagne
plage**



Productions SIMTEX

70, Rue des Archives - PARIS 3^e

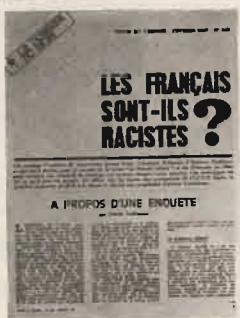
POUR **2** ABONNEMENTS
vous recevrez
ce livre 



droit & liberté

apporte chaque mois

- toute l'actualité
- une documentation exceptionnelle
- un dossier complet :



Et nos enquêtes sur le néo-nazisme, la lutte des Noirs-américains, l'apartheid en Afrique du Sud, la crise du Moyen-Orient, le racisme en France et dans le monde.

Le N° : 1,50 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez trouver ci-joint le montant d'un deux * abonnement (s) à **Droit et Liberté**

M. Adresse 15 F
M. Adresse 15 F

* rayer la mention inutile

dans ce numéro

LE MOYEN-ORIENT VU PAR LES RACISTES
Prétextes nouveaux, thèmes anciens 6-10

L'AFRIQUE DES BAN-LIEUES
Après l'émission télévisée de Jean Schmidt 8-9

DES FLEURS VENENEUSES
Comment on intoxique les esprits 13

LE DOSSIER DU MOIS : LE MOYEN-ORIENT DE A à Z (Deuxième partie)

LE SAUT DE LA MISÈRE
Un film sur l'odyssée forcée des travailleurs portugais 27-28

LA BIBLE DE LA HAINE
Le mythe des Protocoles des Sages de Sion 28-29

EHRENBURG LE LUTTEUR
Un grand écrivain disparaît 30

LA POLITIQUE DES RESTES
Un texte d'Arthur Adamov 38-40

ET TOUTES NOS RUBRIQUES HABITUELLES

NOTRE COUVERTURE
Une scène du film de Christian de Chalonges, O Salto.

droit & liberté

MENSUEL

30, rue des Jeûneurs - Paris (2^e)
Tél. 488-09-37 - C.C.P. Paris 6070-98

ABONNEMENTS

- Un an : 15 F
- Abonnement de soutien : 30 F.
- Etranger : 20 F.

BELGIQUE

MRAX (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie).

43, avenue de Berchem, Sainte-Agathe - Bruxelles 8 - Tél. 27-56-39

Abonnements : MRAX, 15, Square Léopold - Bruxelles 2 - C.C.P. 73.64.15

- Un an : 150 FB.
- Soutien : 300 FB.

DES CHEVAUX ET DES HOMMES

SIL est évident que la crise du Moyen-Orient a réveillé en France un racisme anti-arabe toujours endémique, ce serait une tragique illusion de croire que la sympathie généralisée à l'égard d'Israël se traduit par un recul décisif du racisme anti-juif. L'analyse que nous publions dans les pages suivantes montre avec quelle astuce machiavélique la presse d'extrême-droite compense par une agressivité accrue contre les juifs de France les éloges empoisonnés qu'elle prodigue à ceux d'Israël. Même si elle tire à 500.000 exemplaires, cette presse ne fait certes par l'opinion. Mais ne nous y trompons pas : les calomnies qu'elle diffuse trouvent dans les préjugés séculaires ou récents un terrain favorable qui lui permet d'avoir prise sur bien des consciences. Plus que jamais donc, s'imposent la vigilance et la riposte.

POUR combattre le racisme, les moyens ne manquent pas, et tous sont indispensables, de l'éducation des jeunes à travers l'enseignement à celle des adultes au moyen de débats, expositions, livres, films, etc., en passant par les mesures économiques, politiques et sociales qui peuvent ôter aux préjugés leur base matérielle.

Cependant, il nous faut souligner une nouvelle fois l'impuissance de la loi actuelle devant le déchaînement de haines qui constituent pour des groupes entiers d'êtres humains une atteinte permanente à leur dignité, à leur sécurité, parfois à leur vie.

La Société Protectrice des Animaux peut faire condamner les auteurs de sévices contre un cheval ou un chien. Nous n'avons rien là contre. Mais n'est-il pas anormal que des juifs ou des noirs, des Arabes ou des Gitans diffamés, frappés de discriminations odieuses ne puissent se défendre lorsqu'ils sont personnellement victimes, ni être défendus collectivement lorsque des campagnes générales sont dirigées contre eux ? Est-il tolérable que des journaux, des associations créés à cet effet se livrent sans entraves à de telles campagnes, prônant et favorisant ouvertement la violation des droits de l'homme ?

POUR mettre fin à cette situation irritante, la commission juridique du M.R.A.P. a élaboré dès 1958 des propositions de lois, qui ont été déposées depuis, à chaque législature, par des députés de toutes tendances, et qui se trouvent à nouveau sur le bureau de l'Assemblée Nationale. Les démarches faites auprès des leaders des différents groupes ont confirmé la sympathie que cette initiative rencontre au niveau parlementaire. Mais il reste à passer, après la nomination d'un rapporteur, l'étape jusqu'ici infranchissable de l'inscription à l'ordre du jour, le vote final ne faisant aucun doute s'il y avait débat à l'Assemblée.

L'adoption des trois propositions du M.R.A.P. n'est pas seulement justifiée par la logique et les traditions antiracistes françaises. Conforme à la Convention internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, votée par la France à l'O.N.U., elle grandirait aux yeux de tous les peuples le prestige de notre pays.

Albert LEVY.

Les Juifs

NE SONT TOLÉRABLES DANS LA SOCIÉTÉ

qu'à dose homéopathique

déclare à « Paris-soir »

M. XAVIER VALLAT



Deux professions de foi de Xavier Vallat; la première sous Pétain, lorsqu'il était commissaire aux Affaires juives, la seconde voici quelques semaines...

ASPECTS DE LA FRANCE

UN lecture m'écrit, à propos du conflit israélo-arabe: « Le silence de Xavier Vallat m'étonne. Par ailleurs, M. Charles Serres n'a-t-il pas signé l'appel du Comité de Solidarité avec Israël. C'est un grand honneur, car la liste des signataires fourmille de noms illustres ou, du moins, très connus. Cependant, le n'y a-t-il pas point de

Parce qu'ils se fondent très vite dans la population autochtone. Ils en épousent volontiers les filles, et un catholicisme commun, fut-il latent, les fait vivre à l'aise chez nous. Par ailleurs, arrivés en France comme manouvriers, ouvriers ou artisans, si, une fois acclimatés, ils participent à l'ascension sociale normale des autres foyers français, c'est sans le moindre

Un m'objectera: « Bernard Lazare écrivait cela voici soixante ans; depuis, les choses ont changé, l'esprit de ghetto a disparu. » Croyez-vous? Ce n'est pas ce qu'avait voulu dire André François-Poncet, pendant l'autre guerre, à Gdynia. Dans cette ville créée de toutes pièces en 1924 par les Polonais pour avoir un port bien à eux et face de Danzig,

Mes raisons d'être sioniste

LES RACISTES ET LE MOYEN-ORIENT

Le tas de journaux est là, sur ma table. Dans chaque exemplaire, à coup sûr, je trouverai le racisme, sournois ou violent, dont ils sont coutumiers. La haine est le métier de ceux qui les écrivent: les mêmes noms, d'ailleurs, reviennent souvent d'une publication à l'autre; que l'une disparaisse et la prose de ces spécialistes ne tarde pas à reparaître ailleurs: il n'y a pas de chômage pour la haine... Combien de titres? Cinq, dix, peut-être quinze, certains confidentiels... Les mêmes mensonges, les mêmes excitations mille fois répétées... Alors, est-il vraiment nécessaire de remuer cette boue? Ne vaudrait-il pas mieux vouer au mépris ces fanatiques, ces attardés, les laisser s'agiter entre eux dans leurs délires? La tentation est forte.

Mais le racisme est un mal étrange: certains en sont atteints, et ce sont d'autres qui en meurent. Démasquer, isoler les racistes est un devoir de salubrité publique. Car on a pu voir, naguère encore, dans une effroyable contagion, les plus énormes calomnies intoxiquer les esprits par millions, cette folie furieuse s'emparer de peuples entiers: ainsi se préparent les génocides.

Il faut donc dénoncer clairement ces écrits funestes, empêcher de nuire les mystificateurs sans scrupules, montrer à ceux qui pourraient, de bonne foi, les suivre, ne serait-ce qu'un instant, dans quels pièges féroces ils risquent de tomber. Il ne suffit pas de dire: « C'est stupide », ou: « C'est odieux ». Plutôt que de mépriser le danger, il convient d'alerter les honnêtes gens qui l'ignorent.

Un fait frappe d'emblée: la crise du Moyen-Orient donne à ces feuilles l'occasion d'étaler à longueur de colonnes leurs thèmes favoris. Il est si facile de présenter ce conflit entre États comme un conflit ethnique opposant ces deux « races » également maudites et méprisées que sont « les Juifs » et « les Arabes »!

La politique de la trique

La complexité réelle des problèmes a cependant entraîné quelque flottement dans la doctrine de ces messieurs. Fallait-il défendre Israël au nom de l'hostilité contre les Arabes? Ce fut matière à controverses parmi les lecteurs de Rivarol. Mais ce journal, ainsi que Minute, Aspects de la France, Carrefour et quelques autres estimèrent, en se plaçant « dans le vent » pouvoir gagner de l'influence. Ce fut aussi l'attitude de Tixier-Vignancour ou du colonel Thomazo, qui participa ostensiblement à la manifestation de la place d'Israël. Ceux pour qui la haine des juifs paraissait plus payante ont pris nettement position contre Israël, tels « Défense de l'Occident », « l'Europe Réelle » et « la Nation Européenne ». Mais qu'on ne s'y trompe pas: le soutien empoisonné apporté à l'une ou l'autre cause, en fonction d'une analyse différente de la situation, ne représente rien de plus qu'une tactique éphémère, vite dépassée, et la diversité de positions n'a pas produit la moindre cassure dans l'extrême-droite raciste. Alors même qu'ils se déclaraient pour Israël, — et par la façon même dont ils le faisaient — les nouveaux « amis des juifs », non seulement manifestaient leur hostilité contre les Arabes,

mais aussi développaient leurs habituelles calomnies anti-juives. Symétriquement, les nouveaux « amis des Arabes » utilisèrent des procédés similaires. Si bien que, dans la dernière période, la presse dont nous parlons a donné une ampleur sans précédent à la propagande raciste sous tous ses aspects.

Dans Minute, François Brigneau — lui qui lança à grand fracas « Les Juifs » de Roger Peyrefitte et qui fraye depuis fort longtemps avec les groupes tant anti-juifs qu'anti-arabes — a affirmé sans ambage le sens de son « appui » à l'État d'Israël. « Depuis 1917, écrit-il, nous sommes engagés dans une guerre unique, permanente et totale, qui se déroule au travers des conflits contradictoires, limités et intermittents.

« L'un de ceux-ci eut pour théâtre l'Algérie, province française, tête de pont de l'Europe sur le continent africain. Nous l'avons perdu.

« Un autre se déroule actuellement dans le Moyen-Orient... » (1)

C'est donc, pour lui, une revanche, « le dernier épisode d'un long combat où nous avons fait notre part », et c'est pourquoi il souhaite la victoire aux Juifs d'Israël, même si, reconnaît-il benoîtement, « je me suis souvent heurté aux Juifs de France ». (2)

Se rendant en Israël (où il s'entretient avec Menachem Begin), il assimile carrément cette guerre avec celle d'Algérie, sa guerre. Il croit revoir, dans la vieille Jérusalem occupée, « les paras dans la Casbah d'Alger »:

(1) Minute, 8 juin 1967.
(2) Minute, 22 juin 1967.

« Ils n'ont pas les mêmes goûts que nous »



« L'Afrique du Sud, pays de la Bible »



Archives



« La religion de l'immobilisme »

Comment ils voient le monde...

« Je retrouvais les mêmes gestes et les mêmes expressions, le même mouvement de la crosse pour repousser la masse moutonnaire, le même air dur et méprisant des visages ». Et ce voyage le confirme dans l'idée « qu'avec les Arabes, une seule politique est possible: celle de la trique et du coup de pied au cul. Car ils ne comprennent et ne respectent que la force ». (2)

Donnant aux événements une signification qui cadre avec ses conceptions racistes et réactionnaires, cet encombrant laudateur d'Israël explique ainsi son attitude: (Pour) « nous qui croyons que la foi et le sang communs, la volonté et l'espérance peuvent changer le destin des hommes », « la réussite d'Israël prouve que nous avons raison de penser que l'Histoire se fait aussi contre le vent ». (2)

Et l'éloge d'Israël, on s'en aperçoit vite, permet surtout de donner plus de relief aux vieux thèmes de l'anti-sémitisme. Pour Brigneau et ses pareils, les juifs (en dehors d'Israël) symbolisent tout ce qu'on abhorre dans les milieux d'extrême-droite: la démocratie, le progrès, le « sens de l'histoire ». Aux juifs de France, il réserve donc les invectives bien connues: « Ils sont progressistes, décadents, byzantins, et plus préoccupés de pilpoul intellectuel et de grattages de croûtes en commun que de bagarres contre le sol, la chaleur, la sécheresse et les Arabes ». (2)

Jacques Perret, toujours dans Minute (3), dénonce aussi « la démission des colonisateurs », cause, selon lui, de la décolonisation, et « félicite » « les Hébreux d'avoir révélé avec autant d'éclat, sur la personnalité arabe, deux ou trois petites choses que nous savions d'elle ». Mais lorsqu'il parle des

juifs de France, nous voyons percer un autre thème qui s'articule tout naturellement à ceux de Brigneau: « Farci de préjugés, écrit-il ironiquement, je n'ai pu que m'associer de loin à l'édifiant sursaut de mes chers compatriotes plus ou moins nés natifs »...

Un nouveau « statut »

C'est, répétons-le, des juifs qu'il parle. Ce thème du « juif » considéré comme un étranger, esquissé ici, a été repris plus lourdement par d'autres, et en tout premier lieu — noblesse oblige! — par Xavier Vallat.

L'ex-commissaire aux questions juives du Gouvernement de Vichy n'y va pas par quatre chemins. Il expose en gros caractères dans Aspects de la France (4) ses « raisons d'être sioniste ».

« Il se trouve, écrit-il, qu'une espèce d'étrangers, très caractérisés, répugne, elle, à l'assimilation, ce sont les descendants des tribus de Juda, de Lévy et de Benjamin que la Diaspora a disséminés à travers le monde ». Il faut donc « restituer aux membres de cette ethnie leur appartenance juridique à leur nation, la nation juive, en les rendant à leur condition réelle d'étrangers ». « Cela suppose que les autres nations comprennent qu'il est de leur intérêt de munir tous les fils d'Israël qu'elles hébergent d'un passeport israélien et d'une carte d'identité d'étranger ».

Ce « sionisme intégral », où cet ancien collaborateur des nazis voit la « solution raisonnable et efficace du problème juif », ressemble fort au « statut des juifs » qu'il avait élaboré sous l'occupation. Jamais encore ce

sinistre personnage n'avait osé dire aussi crûment sa volonté de poursuivre l'œuvre que la défaite hitlérienne a interrompue!

Maurice Bardèche, qui fut naguère condamné pour apologie des crimes nazis, franchit un pas de plus (5) en préconisant la « transplantation » (pour ne pas dire la concentration) des juifs sur n'importe quelle « terre libre » du monde, en-dehors d'Israël. Faut de quoi, il nous prédit « le plus gigantesque pogrome de l'histoire », qu'il justifie par avance en développant longuement le thème, classique aussi, de « l'invasion juive ». Espérant susciter la révolte des braves gens, il les décrit, ces « juifs », « force anonyme contre laquelle nous devons protéger nos nations », « installés à tous les points stratégiques de notre vie nationale », qu'ils « commandent en réalité », « ne tolérant sous des noms divers que des exécutants qui leur soient intégralement dévoués », « injectant à volonté dans nos cervelles les préjugés qui servent leur propre intérêt ».

Jusqu'où ?

On aura reconnu la grande « conspiration » décrite en termes grotesques par les célèbres « Protocoles des Sages de Sion ». Eh ! oui, il en est là, ce prétendu « intellectuel » fasciste qui joue les « historiens », les « analystes » de Stendhal. Il n'a plus d'autres ressources que de paraphraser un faux, grossier et imbécile, qui traîne depuis des dizaines d'années

(3) Minute, 15 juin 1967.
(4) Aspects de la France, 15 juin 1967.
(5) Défense de l'Occident, juillet-août 1967.

→ dans les poubelles de l'antisémitisme policier. Sans doute en a-t-il relu le début dans *L'Europe Réelle*, cette feuille imprimée en Belgique et diffusée en France, qui le publie en feuilleton (c'est bien le cas de le dire) depuis son numéro de juillet.

« La publication des « Protocols », écrit G.A. Amaudruz, autre « intellectuel » à la Bardèche, vient à son heure (6). Ce document, selon la thèse d'un, serait un faux, une élucubration d'un fonctionnaire tsariste. Or, notre actualité fournit de telles confirmations aux « Protocols » que ce fonctionnaire aurait eu des dons de prophétie surhumains. Il faut donc admettre que ces textes troublants émanent de quelqu'un au courant d'un plan aujourd'hui en voie de réalisation ». (7)

Jean Brune (8) exposant gravement « le vieil enseignement de Maurras sur la finance juive internationale », évoque des « hommes tapis dans les coulisses des banques géantes qui pèsent sur la politique des Etats affaiblis ». Pujade (9) se demande si « Israël est la nation juive décidée à mettre un terme aux errements de jadis », ou si « c'est le fer de lance du racisme sémitique, auquel cas nous devons dénoncer cette entreprise comme un danger mondial ». Pierre Pujol (10) dénonce « l'influence des juifs installés dans notre pays et non assimilés », « les agissements d'une communauté allogène, aux ramifications internationales, qui, sous nos républiques, a joué un rôle funeste ». Maurras, rappelle-t-il, « souhaitait que l'on remit ces juifs à leur place de minorité étrangère ». Quant à Rivarol, qui se voit reprocher par un lecteur de faire « l'éloge des youpins » (11), il trouve, lui aussi, les juifs « quelque peu envahissants dans notre propre pays », et devant les manifestations pro-israéliennes, il s'inquiète et menace : « Il est indispensable de savoir jusqu'où il ne faut pas aller trop loin »...

Le bouc émissaire

Un autre hebdomadaire s'est signalé, pendant toute cette période, par de longs articles sur les juifs et le Moyen-Orient : *Carrefour*, qui colporte certains thèmes de l'antisémitisme sous une forme étrangement ambiguë.

Pour *Carrefour*, toutes les difficultés d'Israël et des juifs (qu'il prétend défendre) viennent... des juifs eux-mêmes, ou du moins de certains d'entre eux, « de Marx à Mendès ». Ceux-là symbolisent, selon le « spécialiste » Bernard Cabanes, comme pour Bri-gneau, le « progressisme », « l'anti-colonialisme » : c'est la faute à Mendès et à ses semblables si l'Afrique et les pays arabes sont devenus indépendants, et s'ils « menacent » aujourd'hui l'Occident. « L'ombre de Karl Marx et l'œuvre de M. Pierre Mendès-France pèsent sur l'avenir de l'Etat juif », écrit *Carrefour* (12).

D'ailleurs, souligne ce journal, « sur les deux rives de l'Atlantique, des juifs jouent les premiers rôles dans les innombrables manifestations qui prolongent la guerre sous prétexte d'obtenir la paix. La guerre du Vietnam a son Dreyfus, le capitaine américain Lévy, qui dénonce « les crimes de guerre américains au Vietnam » (13) pour éviter d'instruire les recrues ».

Ici, la « conspiration juive » prend de nouvelles dimensions. Du Moyen-Orient, nous passons, en quelques phrases, à l'ensemble des grands problèmes actuels, tels qu'on se les représente dans les milieux d'où émane cette presse haineuse.

Jugeant de tout en fonction des « races » et des conflits raciaux, ils voient dans la « décolonisation » le plus grand malheur de notre temps. Ils ne peuvent admettre que des peuples « inférieurs » prétendent à l'indépendance et l'acquiescent. Pour s'y

opposer, ils prônent et exaltent la violence. Quand la violence échoue, quand ces peuples portent atteinte à la « domination blanche », il faut bien trouver une explication sauvegardant l'amour-propre de la « race supérieure » : il ne peut y avoir que la trahison, le lâche abandon, les menées « progressistes » et « pacifistes » de ceux qui préconisent le respect des droits de l'homme, les antiracistes et l'O.N.U. Parmi ces « pourrisseurs » de l'âme blanche et occidentale, les juifs jouent un rôle prépondérant, pour-

(6) *L'Europe réelle*, août 1967.
 (7) Voir, en pages 28-29, le compte rendu du livre que l'historien Norman Cohn vient de publier sur les « Protocols ».
 (8) *Aspects de la France*.
 (9) *Fraternité Française*, 2 juin 1967.
 (10) *Aspects de la France*, 8 juin 1967.
 (11) Rivarol, 13 juillet 1967.
 (12) *Carrefour*, 21 juin 1967.
 (13) Les guillemets sont de Bernard Cabanes (*Carrefour*, 31 mai 1967).

« L'AFRIQUE DES BANLIEUES »



Jean Schmidt

L'émission d'André Voisin, consacrée au thème de l'étranger, diffusée le 3 septembre sur la 2^e chaîne, a été beaucoup suivie, et avec un vif intérêt.

Le reportage d'André Dyja et celui de Jean Schmidt montraient l'un et l'autre, quoique de façon différente, combien il est difficile d'être étranger. Le premier faisait apparaître surtout les difficultés inévitables : langue, adaptation, dépaysement, nostalgie, et montrait même ce qu'elles peuvent avoir d'enrichissant ; à la limite, l'une des personnes interviewées suggérait que la qualité d'étranger n'importe pas — ce qui importe, c'est ce qu'on pense, ce qu'on fait — et qu'elle confère même une certaine supériorité en raison des connaissances et des expériences qu'elle permet d'acquérir.

Dans « *L'Afrique des banlieues* », Jean Schmidt soulignait les entraves, les graves problèmes que rencontre l'étranger — en l'occurrence l'Africain — lorsqu'il est un immigré de la misère et qu'il se heurte à l'indifférence, à l'hostilité d'une société inhumaine où seul compte le rendement économique.

Jean Schmidt avait déjà traité dans un long métrage les problèmes d'un groupe « en marge » — les Gitans — avec « *Kriss Romani* ». Il avait approfondi le problème du racisme dans une petite œuvre magnifique et prenante : « *Derrière la fenêtre* ». Son « dossier » sur les Africains de la banlieue parisienne apporte un nouveau témoignage de son talent et de son aptitude à soumettre au spectateur toutes les données d'une situation complexe, fussent-elles contradictoires.

Ces Africains, il les fait vivre devant nous, en les situant clairement par rapport à leur passé comme au présent, il souligne à la fois ce qui les différencie de nous — leur culture, leurs traditions, le sous-développement de leurs pays — et ce qui nous les rend proches : leurs souffrances, leurs aspirations. Ces hommes, en un mot, nous sont révélés dans leur personnalité, avec tout ce que cela comporte à leur égard de respect, de fraternité : des hommes comme nous parce que différents.

C'est dire que la condition qui leur est faite, décrite sans concession ni sensiblerie, ne pouvait qu'émouvoir les téléspectateurs. Le chômage, les taudis, l'analphabétisme, la



14 juillet à Montreuil

Jean Remard

maladie sont le lot quotidien d'un grand nombre d'immigrés, qui avaient imaginé la France comme une sorte de terre promise où ils pourraient s'instruire, acquérir un métier, gagner leur vie. Dans des images qui auront surpris et révolté beaucoup de Français non avertis, Jean Schmidt démasque et met au pluri le racisme. Il a pu en particulier filmer le refus de servir un Noir dans un café de banlieue, avant d'évoquer l'action efficace accomplie par le M.R.A.P. dans l'affaire du « Paris-Londres ».

Ce film vigoureux, parfois dur, n'exclut pas la tendresse et l'amitié, mais au contraire les suppose. La visite faite chez notre ami Sally N'Dongo, les propos qu'il tient, avec sa femme, ouvrent dans un monde cruel et douloureux une baie de lumière. De même, on ne saurait oublier les scènes du 14 juillet à Montreuil, où l'on voit les Africains danser, donner le meilleur d'eux-mêmes, se mêler à la population dans une ambiance joyeuse.

Dans le débat qui suivait la projection des deux films, Albert Lévy et Alain Gausse, secrétaires nationaux du M.R.A.P., ont contribué à éclairer la condition des travailleurs immigrés en montrant ses origines : le régime colonial, la misère du tiers monde, les besoins économiques des pays européens. Avec Mme Cachemaille, de l'A.F.T.A.M., et les deux réalisateurs, ils ont insisté sur la nécessité de mesures spéciales propres à assurer une vie plus humaine et plus digne à ces hommes dont le labeur est indispensable à notre pays.

Jean Schmidt a reçu, après l'émission, deux lettres d'insultes, mais aussi un grand nombre de lettres où s'exprime le vœu que la télévision aborde plus souvent de tels problèmes, et dont les auteurs, convaincus par les deux films et le débat, s'engagent à agir contre les maux qui s'y trouvaient dénoncés. Mêmes éloges dans l'ensemble de la presse — sauf dans le journal financier « *La Vie française* », dont la mauvaise humeur se teinte d'un mépris non dissimulé pour les travailleurs africains.

● Le M.R.A.P. ayant acquis « *L'Afrique des banlieues* » sera en mesure, prochainement, d'en assurer la diffusion. Il le tient à la disposition des comités et associations qui souhaiteraient le présenter.

suivant les méfaits dont ils se sont déjà rendus coupables, selon les « classiques » de l'antisémitisme : révolution de 1789, révolution soviétique et toutes autres subversions...

Dès lors, projetant sur le monde entier les sentiments qu'éprouvent les colons évincés de leurs privilèges, la propagande raciste se présente dans une forme renouvelée comme un mouvement « défensif » : les races « inférieures », incapables de se gouverner elles-mêmes, menacent nos richesses, menacent l'Occident de métissage, et viennent jusque sur notre sol (travailleurs immigrés) menacer la vertu de nos jeunes filles...

Tel est le système faussement cohérent (dont le seul tort est de ne pas correspondre à la réalité) qui s'explique à travers la presse raciste. Tel est le monde d'aujourd'hui vu par ces gens-là. C'est dans ce cadre que s'insère leur attitude contradictoire con-

cernant Israël qu'ils veulent considérer comme leur allié dans la lutte contre le Tiers-monde, et les juifs, qui constituent le bouc émissaire de leurs déceptions, de leurs échecs et de leurs craintes.

Même mépris, même haine

Il y a plusieurs années déjà que Bardèche a établi une telle corrélation « doctrinale » entre le vieil antisémitisme et la décolonisation.

« *L'antiracisme imprudemment proclamé comme une loi sacrée de la conscience humaine*, écrivait-il, aboutit à la sécession des pays d'Afrique et d'Asie (...) C'est le résultat de vingt ans d'antiracisme furieux, (...) de frénésie judéo-marxiste (...) Le bilan de vingt ans de direction politique judéo-capitaliste est un bilan négatif ». (14) « Réveillez-vous ! » proclame Tixier-

Vignancour : « *Hier l'Algérie et l'Afrique Noire, aujourd'hui la guerre du Vietnam, l'antisionisme des Arabes, la situation des Noirs américains, l'état alimentaire de l'Amérique du Sud sont d'excellents palliatifs au déclin de l'esprit révolutionnaire en Europe* ». (15).

« *La victoire d'Israël a démontré la fantastique supériorité de l'Occident* », se réjouit un ancien condamné à mort pour collaboration, Lucien Rebatet, (16) qui reconnaît s'être « furieusement opposé aux juifs quand leur solidarité mondiale jouait contre les intérêts de mon pays »... c'est-à-dire depuis qu'il s'est fait le chantre de l'hitlérisme. Le journal où il écrit aujourd'hui (sous l'occupation, c'était *Je suis partout*) mène campagne paral-

(14) *Défense de l'Occident*, janvier 1965.
 (15) *Minute*, 17 août 1967.
 (16) Rivarol, 15 juin 1967.

FABLES

INSPIRÉE par les officines néo-nazies d'Allemagne occidentale, la campagne tendant à minimiser, voire à nier les crimes hitlériens, ne cesse de se développer. L'extermination de six millions de juifs serait une « fable », à en croire la presse raciste qui puise son « argumentation » dans les libelles de Rassiner. Xavier Vallat (*Aspects de la France*, 14-9-1967) a trouvé une autre caution : un fonctionnaire du N.P.D., lequel a déclaré qu'« il n'a existé aucun camp de concentration comportant une chambre à gaz sur le territoire du Reich », ce qu'a confirmé, paraît-il, l'Institut de l'histoire de la 2^e Guerre mondiale, de Munich. Comme d'autres, Xavier Vallat, avec une Insigne mauvaise foi, joue sur les mots : même s'il n'y avait pas eu de chambres à gaz sur le territoire allemand, les nazis en avaient construit sur les territoires occupés, par exemple à Auschwitz ou à Treblinka (en Pologne), sans parler des chambres à gaz mobiles qui circulaient sur les territoires polonais et soviétique. De toutes façons, cela ne diminue en rien le nombre des victimes.

De son côté, Rivarol (14-9-1967) reproche au général de Gaulle d'être allé se recueillir à Auschwitz, lors de son récent voyage : Cette « foucade », n'a servi qu'à « raviver un traumatisme » déclare Rivarol. Il vaudrait mieux, bien sûr, pour les complices de la barbarie nazie, que soit oublié un passé qui les accuse.

Par contre, selon Xavier Vallat et les siens, les vrais criminels seraient les Résistants, coupables d'avoir mis hors d'état de nuire, sous l'occupation et à la Libération, un certain nombre de « bons et loyaux Français » qui avaient trempé dans la trahison et la « collaboration » sous l'égide de Pétain et de Laval.

Les Français, n'en déplaise à ces messieurs, ne sont pas prêts à accepter ces cyniques falsifications de l'histoire.

lement pour « la destruction d'Hanoi, d'Haiphong, des principales agglomérations, la rupture des digues du Fleuve Rouge » : « Cette solution serait dramatique, mais c'est peut-être la seule qui puisse répondre au fanatisme des Nord-Vietnamiens ». (17).

Il exalte les mercenaires qui pillent et tuent au Congo pour y « sauver » la « civilisation blanche ». Il dépeint l'Afrique du Sud, « pays de la bible », l'idéal qu'auraient dû atteindre tous les pays coloniaux en Afrique.

De même, *Aspects de la France*, tout en dénonçant « les juifs non assimilés qui tiennent en France le haut du pavé », affirme que « les ennemis d'Israël sont en partie les nôtres, à savoir les agents de la subversion internationale ». (18)

Ils ne comprennent pas

Il est plaisant de suivre les efforts des collaborateurs de cette presse pour se donner bonne conscience et ennoblir leur croisade sordide. Pas un exemplaire de leurs publications où ne soit exaltée la « supériorité raciale » des blancs et « l'infériorité » des peuples de couleur. Cette pseudo-psychologie collective évite, bien entendu, de poser les vrais problèmes : le sous-développement et ses causes, l'état pitoyable où les pays du Tiers-monde ont été placés par le régime colonial dans tous les domaines : économique, technique, culturel, etc.

Jean Brunes, grand « théoricien » de l'Islam (il a fait ses preuves au temps de l'O.A.S.), est intarissable sur ce sujet. Les « faiblesses héréditaires »

des Arabes n'ont pas de secret pour lui : « L'histoire de l'Europe est un havre de paix, comparée à la tumultueuse incohérence de l'histoire du monde musulman ». Car celui-ci a pour « maladie héréditaire » « le sens de la querelle et les passions déchaînées ». De plus, un musulman ne saurait dire si, oui ou non, la terre est ronde... (19) « L'Islam, écrit-il encore, a fait des pays musulmans des agresseurs-nés » (20). « Ce sont presque tous des guerriers-nés » lance en écho Rebatet dans Rivarol. « Les Arabes adorent la guerre », renchérit Minute. (21). Pourtant, l'Islam est, selon Bernard Cabanès (22) « la religion de l'immobilisme ».

C'est encore Jean Brunes qui nous décrit en images brillantes l'ensemble du « Tiers-monde » : ces masses hu-

maines, « qu'elles soient noires ou jaunes, musulmanes ou bouddhistes, gardent des réflexes primaires », elles « nient cette civilisation (occidentale et chrétienne) et rêvent de la détruire parce qu'elles n'en comprennent pas encore ni la complication ni la beauté ». (23) D'ailleurs, selon Robert Anders, le thuriféraire patenté de l'apartheid, l'homme noir « n'a pas les mêmes aptitudes, ni les mêmes goûts, ni la même conception du monde » que le blanc. C'est pourquoi il faut s'opposer au « spiritualisme pseudo-humanitaire des marxistes et autres internationalistes » (24).

Les lecteurs de la presse raciste sauront donc pourquoi les peuples du Tiers-monde se débattent dans de graves difficultés, dont ne sauraient être responsables, évidemment, ni le colonialisme, ni les séquelles de ce système. Une fois les blancs partis, ce ne sont, au Congo, qu'« étripages fraternels » (où les mercenaires fascistes, bien sûr, n'ont aucune part), et « les amas d'immondices jonchent la plupart des artères de la capitale » (24) : voilà l'indépendance ! C'est bien la preuve, Rivarol vous le dit, qu'« en Afrique, l'homme blanc était nécessaire », « les Européens n'avaient pas le droit d'abandonner comme ils l'ont fait des peuples confiants et crédules absolument incapables de se gouverner ». (25)

On pourrait à l'infini multiplier ces échantillons du mépris, de la mauvaise foi, de la bassesse. Pourquoi faire ? Parce que, répétons-le, si « complot » il y a, c'est bien celui de cette presse contre le progrès humain, contre les droits et la dignité des peuples. Et parce que cela doit être su et combattu.

Louis MOUSCRON.

- (17) Rivarol, 6 juillet 1967.
- (18) *Aspects de la France*, 6 juillet 1967.
- (19) *Aspects de la France*, 21 septembre 1967.
- (20) *Aspects de la France*, 22 juin 1967.
- (21) Minute, 1er juillet 1967.
- (22) Carrefour, 30 août 1967.
- (23) *Aspects de la France*, 24 août 1967.
- (24) Rivarol, 21 septembre 1967.
- (25) Rivarol, 6 juillet 1967.

GLASMAN C^{ie}

28, boul. de Strasbourg, Paris 10^e
208-16-18

MACHINES A COUDRE
TOUTES MARQUES
MATÉRIEL DE CONFECTION
MATÉRIEL DE REPASSAGE
LOCATION
REPARATION, ACHAT, VENTE



Racisme

LA PAIX DU LINCEUL

À propos du Moyen-Orient, certains continuent d'emboucher en toute sécurité et à bon compte, les trompettes de la gloire. Ainsi D. Moknachi qui proclame dans *Révolution africaine*, hebdomadaire paraissant à Alger : « Israël, connais pas ».

D. Moknachi illustre son « ignorance » d'arguments du plus pur style raciste. Ainsi, par exemple, reprend-il à son compte la malédiction des juifs par « leur » Dieu... Pour autant qu'on se réfère au Coran, c'est Allah lui-même qui a dit au Prophète : « Nous t'avons révélé, ô Mohammed, que tu as à suivre la religion d'Abraham dont la foi était pure... » (Sourate 2).

« Peuple cupide, fervent de négoce, rejetant la foi pour les métaux précieux, rien ne nous étonne dans son esprit expansionniste, encore moins ses échecs successifs d'unification » : D. Moknachi ne cite pas l'auteur de cette phrase. Sans doute est-il trop peu recommandable.

« La perfidie est l'apanage des dégénérés », écrit encore l'« ignorant ». Ne se souvient-il donc déjà plus du vocabulaire raciste de l'Algérie coloniale. Il n'y a pas si longtemps encore, on trouvait dans le *Guide bleu* : « Les Touareg répugnent au travail encore plus que les Arabes »...

D. Moknachi termine ainsi sa sonnerie de trompette : « A la question juive, je propose la paix d'un grand linceul ».

D'autres avaient prédit un grand linceul aux Algériens. Ils étaient O.A.S. On sait, en Algérie, comment l'histoire s'est terminée.

DANS UN GRAND JOURNAL

À propos du dernier livre de Romain Gary, *La danse de Gengis Cohn*, M. André Billy écrit dans *Le Figaro* une chronique étonnante. Quatre lecteurs ont fait parvenir à Droit et Liberté le double de la lettre qu'ils envoyèrent à ce propos à Louis-Gabriel Robinet, directeur du journal :

28-VIII. — Les forces du F.L.N. font sauter huit ponts entourant la base américaine de Danang, qui se trouve ainsi isolée.

● A Milwaukee (Wisconsin) agression de commandos racistes contre des manifestants (Noirs et Blancs) qui réclamaient la suppression des pratiques discriminatoires. Troubles raciaux à Pasadena (Californie) et à Chicago.

29-VIII. — Les autorités du Caire annoncent qu'un complot visant à renverser le président Nasser a été déjoué. Le maréchal Amer est placé en résidence surveillée : 50 officiers sont arrêtés.

31-VIII. — Les autorités israéliennes mettent fin officiellement au retour en Jordanie des réfugiés qui avaient quitté leur pays pendant et après la guerre. Sur 170.000 candidatures au retour, 14.000 personnes ont été rapatriées.

● Fin de la conférence des pays arabes, réunie à Khartoum. Les participants se sont mis d'accord sur la nécessité de rechercher une solution politique à la crise du Moyen-Orient.

3-IX. — « Elections » au Sud-Vietnam. Les candidats civils en demandent l'annulation pour fraude et pression de l'armée. Un sondage aux USA révèle que 25 % seulement des Américains croient à la sincérité de ce scrutin.

4-IX. — Incidents raciaux à New York, dans le quartier de Brooklyn, où interviennent les brigades spéciales « anti-émeutes ».

6-IX. — Le président Johnson nomme un Noir, M. Walter Washington, gouverneur du district de Columbia, où se trouve la capitale des Etats-Unis.

9-IX. — Au cours de son voyage en Pologne, le général de Gaulle a visité l'ancien camp d'Auschwitz. « Quelle tristesse ! Quel dégoût ! Et malgré tout, quelles espérances humaines ! » écrit-il sur le Livre d'Or.

11-IX. — Réunion à Kinshasa (ex-Léopoldville) des chefs d'Etat de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). La conférence condamne la sécession du Biafra et décide d'envoyer une commission de consultation pour tenter de le faire réintégrer la fédération de la Nigéria.

12-IX. — En Arabie du Sud, où la Grande-Bretagne « dégage » ses troupes, des incidents opposent les deux mouvements de libération rivaux, le FNL et le FLOSY.

13-IX. — Violents incidents à la frontière sino-indienne, autour du col du Nathu, sur la chaîne himalayenne.

13-IX. — Accusé de complot contre le régime du Caire, le maréchal Amer, ancien vice-président de la R.A.U., se suicide alors qu'il allait être interrogé.

14-IX. — Emeutes à Chicago après l'arrestation de deux leaders locaux du « pouvoir noir ».

15-IX. — Albert Widmann, ex-commandant SS, inventeur des « chambres à gaz mobiles » installées dans des camions, est libéré, après condamnation à une peine de principe.

17-IX. — Pour la première fois, deux bombardiers géants « B 52 » sont abattus au-dessus du Nord-Vietnam.

18-IX. — Au Palais de l'UNESCO à Paris s'ouvre une conférence de savants et d'experts internationaux sur les problèmes du racisme.

19-IX. — Réunion de l'assemblée ordinaire de l'O.N.U. A l'ordre du jour, « avec haute priorité » : le problème du Moyen-Orient.

22-IX. — Cinq Guadeloupéens détenus à Paris depuis les émeutes qui éclatèrent à Pointe-à-Pitre en mai dernier sont libérés. Dix inculpés avaient été mis en liberté provisoire. Mais dix autres demeurent emprisonnés à la Santé.

23-IX. — Situation tendue à Naplouse, principale ville de Cisjordanie : un groupe armé arabe attaque une patrouille israélienne. Le couvre-feu est décrété.

24-IX. — De vifs incidents, faisant une dizaine de blessés, marquant le déroulement des élections cantonales à La Réunion.

26-IX. — Le grand jury de Brooklyn refuse d'inculper un policier qui avait abattu un jeune noir, incident qui avait donné lieu, au début de septembre, à des manifestations de rue contre la police.

MOUCHETEZ-VOUS, NOUS FERONS LE RESTE

AMUSANTE et sinistre, cette information que donnait récemment un hebdomadaire parisien. Une dame grecque, aidée d'un soi-disant médecin, cherche à mettre au point un petit truc qui résoudrait tous les problèmes du racisme : la leucodermie. Il paraît en effet que cette maladie (car c'en est une, et des plus graves) détruit les pigments colorés à l'intérieur des cellules, et provoque des tâches blanches sur la peau. Cette dame et ce « médecin », dont les buts humanitaires sont évidents, proposent d'inoculer cette maladie (héréditaire !) aux Noirs. Au début ils seraient mouchetés, puis peu à peu ils deviendraient blancs comme vous et moi (si j'ose dire). Alors ils perdraient mes complexes.

Ainsi, mes neveux Tom, Tom and Tommie, auraient d'abord l'allure d'une panthère, puis celle d'un zèbre, et finiraient en ours blanc. Le plus difficile, disent les initiateurs de cette nouvelle science, est de trouver des cobayes. Aussi iront-ils en chercher en Libye. Parce qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les Noirs répugnent à devenir blancs. Ils ne veulent pas être « comme tout le monde ». « Tout le monde » est blanc, c'est bien connu... Libyens de tous les pays, méfiez-vous de vos bienfaiteurs, qu'ils soient « Grecs » ou charlatans. Ils veulent vous moucher... Après ils feront le reste.

ONCLE TOM.

→ Nous avons été douloureusement choqués de lire dans un article de M. Billy (Figaro du 7-8-1967) le jugement suivant sur Romain Gary : « Romain Gary qui est slave par son père et s'appelle, je crois, Kacaw, mais a reçu une formation d'esprit tout à fait française à Nice et ailleurs, semble porter en lui une hérédité incompatible avec notre tradition artistique ». Ainsi vous laissez un de vos collaborateurs tenir des propos antisémites et reprocher à cet auteur sa race comme un « défaut ». Votre critique a le droit de ne pas aimer un roman ; libre à lui. Mais vous, directeur d'un grand journal, vous ne devez pas laisser insinuer de telles ignominies dans vos colonnes. Nous n'avons pas voulu écrire à M. Billy que nous ne saurions plus estimer, mais nous n'avons pas voulu vous laisser ignorer, Monsieur le Directeur, notre écoeurement ».

La lettre est signée de J. Hanoune, (ancien interne des Hôpitaux, chef de clinique à la Faculté de Médecine de Paris, Department of biochemistry, Columbia Univ., N.Y.) ; Madame G. Hanoune, (licenciée ès sciences, biochimiste) ; R. Hanoune, (ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégé de l'Université, membre de l'Ecole Française de Rome) ; Madame N. Hanoune, (ancienne élève de l'E.N.S., agrégée de l'Université, maître-assistant à la Faculté des Sciences de Rennes).

« POUR NE PAS AVOIR D'ENNUIS »

LE 5 juillet dernier, un étudiant algérien, Saïd S. — qui travaille à mi-temps dans un cabinet d'affaires du XI^e arrondissement

de Paris — était occupé dans son bureau quand une discussion éclata dans la pièce voisine entre un client mécontent et un autre employé. Le conseil de ce client, un agent d'affaires, fit irruption dans le bureau, s'en prenant à Saïd S. à qui il promit une arrestation tout comme à l'autre employé.

Un peu plus tard, un car de police arrivait et Saïd S. fut emmené au commissariat du quartier sans ménagement.

Il devait rester là cinq heures sans pouvoir prévenir ses proches, sans pouvoir manger ni boire. Il eut droit à des remarques telles que : « Qu'est-ce qu'on attend pour vous envoyer en Israël ? Nous payerions volontiers de notre poche pour vous mettre sur le bateau et le faire couler par les Israéliens... Ce qu'il faut aux Algériens, c'est le coup de pied au c... ».

Saïd S. a saisi le Parquet des faits. Interrogé au commissariat de son quartier, on lui a conseillé de retirer sa plainte pour ne pas avoir d'ennuis...

La Fédération des Mouvements philanthropiques, l'Association mixte autonome de défense des intérêts étudiants, l'Alliance française, l'ambassade d'Algérie sont intervenues en faveur de l'étudiant algérien.

A Champ-de-Villars, une pétition a recueilli de nombreuses signatures.

Allemagne

LIBRE !

L'EX-commandant S.S. Albert Widmann, chimiste allemand qui avait participé à la mise au point des chambres à gaz mobiles, n'a été condamné,

le 15 septembre dernier, qu'à six ans et demi de prison par un tribunal d'Allemagne fédérale pour le rôle qu'il a joué dans le meurtre de quatre mille juifs et malades mentaux en Europe de l'Est.

De plus, le tribunal a déduit de la peine du criminel trois ans et demi, déjà purgés pour un autre crime de guerre et les douze mois de détention qui ont précédé le procès. Pour le reste, il lui a accordé un sursis !

L'INCARNATION DE LA CRUAUTÉ

LE 2 septembre dernier, Ilse Koch, l'ancienne commandante du camp de concentration de Buchenwald, s'est pendue dans une cellule de la prison pour femmes d'Aichach (Allemagne fédérale) où elle purgeait une peine de travaux forcés à perpétuité.

Le correspondant du Monde à Bonn souligne qu'en République démocratique allemande « où le site de l'ancien camp de concentration a été transformé en Musée de la Résistance... » le souvenir de la sinistre commandante (que l'on avait surnommée « la chienne de Buchenwald ») sera toujours évoqué de façon à entretenir la vigilance contre toute résurgence du nazisme ».

Le journaliste écrit encore : « Condamnée une première fois par les Américains en 1947 et graciée ensuite par le général Clay, Ilse Koch avait été condamnée de nouveau en 1951 par un tribunal allemand aux travaux forcés à perpétuité. La sévérité de la sentence et le refus de la Cour suprême fédérale d'engager une pro-

Vous dites ?

UNE FLEUR VÉNÉNEUSE

UN livre — « La Fleur des Saints ou Vie des Saints pour tous les jours de l'année » — dont l'auteur a nom Omer Englebert a été récemment publié par les Editions Albin Michel.

Le caractère antisémite de cette « Fleur » est en contradiction flagrante avec les décisions de Vatican II.

Qu'on en juge :
Page 168 : 17 avril. Saint Rodolphe (mort en 1287) :

« Selon ce que rapportent le docteur de l'Eglise Saint-Pierre Canisius et nombre d'autres auteurs, un enfant chrétien, nommé Rodolphe, fut mis à mort par les Juifs de Berne le 17 avril 1287. Ils l'avaient volé à ses parents et, avant de l'immoler, l'avaient torturé dans la cave d'un de leurs riches coréligionnaires. Lorsque son corps fut retrouvé le clergé et les notables assemblés déclarèrent que Rodolphe méritait les honneurs des martyrs et on l'inhumait dans l'église primaire de la ville, sous l'autel de la Sainte-Croix. Le Sénat condamna ses meurtriers au supplice de la roue, exila ceux qui, les connaissant, ne les avaient point dénoncés et enfin décréta qu'aucun juif ne pourrait plus habiter la ville de Berne.

« L'autel sous lequel avaient été déposés les restes du petit martyr était bientôt devenu l'autel de Saint-Rodolphe. Il garda ce nom dans la nouvelle et somptueuse église qu'on construisit en 1440 pour remplacer l'ancienne. En 1868, la Sacrée Congrégation des Rites a approuvé le culte de Saint Rodolphe, et sa fête liturgique se célèbre encore au diocèse de Berne. »

Page 171 : 19 avril. Saint Werner ou Vierny ou Garnier :
« Ce petit martyr de l'Eucharistie avait toujours été un

céduce de révision s'expliquent aisément si l'on songe qu'après la guerre Ilse Koch était devenue une sorte d'incarnation de la cruauté et du sadisme des S.S. Elle s'était en particulier rendue célèbre en utilisant la peau de détenus assassinés dans le camp pour en faire des abat-jour ».

Vietnam

SAIGON MANIFESTE

LE 25 septembre dernier, des centaines d'étudiants vietnamiens, représentants de quatre universités, ont manifesté dans le centre de Saigon pour le retrait des troupes américaines du Vietnam et l'arrêt des bombardements de la République démocratique du Vietnam (les étudiants de Hué et de Da-Nang avaient été empêchés de se rendre

dans la capitale). Des banderoles à la gloire du gouvernement Ky ont été arrachées et remplacées par des banderoles réclamant la fin de la guerre. Un étudiant américain, qui avait proclamé sa solidarité avec les manifestants, s'est vite retrouvé en tête du cortège...

Dans une lettre ouverte adressée au président Johnson, les étudiants réclament : l'arrêt de l'ingérence américaine dans les affaires du Vietnam, l'arrêt des bombardements du Nord-Vietnam, une aide « sans arrière-pensée » pour le développement du pays.

Dans une autre lettre, adressée au secrétaire général des Nations-Unies, M. Thant, les étudiants reprennent les mêmes thèmes.

Au cours de leur démonstration, les manifestants ont souligné que « les Américains peuvent envoyer un million de soldats au Vietnam, ils n'atteindront jamais leur

souffre-douleur. Pour échapper au mauvais traitement de l'homme auquel sa mère s'était mariée, il quitta nuitamment son village natal de Womrath, près de Bacharach, sur le Rhin, et il se mit en quête d'une parente qui, croyait-il aurait pitié de lui. Ne l'ayant pu découvrir, il eut faim et entra au service d'un Juif d'Oberwesel.

« Werner avait environ 14 ans quand, le 19 avril 1287, il assista à la messe du Jeudi saint et communia. Son maître, dit-on, lui avait promis de l'argent, s'il rapportait intacte la sainte hostie à la maison. Toujours est-il qu'au retour de l'église, l'enfant tomba aux mains de Juifs démoniaques qui entreprirent de lui faire rendre les saintes espèces. Ils l'attachèrent à un pilier, la tête en bas ; le battirent comme plâtre ; lui ouvrirent les veines, voulant tout au moins profaner son sang. La nuit suivante, ils mirent son corps dans une barque, pour l'immerger dans le Rhin. On le retrouva parmi les roseaux à Bacharach, où il fut inhumé, et où, en 1428, une église magnifique fut construite en son honneur.

« Deux siècles plus tard, Besançon ayant obtenu les reliques du petit martyr, le culte de Saint Werner se répandit en cette région et jusqu'en Auvergne, sous le nom de Saint Verny. »

L'ancien ministre Pierre-Bloch, qui nous a alerté, écrit : « Après enquête faite par nos amis auprès des milieux compétents catholiques de Berne, nous avons appris que le soi-disant meurtre rituel cité dans la vie de Saint Rodolphe n'a jamais existé et, selon les propres mots d'un ecclésiastique de Berne, il appartient à cette « série honteuse d'accusations antisémitiques du Moyen-Age ». Ce même ecclésiastique (un prêtre haut placé de l'Eglise catholique de Berne) a affirmé qu'« il n'y avait ni autel Saint-Rodolphe, ni jour de la Saint-Rodolphe... Il faut signaler que l'auteur en question (après enquête faite auprès d'une personnalité compétente) est un vieux prêtre qui doit avoir 80 ans et est ancien aumônier de Notre-Dame de Sion... »

« Il a probablement un public assez restreint de vieux dévôts et dévôtes aux idées rétrogrades, ce qui n'empêche que du moment qu'il y a public — si restreint soit-il — il y a quand même lieu d'agir. Il faut noter également que ce livre est à la source d'éphémérides qui paraissent dans certains journaux — tel a été le cas pour le journal « Le Méridional » (dans sa rubrique « Saint du jour » du 17-4-68) qui a publié la Vie de Saint-Rodolphe ».

but » et que « les élections du 3 septembre ont été une comédie ».

Congo

UN PACIFICATEUR

LE 21 OCTOBRE

LE 21 octobre prochain, les forces pacifiques des Etats-Unis ont décidé de manifester contre la guerre au Vietnam.

Des manifestations sont prévues à cette même date dans le monde, comme le recommandait la Conférence mondiale sur le Vietnam qui s'est tenue à Stockholm.

Le Conseil parisien du Mouvement de la Paix a appelé de son côté la population de la capitale à manifester.

Le Conseil parisien du Mouvement de la Paix propose l'envoi de messages de solidarité aux pacifistes américains (National Mobilization Committee to end the war - 857 Broadway - 3 rd floor - New York - U.S.A.).

DANS une interview qu'il a accordée à un représentant de Radio-Luxembourg, le colonel Schramme, chef des mercenaires européens du Congo Kinshasa, se défendant d'être un aventurier, se présente comme un « pacificateur ».

Son action au Congo a pour but unique de « stabiliser ce pays », de « le pacifier avec les Congolais... », a-t-il prétendu.

Ses hommes, a encore dit le chef des mercenaires « sont des idéalistes à 100 % ».

Au sujet de Tshombé, « il a ses défauts, bien sûr », a encore dit Schramme ; mais au moins Tshombé vivait pour son peuple, il a restauré beaucoup de régions », affirmations qui se passent de commentaires... →

A PROPOS DES GITANS

Etudes Tsiganes (n° 1-2 1967) évoque ainsi le dossier « Les Gitans sans mystère » publié par Droit et Liberté en mai dernier :

« Ce numéro est fort intéressant, mais contient quelques inexactitudes. C'est ainsi qu'il semblerait, à la lecture de l'article de Juan Fernandez, que la plupart des Tsiganes ont le carnet anthropométrique, alors que moins du dixième y est tenu et que cette proportion doit encore sensiblement diminuer du fait de l'interprétation donnée par le Conseil d'Etat de la loi de 1912 sur la réglementation des professions ambulantes et la circulation des nomades. Le Comité national d'Action et d'Informations sociales pour les gens du voyage et les personnes d'origine nomade (C.N.I.N.) que préside M. Peysard, inspecteur général du ministère des Affaires sociales (1), qui travaille inlassablement à éclairer les pouvoirs publics sur les problèmes des Tsiganes et à obtenir la réalisation pour eux d'une action sociale, n'est pas cité parmi les principales organisations s'occupant des Gitans. »

(1) 2, rue Hautpoul - Paris (19^e).

LE RACISME ET VOUS

Chaque automne, la fête de « l'Humanité » rassemble, dans la banlieue parisienne, des centaines de milliers de visiteurs — cinq cent mille cette année, les 9 et 10 septembre. Le Comité de la région parisienne du M.R.A.P. avait, comme l'an dernier, décidé de mettre à profit cet énorme afflux : Une exposition photographique (le nazisme, l'apartheid, la ségrégation aux U.S.A., l'antisémitisme et le racisme en France), un rayon librairie avec vente de **Droit et Liberté** présentaient l'action du M.R.A.P. à un très large public.

UNE exposition photographique, c'est un moyen très efficace d'initiation aux problèmes du racisme. Mais l'attention ne se fixe pas toujours très longtemps ; elle reste parfois à la surface du spectacle qu'elle contemple. C'est pourquoi un questionnaire fut mis à la disposition des visiteurs. Le seul fait de devoir le remplir entraîne une réflexion sur ce qu'on vient de voir, oblige à préciser mentalement des observations qui, sans lui, pouvaient rester mal formulées.

Ce questionnaire — en dix questions — s'intitulait **Le racisme et vous**. Il n'avait évidemment pas l'ambition de servir de base à un travail scientifique sur les Français et le racisme, mais plus humblement de servir de révélateur aux réactions et aux préoccupations d'un public ; il joua pleinement ce rôle.

650 visiteurs répondirent à ses questions, 35 % des réponses émanèrent d'ouvriers, 30 % d'étudiants et de lycéens, 20 % d'employés, 5 % d'enseignants, 5 % de cadres supérieurs et membres de professions libérales, 4 % de membres de professions diverses.

Victimes eux-mêmes

L'examen de l'âge des visiteurs est particulièrement révélateur : 64 % sont des moins de 25 ans, 33 % ont de 25 à 40 ans, 3 % ont plus de 40 ans. Réponse est ainsi donnée par les jeunes eux-mêmes à ceux qui prétendent que la lutte contre le racisme est « dépassée ».

— **Y a-t-il selon vous du racisme en France ?** demandait le questionnaire ; oui, disent toutes les réponses. **A-t-il augmenté ces dernières années ?** Oui, répondent encore 74 % des questionnaires.

Il fallait ensuite numéroter, de 1 à 6, les victimes, par ordre d'importance, du racisme ou de la xénophobie : les Algériens ? les Espagnols ? les Gitans ? les Juifs ? les Noirs ? les Portugais ?

— **Les principales victimes sont les Algériens**, disent une écrasante majorité de réponses : 78 % du total. Puis viennent les Noirs (12 % des Interrogés estiment qu'ils arrivent en tête, 36 % qu'ils viennent juste après les Algériens), puis, *ex-aequo*, les Juifs et les Gitans.

Plusieurs réponses, pour n'être pas d'accord avec la majorité, n'en sont pas moins la preuve d'une expérience ou d'une observation. Quatre d'entre elles, par exemple, estiment que les Gitans sont les victimes principales du racisme ; or, sur ces quatre, trois émanent d'habitants de Montreuil, où les Gitans sont particulièrement nombreux. Plusieurs Africains ou Nord-Africains n'ont donné qu'une réponse, indiquée parfois d'une seule croix : ils avaient été, visiblement, victimes eux-mêmes, et encore douloureusement touchés, du racisme.

— **Quels types d'action, demandait enfin le questionnaire, vous paraissent les plus valables pour combattre le racisme ? La riposte individuelle ? Les manifestations ? Une législation antiraciste ? Des poursuites judiciaires ? l'enseignement et l'éducation de la jeunesse ? Des débats et des conférences ? Des mesures sociales et économiques ? Des livres et des films ? Des campagnes de presse et de radiotélévision ?**

Là encore, les réponses sont significatives : elles préconisent en premier lieu « l'enseignement et l'éducation de la jeunesse », et pour l'éducation des adultes, « des campagnes de presse, à la radio et la télévision », mais aussi « des mesures économiques et sociales » qui attaquent le problème à la base. Les actions à court terme, manifestations et actions judiciaires, ne sont citées qu'ensuite. Les jeunes qui ont rempli le questionnaire savent que le racisme est une perversion de l'esprit, certes, contre laquelle il faut lutter sans cesse, mais que cette perversion prend vie dans le terrain de conditions économiques et sociales précises, qu'on ne tue pas le mal sans en extirper les racines les plus profondes.

nous n'avons cessé d'affirmer notre foi ».

LE TEMPS DU MEPRIS

DANS Cité nouvelle, organe du Mouvement du Christianisme social (14 septembre), le professeur Théodore Monod parle de l'« Afrique du Sud 1967 » où il a passé quelques jours :

« Dans le milieu scientifique que j'ai fréquenté, je n'ai trouvé que des esprits docilement inféodés aux positions officielles, solidement installés dans le monolithisme du dogme d'Etat et, il faut ajouter, en toute bonne conscience, d'ailleurs : il y a, et il doit y avoir, une « race des Seigneurs », providentiellement élue et dont la suprématie ne souffre pas de discussion. Se pose-t-on

seulement des questions ? Je n'en suis pas tellement sûr.

« En tous les cas, si le reste du monde comprend bien mal ces pauvres méconnus aux joues roses et trop bien nourris, si l'on se doit se critiquer les Etats-Unis, la France, elle, au moins, « ne nous abandonne pas et nous demeure amicale ». Bien entendu, les fournitures d'armes par la France, c'est le secret de polichinelle.

« Dans le Sud-Ouest, un hélicoptère, français, nous survole : « Ah, me dit mon compagnon, un fonctionnaire, la France seule continue à nous vendre des armes... » ...Il y a des hommes qui, au grand scandale de l'Occidental, oseront préférer la liberté à la prospérité, et veulent d'abord que finisse le temps du mépris ».



Vivre et travailler ensemble, c'est la meilleure école de fraternité.

LES AFRICAINS DU TARN

UNE vingtaine de jeunes travailleurs immigrés africains viennent de vivre en France une expérience unique : pendant trois semaines de vacances d'été, ils ont été accueillis par des jeunes agriculteurs du Tarn ; ils ont partagé la vie et le travail de ces familles.

Pour tous, cette expérience fut le premier contact véritable qu'ils eurent avec des familles françaises. L'adoption fut rapide et réciproque. D'abord, sans doute, parce que ces travailleurs immigrés sont tous, chez eux, d'origine paysanne. « Chez moi, dit l'un d'eux, un paysan ne travaille que trois mois par an, au moment de la saison des pluies ; le reste du temps, il faut trouver un travail d'appoint. Moi, j'étais tisserand. Mais je ne gagnais presque rien. Alors, je suis venu en France. » Un séjour dans une exploitation agricole, pour eux, c'est un peu le retour à leur activité première ; on conçoit que cela facilite la fraternisation.

Les années passées, déjà, des travailleurs noirs avaient fait ainsi connaissance avec des familles rurales françaises. Mais, c'est la première fois, cette année, que les organisateurs de ces stages (le Centre national des Jeunes agriculteurs, les foyers Léo-Lagrange et les associations de travailleurs sénégalais, dont l'une est dirigée par notre ami Sally N'Dongo) ont voulu que la vie soit totalement commune pendant toute la durée du stage.

Des stages plus longs vont d'ailleurs être organisés ; pendant huit ou douze mois, les jeunes immigrés vont pouvoir travailler sur des exploitations. Ils recevront un salaire plus une bourse. Ils pourront ainsi s'initier « sur le tas » à l'agriculture moderne. On n'imagine pas d'échange, et donc d'action antiraciste, plus efficace qu'une telle expérience commune.

Echanges

LA GRANDE CITÉ HUMAINE

LE VI^e Congrès mondial des Villes Jumelées s'est déroulé à Paris, au palais de l'U.N.E.S.C.O., du 13 au 16 septembre, sur le thème : « Le jumelage et la coopération intercommunale au service de la Paix entre les peuples. »

Plus de cinquante pays y étaient représentés et des observateurs de l'U.N.E.S.C.O., de l'O.N.U. et du Bureau International du Travail ont suivi les travaux.

M. Jean-Marie Bressand, délégué général, présentant le rapport moral, a notamment déclaré :

« En appelant les villes du monde à se jumeler, nous les invitons à faire de cette opération un moyen original et efficace pour faire participer leurs concitoyens à une action concertée pour une coopération mondiale fondée sur l'individu, par l'entremise de la commune, et tendant à construire par la base la grande cité humaine, image de la société universelle de demain. »

M. J.-M. Bressand avait évoqué auparavant les idées-motrices du congrès (qui coïncidait avec le dixième anniversaire de la F.M.V.J.) : l'éducation internationale, le développement réciproque ou mutuel des communes, l'information, l'action de la Fédération auprès de l'O.N.U. le rôle des communes dans la vie internationale.

Brésil

300.000 ENFANTS MEURENT...

LE Dr Isaltino Costa, médecin consultant de l'hôpital de Jésus de Rio de Janeiro, a révélé que la malnutrition cause la mort de trois cent mille enfants de moins d'un an chaque année au Brésil.

La faim cause 43,5 % des décès de bébés de moins de douze mois.

Le Dr Isaltino Costa a précisé :

« Si nous devons tenir compte du rôle de la faim comme condition aggravante de la mortalité infantile due à la déshydratation, à la pneumonie et à d'autres maladies, nous arrivons à la constatation que le manque

Positions

UNE LIBERTE SOUVERAINE

DANS Témoignage chrétien (14 septembre), Patrice Chagnard s'interroge sur les conditions auxquelles les Gitans peuvent survivre. Il écrit :

« Nul ne conteste, de part et d'autre, la nécessité d'une évolution, d'un effort de scolarisation, de formation professionnelle etc., pourtant nous n'échapperons pas à une seule vraie question : tels qu'ils sont, les voyageurs n'ont-ils pas à nous apprendre ou à nous réapprendre un certain nombre de valeurs essentielles que notre société « stable » a oubliées et dont ils sont aujourd'hui les héritiers ? Cette hospitalité, ce respect

de la vie qui va de pair avec le culte de la mort, cette imprévoyance absolue qui est le signe d'une liberté souveraine, cette qualité, cette richesse des rapports humains : pour combien de temps encore en seront-ils les dépositaires ?...

« Il ne suffit plus de faire en sorte que les richesses matérielles de confort et d'ordre seules comptent désormais comme elles comptent seules pour nous, mais d'admettre aujourd'hui la nécessité pour notre société de se retourner vers ces peuples qui, selon les termes d'une circulaire ministérielle, « restent attachés à des coutumes ancestrales dépassées, mais vivaces... », ces peuples qui vivent en marge de ses lois, pour y pulser la source d'anciennes richesses aujourd'hui perdues et en lesquelles pourtant

Afrique australe

UN VASTE CAMP DE CONCENTRATION

DEPUIS quelques semaines, de violents combats se déroulent en Rhodésie, qui opposent les forces du gouvernement raciste de Ian Smith, aidées par des troupes d'Afrique du Sud, aux nationalistes rhodésiens.

Dans une note remise au représentant de la Grande-Bretagne à Lusaka, les autorités de la Rhodésie, voisine de la Rhodésie, soulignent que « le peuple rhodésien a dû prendre, contre son gré, les armes pour lutter contre

une poignée de rebelles assoiffés de pouvoir, ce qui aurait pu être évité si Londres avait fait face à ses responsabilités ».

Concernant l'attitude du gouvernement de M. Wilson, les observateurs notent que le départ du secrétaire du Commonwealth, M. Herbert Bowden, hostile à des concessions au régime raciste de Salisbury, laisse présager un nouveau recul de la Grande-Bretagne.

Répondant à l'accord militaire tacite conclu entre la Rhodésie et l'Afrique du Sud, le Z.A.P.U. (Rhodésie) et l'A.N.C. (Afrique du Sud) ont décidé de créer un front militaire commun. C'est ce que leurs représentants à Alger ont fait savoir dans une déclaration commune.

Le ministre rhodésien de la « Justice » a indiqué que quatre-vingt-deux condamnés à mort, tous Africains, se trouvaient actuellement en prison. La plupart ont été condamnés pour des motifs politiques.

Quant à l'Afrique du Sud, une enquête de l'O.N.U. indique que « tous les témoignages recueillis confirment qu'elle constitue une vaste prison, ou même un vaste camp de concentration pour les adversaires de la politique d'apartheid ».

Cette situation ne fera qu'accroître la détermination des nationalistes africains, rhodésiens ou sud-africains, de poursuivre leur combat contre le racisme et l'exploitation.

→ de nourriture adéquate est en fait entièrement ou partiellement la cause dans 80 % des cas de mort des enfants en bas âge ».

Guadeloupe

LE DEVOIR DE DEMENTIR

MAITRES Lative et Mathieu, avocats à la Cour d'Appel de Basse-Terre, Beauvillard, de Félice, Hermantin, Labadie, Leclerc, Manville et Matarasso, avocats à la Cour d'Appel de Paris, ont fait la déclaration commune suivante :

« Les défenseurs des Guadeloupéens poursuivis devant la Cour de Sécurité de l'Etat, émus d'apprendre que des voix officielles aient cru devoir fournir publiquement des informations erronées sur l'affaire en cours, estiment de leur devoir, non seulement de protester contre de tels procédés, mais encore de faire les mises au point suivantes :

1) Il est faux que les prévenus soient, en quel que ce soit, poursuivis pour une participation quelconque aux événements qui se sont déroulés à Basse-Terre en mars 1967 et à Pointe-à-Pitre en mai 1967.

2) Il est faux de prétendre que les prévenus appartiennent à une seule et unique organisation : il y a parmi eux des membres d'organismes politiques ou sociaux les plus divers.

3) Les prévenus ne sont inculpés que pour leur prise de position en faveur d'un changement de statut de la Guadeloupe. A l'heure où la plus haute autorité française proclame que « c'est le génie de notre temps que chaque peuple puisse disposer de lui-même... », ces hommes sont convaincus que le peuple guadeloupéen a le droit de disposer de lui-même, et s'attachent à proposer des solutions qui concernent tout particulièrement leur pays ».

Belgique

CONTRE L'APARTEID

CONCERNANT « les relations de la Belgique avec les régimes oppresseurs d'Afrique méridionale », le député Glinne a

interpellé M. Harmel, ministre des Affaires étrangères au parlement de Bruxelles.

Le représentant socialiste a demandé au gouvernement :

— Quelle était sa position quant au projet de traité international banissant toutes les formes de discrimination raciale adopté par l'O.N.U. le 21 décembre 1965 ;

— Quelle était son attitude à l'égard des régimes coloniaux de l'Afrique méridionale, les « provinces portugaises d'outre-mer » (« Je constate fréquemment par les lectures de publications nationalistes africaines que les forces portugaises en Angola ou au Mozambique sont accusées d'agir en Afrique avec un équipement militaire qui est, apparemment du moins, en provenance de l'O.T.A.N. » a déclaré l'interpellateur) ;

— Quelle était son attitude quant à l'application des sanctions décidées par l'O.N.U. le 16 décembre 1966 contre le gouvernement raciste de Rhodésie du Sud ;

— Quelle était son attitude envers l'Afrique du Sud-Ouest que le gouvernement raciste d'Afrique du Sud continue d'administrer « malgré une résolution de l'O.N.U. (« Il est assez curieux de constater que, quelque temps avant l'embarquement sur les exportations d'armes, la Fabrique Nationale de Herstal a conclu avec le gouvernement de Pretoria un accord de type privé, à propos duquel le gouvernement a donc pu se déclarer impuissant »).

M. Glinne a posé ces questions pour « contribuer à constituer le dossier qui sera précieux lorsque la Commission des Affaires étrangères, enfin, pourra examiner ces problèmes fort importants ».

M. Harmel a répondu que des instructions avaient été données pour que le traité international contre toute forme de discrimination raciale soit ratifié ; que si « la Belgique adhère aux principes qui doivent guider le processus d'accès des peuples dépendants à la libre détermination... on ne saurait oublier que le processus de décolonisation se heurte à des problèmes particulièrement difficiles à résoudre » ; que la Belgique s'est conformée aux décisions du Conseil de Sécurité concernant la Rhodésie ; qu'elle « applique et continuera à appliquer scrupuleusement les résolutions du Conseil de Sécurité » sur l'Afrique du Sud.

U.S.A.

EN TANT QUE CHRÉTIENS

PENDANT plus de 15 jours, un prêtre blanc des Etats-Unis, le père James Groppi, conseiller de l'Association nationale pour le Progrès des Noirs (N.A.A.C.P.), a pris la tête des défilés quotidiens organisés par les Noirs de Milwaukee pour réclamer l'intégration dans le logement. Des bagarres, provoquées par des contre-manifestants racistes se sont produites à plusieurs reprises.

Invité par certains à sévir contre le prêtre antiraciste, Mgr Cousins, l'archevêque de Milwaukee, a répondu par un éditorial de l'hebdomadaire *Catholic Herald Citizen*. « De nombreuses personnes, écrit l'archevêque, ont été fourvoyées dans une campagne de haine contre un homme, alors que les problèmes des Noirs de Milwaukee demeurent sans solution. »

Le prélat souligne que les attaques dont le père Groppi est l'objet « sont alimentées par des forces qui se déchargent sur les autres de leurs propres responsabilités ».

« Croyez-vous sincèrement que l'élimination éventuelle du père Groppi panserait comme par miracle toutes les blessures et ferait disparaître tous nos problèmes sociaux ? interroge l'archevêque. Les gens sont tellement troublés par son activité qu'ils perdent de vue la cause pour laquelle le père Groppi se bat et qui est la cause de la liberté et de la dignité de l'Homme ».

« En tant que chrétiens, conclut Mgr Cousins, nous défendons la même juste cause. »

Alphabétisation

UN HOMME SUR DEUX NE SAIT PAS LIRE

A l'occasion de la première journée internationale de l'Alphabétisation qui s'est déroulée à l'initiative de l'U.N.E.S.C.O., le 8 septembre dernier, le Comité de liaison pour l'Alphabétisation (1) a publié une déclaration dans lequel il dit :

« L'alphabétisation, c'est apprendre à lire, à écrire, à calculer, c'est aussi donner à des hommes la possibilité



Savoir lire est aussi important que manger.

d'acquérir une compréhension des problèmes qui les dominent, une promotion, un moyen de communication. L'analphabétisme est source de sous-développement et de faim. Or un homme sur deux ne sait pas lire et écrire, près de la moitié de la population du globe. Comme le faisait remarquer M. René Maheu, directeur général de l'U.N.E.S.C.O. : « Cet état de fait constitue non seulement un déni des Droits fondamentaux de l'Homme, le droit à l'éducation, mais aussi un grave obstacle au développement économique et une menace pour la paix. La morale, la justice comme le réalisme économique le plus strict commandent un effort majeur sur ce plan essentiel ».

Concernant la France, le Comité déclare :

« Un effort important a déjà été entrepris, tant par les Pouvoirs publics que par les Syndicats, quelques entreprises et de nombreuses associations. Pour la seule région parisienne, le Comité de liaison pour l'Alphabétisation a recensé plus de 200 cours du soir. Des milliers de travailleurs étrangers les fréquentent. Des centaines de moniteurs et monitrices, bénévoles ou non, y apportent leur concours. Il faut que ces actions en France et dans le monde soient connues. Les besoins non satisfaits restent immenses. Il faut favoriser de nouvelles initiatives, obtenir un effort accru des entreprises, des Pouvoirs publics. Chacun peut y participer. »

(1) 176, rue de Grenelle - Paris (7^e).



Walter Friedrich, président du Conseil de la Paix de la R.D.A., et Pierre Paraf.

LA MÉDAILLE CARL VON OSSIETZKY A PIERRE PARAF

La médaille Carl Von Ossietzky a été décernée le 1^{er} septembre dernier à Pierre Paraf, président du M.R.A.P. Le 1^{er} septembre est célébré en République démocratique allemande comme Journée mondiale de la Paix.

La médaille Carl Von Ossietzky a été créée le 4 mai 1963, en hommage à la mémoire de l'illustre écrivain et publiciste (le Prix Nobel lui fut décerné), à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa mort.

A Berlin, la médaille Carl Von Ossietzky a été remise à Pierre Paraf par le professeur Walter Friedrich, président du Friedensrat (Conseil de la Paix), en présence d'écrivains, d'anciens déportés, de membres du Conseil mondial de la Paix en R.D.A.

M. Peter Edel a salué au nom de tous Pierre Paraf :

« Cela nous apparaît comme un symbole que vous, officier

faux papiers qui peuvent leur être utiles.

Ce sont de petits bateaux qui transportent les clandestins de la côte européenne à la Grande-Bretagne.

Il en coûte à chacun 1.500 à 4.500 francs, somme payée d'avance.

Les immigrants sont soumis à une double exploitation de leur misère. Ils ignorent en effet qu'ils sont à l'abri de toute mesure répressive après avoir passé vingt-quatre heures en Grande-Bretagne.

Ils continuent donc à faire appel à leurs « bienfaiteurs » pour obtenir d'autres papiers dont ils ont besoin.

En 1965, le gouvernement de Sa Majesté avait limité le nombre des immigrants à 8.500 par an. Déjà, après une vague de racisme, le gouvernement conservateur avait limité l'immigration. Jusqu'en 1962, tout citoyen d'un pays du Commonwealth pouvait librement s'installer en Grande-Bretagne.

Grande-Bretagne

LES NOUVEAUX ESCLAVES

DANS le courant du mois d'août, la police britannique a arrêté huit Pakistanais qui venaient de débarquer sur une plage du Kent. Ces personnes, emprisonnées, devaient être renvoyées vers leur pays.

En 1965-1966, plus d'un million de citoyens du Commonwealth se sont vu refuser l'entrée de la Grande-Bretagne.

On estime à Londres qu'en dix-huit mois 1.000 à 10.000 personnes ont pénétré clandestinement dans le pays.

Des groupes de « racketteurs » parfaitement organisés prennent en charge Indiens ou Pakistanais depuis leur village jusqu'à la côte anglaise. Ils leur procurent les

de la Légion d'honneur, combattant de la Résistance et président du Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix, écrivain et journaliste des meilleures causes, portez désormais cette haute décoration du Conseil de la Paix de la République démocratique allemande...

« En vous décernant cette distinction, à vous, nous pensons aussi à tous les camarades français qui, avec nous, prisonniers allemands politiques et raciaux persécutés, ont fait le serment commun, dans les camps de concentration et d'extermination, d'anéantir, où qu'elle apparaisse et avec sa racine, la haine des peuples et des races, le militarisme et le fascisme et de ne pas avoir de repos tant que ne sera pas créé un monde de la Paix. Le combat n'est pas terminé... »

Pierre Paraf a salué ainsi ses hôtes :

« Ancien combattant des deux guerres mondiales, ayant eu à souffrir, comme vous, dans ma chair et dans mon âme du militarisme impérial puis des horreurs du nazisme, je n'ai jamais cessé, des champs de bataille de Verdun à la guerre des ombres de la Résistance, d'avoir devant les yeux la vision de l'autre Allemagne, celle de Lessing, de Schiller et de Goethe, sœur de la France des Lumières, et l'Allemagne romantique que soulevaient les mêmes coups d'ailes, qu'animaient les mêmes espérances.

« Cette Allemagne a survécu aux pires tragédies... Nous savons que si cette Allemagne ne tient pas toute entière entre vos frontières, c'est vous, camarades de la République démocratique allemande qui l'incarnez... Permettez-moi d'associer au témoignage de ma reconnaissance mes camarades du M.R.A.P. qui puisera dans cette haute distinction attribuée à son président un encouragement précieux. »

La médaille Carl Von Ossietzky a été attribuée entre autres à Bertrand Russel, à l'écrivain Arnold Zweig à l'actrice Hélène Wiegel (directrice du Berliner-Ensemble, veuve de Bertolt Brecht), et à Mme Carl Von Ossietzky.

Le M.R.A.P. félicite son président pour la distinction dont il a fait l'objet.

UNESCO

LA SCIENCE CONTRE LES IDÉES REÇUES

SOUS la grande tapisserie noire et blanche dessinée par le sculpteur Adam, et qui est l'une des plus belles œuvres du Palais de l'UNESCO à Paris, dix-sept experts se sont réunis pendant plus d'une semaine, du 18 au 26 septembre. Ils étaient venus des quatre coins du monde, de l'U.R.S.S. à la Jamaïque, des U.S.A. au Japon, à Cuba, à Israël ou au Soudan. La France était présente par la voix de deux universitaires parmi les plus éminents : les professeurs Hiernaux et Balandier. A l'ordre du jour des travaux : la notion de race et le préjugé racial.

Ce colloque se situe dans l'action ininterrompue que mène l'UNESCO contre le racisme. C'est en 1951 qu'un groupe d'anthropologues et de généticiens élaborèrent une « déclaration sur le concept de race » qui était une première réfutation scientifique du racisme.

Une seconde déclaration sur « les aspects biologiques de la notion de race » fut publiée à Moscou, en 1964. 23 savants y approfondissaient les conclusions des travaux de 1951. Elle précisait notamment que « tous les hommes actuels appartiennent à une même espèce », et qu'« il n'existe pas chez l'homme de race pure au sens de population génétiquement homogène ».

C'est dans le prolongement de ces travaux que se situe le Colloque de Paris ; il s'agit de dépasser l'étude purement biologique du concept de race et d'« inclure dans les débats les sciences sociales ainsi que les aspects moraux et philosophiques du problème ».

Sangène

**BAS-SLIP
COMBINÉ**



Sangène

ELASTIQUE
INDEMAILLABLE
OU
MAILLE LISSE
EXTRA-SOUPLE

Sangène

à partir de
5 FRS

Imprimé en Belgique

Distribution : Sangène - Mercier : NS. Bouly, 71, rue de Provence, Paris-9° -
Tél. : 744-67-59.

la
maison
de
l'agneau
lainé

peaux et vêtements

**ETS TEXTILE
FOURRURE**

S.A. au capital de 200 000 F

30, RUE BEAUBOURG - PARIS-3°

R.C. Seine 65 B 2512 - Tél. : 887 20-62 - 887 34-65

**LE DOSSIER
DU MOIS**

LE MOYEN-ORIENT DE A A Z

DEUXIEME
PARTIE

« **L**ES armes se sont tuées au Moyen-Orient, écrivions-nous dans le dernier numéro de « Droit et Liberté ». La diplomatie a pris le pas sur la guerre, et il n'y a certes pas à s'en plaindre ».

Mais régulièrement mitraillages et bombardements, de part et d'autre du canal de Suez, rappellent la précarité du cessez-le-feu.

A l'assemblée des Nations-Unies, le ministre des Affaires étrangères, M. Abba Eban, a renouvelé son offre de négociation directe entre Israël et les pays arabes. « Nous sommes prêts, a-t-il dit, à substituer à ces accords (de cessez-le-feu) des traités de paix qui garantiront la sécurité de l'ensemble des Etats du Moyen-Orient et réaliseront les conditions d'une coexistence permanente ».

Cependant, des colons israéliens ont été installés dans certains territoires conquis militairement et l'appel à l'immigration des juifs de la Diaspora a été solennellement renouvelé.

Le général Rabin, commandant en chef de l'armée israélienne, a déclaré pour sa part : « Aujourd'hui, nos frontières sont constituées par les obstacles naturels que sont le canal de Suez, le Jourdain et les hauteurs des monts syriens du Golan », tandis que M. Israël Galili, ministre de l'Information, affirmait : « Le territoire de Gaza n'a jamais été égyptien et ne le reviendra jamais ».

Quant à l'annexion de Jérusalem, elle est tenue, en Israël, pour définitive.

A l'intérieur des territoires occupés, la situation est extrêmement tendue. Ainsi, le 26 septembre, le correspondant de l'Agence France-Presse à Tel-Aviv pouvait écrire : « La chasse aux terroristes a pris une telle tournure que la plupart du temps ceux qui sont découverts sont tués au combat lorsque les forces de sécurité israéliennes tentent de les arrêter ».

La presse israélienne a donné une grande publicité aux déclarations faites récemment à « la Voix de la Palestine » (émission du Caire) par Ahmed Choukeiri, leader de l'Organisation de Libération de la Palestine (comment peut-il l'être encore ?). Au Caire, cependant, on s'est étonné de cette publicité... Peu après, l'impénitent personnage déclarait encore à « Algérie Presse Service » que « le peuple palestinien ne respectera pas le cessez-le-feu ordonné par le Conseil de Sécurité ».

Entre temps s'était tenue la Conférence de Khartoum dont la plupart des participants ont admis le principe de la recherche d'une solution politique au problème des relations israélo-arabes. (M. Choukeiri avait claqué la porte). La Syrie s'est désolidarisée de cette conférence — en partie du moins — mais les forces politiques syriennes semblent divisées à ce sujet : il paraît bien, en effet, qu'au dernier Congrès du Baas, une tendance se soit manifestée pour que la solidarité avec l'Égypte ne soit rompue en quoi que ce soit. Quant à l'attitude du colonel Boumedienne, tous les observateurs s'accordent à souligner qu'Alger est très loin de Tel-Aviv...

Lors de son passage à Paris, le ministre égyptien des Affaires étrangères, M. Mahmoud Riad, évoquant le « plan Tito » de règlement du problème, a souligné : « Nous espérons une solution pacifique de cette crise par l'intermédiaire des Nations Unies ».

De son côté, le ministre jordanien de l'Information, M. Salah Abou Zeid, indiquait au journaliste Eric Rouleau : « Nous estimons que le contentieux israélo-arabe pourrait être liquidé en partant, je dis bien en partant, des résolutions des Nations-Unies adoptées depuis 1947, y compris celle prévoyant le partage de la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe. Tout deviendrait alors possible ».

A l'O.N.U., M. Thant, secrétaire général, a énuméré « certains principes fondamentaux » pour le règlement du problème : nécessité de respecter l'intégrité territoriale de tous les pays; refus de l'occupation militaire du territoire d'un pays par un autre; droit de chaque pays à voir sa sécurité assurée à l'intérieur de ses frontières; droit naturel des réfugiés arabes de Palestine de vivre dans leur pays natal et d'avoir un avenir; liberté de navigation sans aucune entrave dans les voies d'eau internationales.

La parole est encore aux diplomates. Chaque jour qui passe est certes un jour gagné pour la paix, mais aussi augmente la menace d'un nouvel embrasement du Moyen-Orient : un statu-quo contesté par l'une ou l'autre des parties ne saurait en effet augurer une véritable paix.

En poursuivant la publication de son « lexique », « Droit et Liberté » n'a d'autre prétention que de montrer la complexité des problèmes de cette région du monde plusieurs fois meurtrie.

PETIT LEXIQUE DU MOYEN-ORIENT

(2^e partie)

Dans notre précédent numéro, nous avons publié le début d'un lexique sur le Moyen-Orient. En voici la seconde partie.

Des universitaires, des économistes, des journalistes, nous ont donné leurs définitions. Si elles ne concordent pas toujours entre elles dans leurs appréciations, c'est une preuve supplémentaire de l'extrême complexité du problème.

Ont participé à cette seconde partie : Jacques Berque, professeur au Collège de France ; Mohamed Saïd Al-Attar, universitaire yéménite ; Henri Bulawko, secrétaire général du Cercle Bernard-Lazare et dirigeant de la branche française du MAPAM (parti sioniste socialiste israélien) ; le R.P. Aubert, dirigeant de Pax Christi ; Jean Lacouture, journaliste, spécialiste du Moyen-Orient ; Michel Hincker, rédacteur en chef de la revue *Economie et Politique* ; Jacques Frayssinet, assistant à la faculté de Droit et des Sciences économiques de Grenoble ; Mokhtar Allab, agrégé d'histoire et membre du bureau national du M.R.A.P., ainsi que nos collaborateurs Georges Chatain et Pierre Lasnier.

L

LIEUX SAINTS

Toute religion attache généralement une grande importance aux lieux auxquels sont liés le souvenir de son fondateur ainsi que les premières étapes de son histoire. De même que l'on entoure de respect les lieux hantés jadis par un être aimé, les croyants aiment vénérer les lieux qui leur parlent de façon concrète de celui auquel ils s'estiment rattachés par les liens spirituels les plus profonds.

Le christianisme, en particulier, a attaché une grande importance à ses Lieux saints, du fait que pour lui son fondateur n'est pas un simple humain, si digne soit-il, mais Dieu lui-même incarné ; le pays où vécut le Christ est alors, pour les chrétiens, vraiment une terre sainte. Ainsi, si Jérusalem contient les Lieux saints les plus importants (le saint Sépulcre, le Cénacle, le Mont des Oliviers, etc.), bien d'autres sites palestiniens partagent cette vénération : Bethléem, Nazareth, etc.

Les autres grandes religions monothéistes issues de la même source (la foi d'Abraham) que le christianisme, le judaïsme et l'islam, connaissent aussi, quoique à des degrés divers, la notion de Lieux saints. Pour le judaïsme c'est ce qui reste du Temple de Salomon, le symbole de la religion et de la nation juive (le Mur des Lamentations) ; pour l'islam, en dehors de La Mecque et de Médine, c'est la pierre recouverte par la Mosquée d'Omar à Jérusalem (sous l'ancienne es-

planade du Temple) et qui est liée au souvenir de Mahomet.

Au cours des siècles les Lieux saints connurent les vicissitudes les plus diverses. Après la ruine de Jérusalem par les romains et la dispersion de la nation juive (70 de notre ère), ces Lieux furent incorporés dans l'Empire romain, païen puis chrétien ; en 638 la prise de Jérusalem par le khalife Omar les fit passer sous la domination musulmane qui dura jusqu'à la fin de la guerre mondiale de 1914-1918, sauf une interruption d'un siècle au moyen âge avec le Royaume Franc de Palestine. Sous mandat britannique ensuite, les Lieux saints furent partagés par la ligne d'armistice de 1949, entre la Jordanie et le nouvel Etat d'Israël, qui, par sa dernière conquête, les occupe actuellement en totalité.

L'intérêt que les trois grandes religions monothéistes portent à ces Lieux exigeait qu'ils soient soustraits aux fluctuations de la politique, au moins Jérusalem et la région avoisinante où la plupart se trouvent concentrés ; c'est pour cela que la seule solution valable pour l'avenir, car garantissant contre une intolérance possible de la part de tout occupant, est l'internationalisation des Lieux saints, telle qu'elle a été proposée par l'O.N.U. (1948-1950) et dont le Saint-Siège s'est fait le défenseur. Cela permettrait à ces Lieux vénérables de remplir un rôle essentiel en notre temps : être le lieu et le symbole de la réconciliation œcuménique de centaines de millions de croyants au Dieu d'Abraham, juifs, musulmans et chrétiens ; ne serait-ce pas là le plus magnifique exemple de volonté de paix et d'antiracisme donné au monde actuel ?

Chanoine J.-M. AUBERT

« Tous les musulmans doivent se dresser pour sauver la terre arabe et les Lieux saints des mains du sionisme, »

et pour rejeter avec foi et énergie les ambitions néfastes tendant à internationaliser la ville de Jérusalem conformément aux plans impérialistes ».

(Hassan Maamoun, recteur de l'université d'Al Ahzar)

« J'attends ce que l'envoyé spécial du Vatican me dira. Je veux le convaincre que nous sommes autant, sinon plus désireux de respecter le caractère des Lieux saints de ceux qui nous ont précédé dans cette région. Je voudrais que l'envoyé spécial du Vatican examine d'un œil objectif comment les autorités jordaniennes se sont comportées envers ceux de notre religion. Nous sommes prêts à accepter un certain contrôle des Lieux saints... Nous n'avons aucune intention d'être les propriétaires des Lieux saints qui ne sont pas ceux de la religion juive. D'une façon générale, nous voulons satisfaire les demandes de toutes les dénominations religieuses ».

(Lévi Eskhol, président du Conseil d'Israël)

LIGUE ARABE

La seconde guerre mondiale ébranle profondément les positions coloniales classiques des occidentaux au Moyen-Orient. La France doit reconnaître l'indépendance du Liban et de la Syrie. La Grande-Bretagne, qui n'a jamais été coupée, fut-ce temporairement, de ses possessions moyen-orientales, hésite entre la force et la conciliation. Elle opte finalement pour la seconde solution. Sir Anthony Eden dit son « plein appui » à toute initiative qui puisse « amener les peuples arabes à un plus grand degré d'unité ».

Ainsi naît, après la conférence d'Alexandrie (septembre-octobre 1944), la « Charte du Caire » (22 mars 1945), acte de naissance de la « Ligue Arabe » qui apparaît ainsi, au départ, un instrument anglais de lutte contre les nationalismes naissants. Y adhèrent l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Transjordanie, l'Irak, l'Arabie Séoudite et le Yémen. Ils seront rejoints au fur et à mesure de leur indépendance, par le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Libye, le Soudan, Koweït.

Ainsi la Ligue Arabe va-t-elle se dégager assez rapidement de la tutelle anglaise. Elle est actuellement à la fois le lieu où se prennent les décisions communes et où s'affrontent progressistes, modérés et conservateurs du monde arabe.

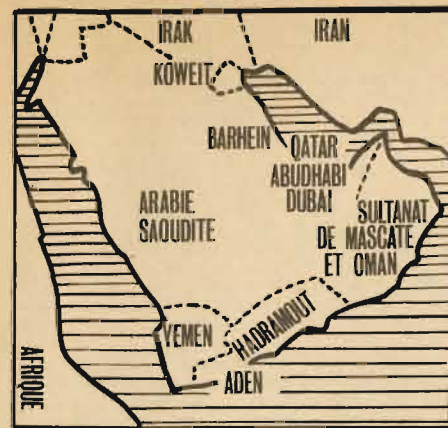
Pierre LASNIER

M

MASCATE ET OMAN

De l'extrémité orientale de Hadramout jusqu'au littoral du Golfe arabe (connu sous le nom de Golfe Persique) s'étend un vaste territoire de 300.000 km², le Sultanat de Mascate et d'Oman, qui compte 4 à 500.000 habitants.

En 1798, les Anglais conclurent leur première convention avec le souverain



de Mascate pour protéger leurs communications avec les différentes parties de l'Empire britannique contre les autres puissances européennes. En 1891, un accord baptisé « traité d'amitié, de navigation et du commerce » mit le pays sous la domination britannique (comme protectorat). Par contre, l'intérieur (l'Oman) resta indépendant étant donné son accès difficile et son absence d'intérêt économique ou stratégique pour Londres.

Cette situation se modifia dès que les richesses colossales de pétrole découvertes dans les régions avoisinantes (Koweït, Bahreïn, Qatar, Dubaï, etc.) devinrent exploitables. Les Anglais éprouvèrent le besoin d'étendre leur hégémonie sur l'arrière-pays.

En décembre 1955, les Anglais déclenchèrent une offensive contre l'Imam d'Oman, Galeb Ibn Ali, sous prétexte que l'Imam ne reconnaissait pas l'autorité du sultan de Mascate. L'objectif véritable était d'occuper la région de Fahad, censée posséder d'importants gisements pétroliers ; les travaux de forage furent entrepris immédiatement. La population d'Oman résista longtemps malgré la répression farouche de l'armée anglaise, notamment celle de l'aviation. Cependant l'Imam réussit à gagner la frontière et devint le chef des Forces nationalistes omanaises, qui possèdent toujours des maquis à l'intérieur ; les combats n'ont pratiquement jamais cessé contre l'impérialisme anglais et son fantoche, le sultan.

Depuis 1956, l'affaire reste toujours à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'O.N.U., qui adopta le 20 décembre 1966 une résolution demandant à la Grande-Bretagne de retirer ses bases militaires du territoire d'Oman où elles constituent un obstacle à l'autodétermination et à l'indépendance de la principauté. Bien entendu, la Grande-Bretagne conteste à l'O.N.U. toute compétence pour se prononcer sur ce qu'elle considère comme les affaires intérieures du sultanat.

Mohamed Saïd AL-ATTAR

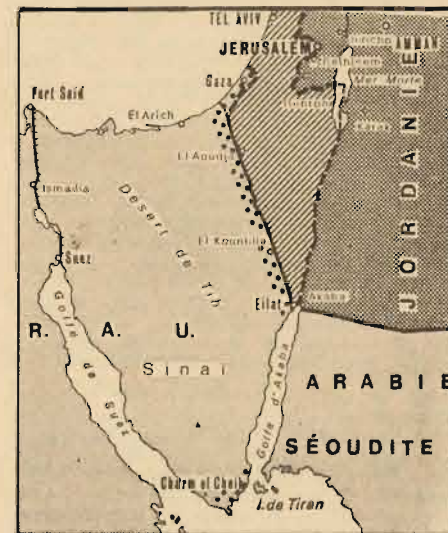
N

NAVIGATION

Depuis 1948, l'Égypte interdit le canal de Suez aux navires battant pavillon israélien et se réserve le droit

de saisir et de confisquer, sur les navires des autres États, diverses marchandises en provenance ou à destination d'Israël. Par ailleurs, elle a occupé dès 1949, avec l'accord de l'Arabie Saoudite, les îlots de Tiran et de Sanafir, ce qui lui a permis, au prix de nombreux incidents, de bloquer le port d'Eilat. Ces incidents avaient cessé avec la présence des forces de l'O.N.U. sur les bords du détroit de Tiran. La réoccupation des positions tenues jusqu'alors par les « casques bleus » et la nouvelle proclamation du blocus d'Eilat ont été la cause directe du conflit armé du 5 juin dernier.

L'argument principal sur lequel se fonde l'attitude égyptienne est que l'armistice de 1949 n'a pas mis fin à l'état de guerre avec Israël. La R.A.U. s'estime autorisée par les règles générales du droit de la guerre à interdire le passage aux navires israéliens et à contrôler la navigation neutre dans les deux voies d'eau, au



Le Monde diplomatique

motif qu'elles appartiennent toutes deux à la sphère de compétence territoriale égyptienne (les eaux du golfe d'Akaba sont parfois aussi présentées comme des « eaux arabes »). On entend dire également que l'action armée israélienne de 1956 a rendu la convention d'armistice caduque. Quelquefois enfin, on lie la question de la liberté de navigation à la solution d'ensemble du problème palestinien : c'est ainsi qu'en 1959, le Président Nasser affirmait que la R.A.U. interdirait le passage aux bateaux israéliens tant que les résolutions de l'O.N.U. sur la Palestine resteraient lettre morte.

La thèse adverse, soutenue par Israël et par de nombreux États se livrant au commerce maritime, est que toutes les mesures prises par la R.A.U. sont contraires au droit international. En ce qui concerne le canal de Suez, elles violent la Convention de Constantinople. Quant aux eaux

du golfe d'Akaba, elles ne sont ni « arabes » ni égyptiennes, mais, les rives du golfe étant partagées entre quatre États, ce sont des eaux internationales et par conséquent le détroit de Tiran doit être ouvert en tout temps à la libre navigation.

(Tony Feuer, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Strasbourg. « Le Monde diplomatique » juillet 67.)

O

OLÉODUCS

Alignés selon une direction nord-ouest-sud-est sur les bords et dans le prolongement du golfe persique, les gisements pétroliers du Moyen-Orient n'ont posé des problèmes d'évacuation qu'en fonction des marchés auxquels ils étaient destinés : le Golfe Persique s'ouvre vers l'Orient, tandis que le consommateur immédiat se trouvait en Europe occidentale. Cette contradiction explique que des champs situés en bord de mer (Arabie Saoudite) aient cependant justifié dans le passé la pose d'importantes canalisations les reliant à la côte méditerranéenne. L'économie de transport équivalait soit au détour par la Mer Rouge et le canal de Suez, soit au périple par le cap de Bonne Espérance.

Les principaux réseaux de pipe-lines sont actuellement les suivants :

1) D'Irak vers la Méditerranée, une conduite aboutit à Tripoli au Liban et une autre à Banias en Syrie. Elles ont chacune plus de 800 kilomètres et leur capacité est d'une vingtaine de millions de tonnes. Une bretelle débouchait autrefois à Haïfa mais a été désaffectée après les premiers conflits qui ont marqué l'avènement de l'Etat d'Israël.

2) La « Tapline » évacue 20 millions de tonnes d'Arabie vers Sidon, sur un parcours de 1.720 kilomètres.

3) Les autres gisements du Moyen-Orient sont reliés au Golfe Persique par des oléoducs de longueurs diverses.

Ainsi, sur 468 millions de tonnes produites par le Moyen-Orient en 1966, dont la moitié environ approvisionne l'Europe occidentale, moins d'un dixième peuvent transiter par les grands pipe-lines menant à la côte méditerranéenne, malgré l'avantage économique qu'ils représentent. Si les projets de lignes supplémentaires n'ont pas manqué depuis une vingtaine d'années, les compagnies les ont abandonnés pour des raisons politiques multiples. En effet, tout trajet éventuel est nécessairement international puisqu'aucun pays producteur n'est riverain de la Méditerranée, et la coexistence de législations nationales différentes soulève de nombreuses difficultés. D'autre part, les pays de transit sont en position d'exercer de fortes pressions sur les sociétés, auxquelles celles-ci tentent à présent d'échapper au constituant des flottes de super-tankers qui, passant par le Cap, mais bénéficiant d'une réduction du coût de la tonne transportée, n'alourdiront pas les charges générales d'exploitation.

Il faut cependant mentionner une chaîne conduite d'un genre particulier —

qui transportera du gaz naturel iranien vers les marchés méridionaux de l'U.R.S.S. Ce contrat, après avoir d'abord surpris les milieux pétroliers, laisse entendre qu'à un terme de dix ou vingt ans l'U.R.S.S. pouvait devenir un client important pour le Moyen-Orient, ce qui réorienterait vers le Nord de nouveaux réseaux de pipe-lines.

L'exploitation des pipe-lines internationaux a toujours donné lieu au Moyen-Orient à un contentieux confus, comme en témoignait en début d'année le conflit entre la Syrie et l'Irak Petroleum Company. En fait, le droit est imprécis en cette matière où s'affrontent les principes de souveraineté des Etats et de propriété commerciale, et les anciens contrats dictés par les compagnies à des Etats alors très faibles demanderaient une refonte globale à laquelle les transporteurs répugnent évidemment.

Il semble que ce type de problème, qui n'est d'ailleurs pas particulier au Moyen-Orient, ne puisse être résolu que par une prise de responsabilité directe par les Etats eux-mêmes, soit en participant à des sociétés mixtes (formule européenne), soit en gérant eux-mêmes les nouveaux pipe-lines (formule algérienne).

Michel HINCKER.

P

PALESTINE

Lorsque fut publiée, le 2 novembre 1917, la Déclaration Balfour par laquelle « le gouvernement de Sa Majesté envisageait favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national juif », la Palestine n'était pas encore sous mandat britannique; elle n'y fut placée que le 16 septembre 1922, par la Société des Nations. Mais le mandat ne faisait qu'entériner un état de fait: l'armée britannique occupait le pays; un haut-commissaire, Sir Herbert Samuel, avait déjà pris l'administration locale en main.

L'immigration juive avait commencé à l'époque turque, grâce à un « fonds national juif » qui traitait directement avec Constantinople, et qui permit à plusieurs milliers de juifs d'Europe orientale d'échapper à des pogromes. En 1922, lorsque la Palestine devint anglaise, elle comptait environ 70.000 juifs. A partir de ce moment-là, l'immigration s'amplifia, jusqu'en 1927-1928, sans opposition notable de la population arabe.

En 1929, l'Agence juive fut reconnue officiellement par la Grande-Bretagne; elle avait pour fonction de garder le contact entre les immigrés et les communautés juives réparties dans le monde; parallèlement, les immigrés entrèrent dans la vie politique locale en élisant un *Vaad Leumi*, conseil destiné à les représenter devant les autorités britanniques mandataires. Il s'agissait pour celles-ci, dans la meilleure tradition coloniale, de s'appuyer sur une communauté contre l'autre; la communauté arabe se sentit en effet évincée; les incidents qui avaient marqué les premières années de mandat dégénérèrent, en 1933, en une véritable guerre opposant entre elles à la fois les

deux communautés et les autorités britanniques.

A mesure que le fossé se creusa entre juifs et Arabes, la politique anglaise se fit plus hésitante. En 1937, la solution est avancée d'un découpage: un Etat juif autonome et une Palestine arabe rattachée à la Transjordanie. Les gouvernants arabes protestent et font échec au projet; deux ans plus tard, proposition inverse: un Etat arabo-juif unique, soumis à la Grande-Bretagne; arrêt de l'immigration. La fermeture de la Palestine coïncida avec le début des persécutions hitlériennes en Europe, ce qui entraîna des drames atroces: le 24 février 1940, le *Struma*, cargo chargé de réfugiés juifs d'Europe centrale fut refoulé par les autorités britanniques des ports moyen-orientaux: il sombra au large d'Istanbul; ses 768 passagers périrent noyés.

Le 11 mai 1942, une conférence sioniste réclama le droit à l'immigration illimitée et à la création d'un Etat juif. La *Haganah* et les organisations activistes de l'*Irgoun* et du groupe *Stern*, engagèrent la lutte armée, qui atteignit sa plus grande violence en 1946-47.

Le 2 avril 1947, la Grande-Bretagne, prise entre la poussée sioniste qui s'amplifie, et qui bénéficie des sympathies de l'Europe, et les exigences de sa politique arabe, en appelle à l'ONU. L'Assemblée générale de l'Organisation décide la création d'une commission d'enquête (Australie, Canada, Guatemala, Inde, Iran, Pays-Bas, Pérou, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay). Les travaux de la commission aboutirent en novembre 1947, à l'adoption par l'ONU d'un plan de partage: deux Palestines, juive et arabe, une zone internationale, Jérusalem, fédérées dans une union économique large et d'ailleurs imprécise. La Grande-Bretagne abandonnait son mandat, le 1^{er} mars 1948. Les Arabes rejetèrent les décisions de l'ONU, réclamant pour leur part la création d'un Etat palestinien unique et indépendant, où les droits de la minorité juive seraient organiquement reconnus.

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclama la naissance de l'Etat d'Israël qui fut aussitôt reconnu par la plupart des nations, notamment les USA et l'URSS. Mais la guerre judéo-arabe éclata aussitôt. Plusieurs tentatives de médiation de l'ONU échouèrent (le médiateur des Nations-Unies, le comte Bernadotte, fut assassiné).

Une trêve intervint enfin le 7 janvier 1949, date à partir de laquelle s'établit un *status quo* territorial qui allait durer jusqu'à cette année. Jérusalem ne fut pas internationalisée, mais coupé en deux selon la ligne de front au moment de l'armistice. Israël garda les territoires qu'il occupait militairement, et qui ne correspondaient pas au découpage prévu par l'ONU, pendant que la Légion arabe occupait, au nom de la Jordanie, le territoire cisjordanien qui aurait dû constituer une partie de l'Etat arabe de Palestine.

Georges CHATAIN

PANISLAMISME

Une grande part du monde islamique avait, pendant quatre siècles, reconnu le pouvoir au moins spirituel du calife ottoman. L'affaiblissement de la Turquie au XIX^e siècle provoqua une réaction de ce qu'on peut appeler l'Islam continental (Mahdisme, Wahhabisme etc.). Du mon-

de iranien sortit un réformateur, Jamal ed-Din al-Afghani, qui travailla à épurer l'observance, à rationaliser la doctrine et à rallier les fidèles dans l'action. Bien qu'utilisé par le Sultan Abdul Hamid II à des visées réactionnaires, le mouvement, fécondé par des libéraux tel l'Egyptien Abdouh, devait finalement développer un Islam « des lumières », ou même un Islam « jacobin » dans les secteurs actifs de l'opinion. Son rôle fut considérable dans la préparation des indépendances, notamment en Algérie, grâce au cheikh Ben Badis.

Cette tendance, dénommée en Egypte *salafiya*, ou « antécédentisme », parce qu'elle prêchait la modernisation par un retour aux sources, se heurtait à d'autres: le traditionalisme d'une part, et d'autre part un nationalisme laïc ou déjà des radicalismes plus ou moins axés sur l'incroyance. Disputé dans les comportements individuels et collectifs en tant que facteur temporel, l'Islam accentuait, sur le plan international, un rôle de symbole dans la résistance à l'étranger. Aussi l'Islam indien défendit-il chaudement le califat. Lorsque l'institution fut abolie par la Turquie kémaliste, on lui chercha des suppléances.

L'inclination des musulmans du monde entier à s'unir contre l'agression externe avait été, depuis la fin du XIX^e siècle, agitée comme un épouvantail sous le nom de panislamisme. Elle se chercha désormais des formulations et des stratégies, autour de rassemblements comme le rite annuel de La Mecque, de congrès comme celui de Jérusalem (1931), ou de Pactes, dont le dernier, inspiré par l'Arabie Saoudite, se propose de limiter l'influence du progressisme dans ces pays. La plupart de ces efforts étaient en effet détournés de leurs fins par les rivalités internes et le complot externe.

Mais si le panislamisme n'a jamais réussi à trouver une expression politique dégagée d'arrière-pensées, l'Islam n'en joue pas moins un rôle historique considérable dans les évolutions présentes. Indépendamment des options transcendantales qu'il partage avec d'autres Fois, il est toujours ressenti comme signalétique de la spécificité contre l'acculturation et de la totalité contre la dispersion. Il apparaît ainsi comme l'un des facteurs sociaux que doit se concilier tout effort vers la modernité, et comme le recours toujours possible à une communauté implicite.

Jacques BERQUE

PÉTROLE

Le pétrole est actuellement la seule richesse naturelle importante du Moyen-Orient; elle est d'ailleurs en grande partie inexploitée ou sous-exploitée.

En 1966, le Moyen-Orient a représenté:

- 61 % des réserves mondiales de pétrole brut;
- 25 % des réserves de gaz naturel;
- 29 % de la production de pétrole brut (et 35 % en y incluant la Lybie et l'Algérie).

Mais:

- Les forages y ont atteint moins de 1 % des travaux réalisés dans le seul monde occidental;
- Pas un mètre cube de gaz naturel n'a été exploité;
- Les usines locales n'offraient que 5 % de la capacité mondiale de raffinage;

● La consommation moyenne par habitant n'a été que de 330 kilos d'« équivalent-charbon », contre 2.900 en France et 8.600 aux Etats-Unis.

● La flotte pétrolière battant pavillon d'Etats locaux équivalait à moins de 0,2 % du total mondial.

Une richesse fabuleuse dans un contexte de profond sous-développement, tel est le paradoxe pétrolier du Moyen-Orient. On ajoutera que les gisements locaux dégagent un taux de rentabilité particulièrement élevé, que la quasi-totalité du pétrole est « enlevé » par des compagnies américaines, anglaises et françaises, le plus souvent associées entre elles, et que cette main-mise fut un effet de l'effondrement de l'empire ottoman, lors de la première guerre mondiale; enfin, que l'essentiel de la production moyen-orientale approvisionne les marchés ouest-européens et japonais.

La situation géographique des gisements exploités est très irrégulière. Ils ne sont abondants qu'en Arabie Saoudite, au Koweït (petite principauté artificielle), en Iran (Etat non-arabe) et en Irak. Des tonnages importants sont encore extraits d'autres principautés minuscules (Qatar, Abudhabi), mais des Etats sont dépourvus ou produisent peu: Egypte, Syrie, Turquie, Israël, Jordanie. Cette dispersion engendre des comportements politiques différents, encore que des Etats non producteurs soient cependant intéressés au pétrole comme pays de transit (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie).

Tous les pays du Moyen-Orient ont tenté, depuis la seconde guerre mondiale, soit de tirer des ressources plus amples de leurs richesses pétrolières, soit de se soustraire à l'emploi des compagnies internationales. Le signal de cette offensive avait été donné en 1950, en Iran, par un acte de nationalisation qui échoua, mais qui ébranla assez la puissance des sociétés étrangères pour les contraindre ensuite à un lent recul. Le taux des redevances perçues par les Etats fut relevé selon le principe, d'ailleurs aléatoire, du « fifty-fifty ». Plusieurs Etats créèrent des sociétés nationales pour prospecter les zones non concédées (Iran) ou celles qui seraient reprises aux compagnies internationales (Irak). De nombreux accords plus avantageux pour les Etats ont été passés avec des sociétés françaises, italiennes, japonaises et aujourd'hui l'U.R.S.S. (Iran).

Le rôle du pétrole est également financier, dans la mesure où la fiscalité pétrolière constitue la plus grande part des ressources des Etats. Celles-ci alimentent des dépenses de consommation somptuaire (Arabie Saoudite), servent à l'industrialisation (Irak, Iran) ou sont transférées à Londres (Koweït) sous forme de « balances-sterling » qui sont réinjectées dans le circuit mondial de la monnaie britannique de réserve.

Michel HINCKER

PRINCIPAUTÉS

Le long du littoral de la mer d'Oman et du Golfe arabe, la Grande-Bretagne « protège » plusieurs sultanats: (parfois minuscules) Qatar, Dubaï, Abudhabi, Bahrein. Ces principautés possèdent des richesses immenses de pétrole. La production est de l'ordre suivant:

Bahrein	.....	49 000 barils par jour
Qatar	.....	220 000 barils par jour
Abudhabi	.....	185 000 barils par jour

Ce qui est encore plus important pour les sociétés anglo-saxonnes exploitrices des concessions, c'est la production moyenne par puits (et par conséquent le prix de revient) qui est sans aucune mesure avec la production d'autres régions du globe. Voici quelques exemples:

Bahrein	.....	305 barils par puits
Qatar	.....	3 851 barils par puits
Abudhabi	.....	5 268 barils par puits
U.S.A.	.....	12 barils par puits
U.R.S.S.	.....	68 barils par puits

Avec une telle production, les taux de profits retirés par les compagnies dépassent considérablement ceux réalisés dans d'autres régions. D'où l'importance vitale pour la Grande-Bretagne de continuer à « protéger » les sultans et leurs systèmes archaïques, car non seulement ils lui permettent d'avoir un produit stratégique, le pétrole, mais aussi de réaliser des économies énormes en devises, sans parler des bénéfices obtenus par l'intermédiaire des sociétés anglaises concessionnaires. De plus, les sultans conservent une bonne partie des royalties dans les banques de Londres, renforçant ainsi la valeur de la livre sterling.

Cependant les populations de ces principautés, restées longtemps en dehors de l'Histoire, commencent à prendre conscience de leur force, condamnant les structures politiques de leurs sultanats, et revendiquent de plus en plus l'intégration de leurs territoires dans un ensemble plus vaste du monde arabe.

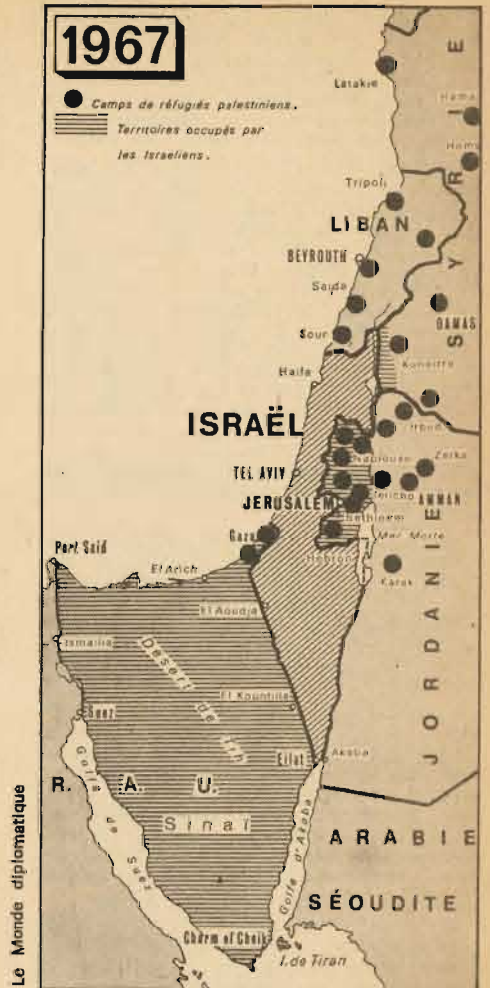
Mohamed Said AL-ATTAR.

R

RÉFUGIÉS

La création d'Israël et la modification de la géographie du Moyen-Orient qui en a résulté a entraîné de profonds mouvements de population. Les communautés juives du Yémen (50 000) et d'Irak (150 000) quittèrent leurs pays pour gagner Israël entre 1949 et 1951. Tandis que les Palestiniens, abandonnant leurs terres et leurs villes en masse (800 000 environ, en recoupant diverses évaluations) se réfugièrent dans les pays voisins. La situation des deux communautés déplacées est pourtant radicalement différente. Alors que les immigrants juifs yéménites et irakiens revenaient dans la « Terre Promise », et quittaient ainsi un exil millénaire, les Arabes palestiniens se considèrent comme spoliés, et n'acceptèrent pas le *status quo*.

Ces réfugiés, hébergés par des pays sous-développés qui peuvent difficilement les prendre en charge et les absorber, sont secourus par l'organisme de l'ONU spécialisé dans l'aide aux réfugiés et personnes déplacées, l'UNRWA. 8 % des réfugiés seulement sont économiquement intégrés dans les pays d'accueil. Les autres sont répartis dans 54 camps (40 % d'entre eux) ou assistés, entièrement ou partiellement. A la veille de la « guerre de 6 jours », ils étaient 1,75 million (selon l'ONU), en raison de la forte natalité dans les camps; aujourd'hui, en y ajoutant les réfugiés des territoires occupés par Israël, ils avoisinent 2 millions.



Le Monde diplomatique

Les camps de réfugiés palestiniens

En 1949, l'ONU avait ainsi posé le choix possible: retour des réfugiés dans leur foyer, et obligation pour Israël de les accueillir et de les restituer dans leurs anciens droits; installation dans les pays d'accueil, aux frais des pays en question, moyennant indemnisation par Israël.

Mais les positions des deux antagonistes restent inconciliables. « Nous n'avons pas à payer les frais d'une politique qui nous spolie », disent les Arabes; et Israël: « Il n'est pas question de laisser rentrer les Palestiniens en Israël; ce serait pour le pays la mort prochaine »; quant à l'indemnisation des réfugiés, Tel-Aviv souligne que les biens des juifs venus des pays arabes ont aussi été saisis, et qu'ils n'ont pas été indemnisés. La comme ailleurs, l'impasse paraît totale.

Pierre LASNIER.

RELIGIONS

Le Moyen-Orient a été le berceau des trois grandes religions monothéistes: Judaïsme, Christianisme et Islam. Entre elles, on retrouve une continuité remarquable et des similitudes et des convergences étonnantes, si on veut bien laisser de côté ce qui les différencie.

Jérusalem demeure depuis toujours leur Ville Sainte commune: c'est là que

se sont véritablement fondées les deux premières, et c'est en direction de Jérusalem (et non de La Mecque!) que se tournaient pour leurs prières, au début de l'Islam, le Prophète Mohammad (Mahomet) et les premiers Musulmans. (Voir Coran : Sourate II, versets 136, 139.)

Le Coran, qui affirme apporter aux hommes tout ce qu'ils doivent savoir sur leur religion, se définit lui-même par ailleurs, comme un simple « Rappel » des Livres Saints qui l'ont précédé (Loi, Psaumes, Evangile). Il proclame que Mohammad a été envoyé pour clore et « sceller » la lignée des Messagers de Dieu et Celui-ci s'adresse à lui en ces termes : « Nous t'avons envoyé la Révélation, comme Nous avons envoyé la Révélation à Noé et aux Prophètes venus après lui, comme Nous avons envoyé la Révélation à Abraham, à Ismaël, Isaac, Jacob, aux (Douze) Tribus, à Jésus, Job, Jonas, Aaron, Salomon et David à qui Nous avons donné les Psaumes » (Coran : sourate IV, verset 161).

Le Musulman véritable est donc très proche du Juif ou du Chrétien authentique, puisqu'il doit croire également en tous leurs Livres saints. Il doit ainsi admettre que « ceux qui pratiquent le Judaïsme, les Chrétiens et les Sabéens — ceux qui croient en Dieu et au Jour dernier et font le bien — ont leur récompense auprès de leur Seigneur ». (Sourate II, V. 59.)

Entre la Bible et le Coran il n'existe donc que des différences de détail, qu'un croyant devra accepter de bonne grâce, puisque c'est Dieu qui les a voulues, car dit-il : « Chaque Communauté a son Prophète » (Sourate X, V. 48) et : « A chaque Communauté, Nous (Dieu) avons fixé des rites » (S. XXII, V. 35).

La Bible, l'Evangile et le Coran enseignent que l'humanité est issue d'un seul et même ancêtre, Adam, et prêche la solidarité à l'égard d'autrui : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » ordonne le Pentateuque ; « Quiconque hait son frère est un homicide » proclame l'Evangile ; et le Coran leur fait écho en affirmant que : « Quiconque tue quelqu'un... (injustement)... a commis le même crime que s'il avait tué tous les hommes, et quiconque en sauve un seul, est considéré comme s'il avait sauvé tous les hommes » (Sourate V, verset 35).

Les trois grands livres saints (Bible, Evangile et Coran) vénérés actuellement par les divers peuples du Moyen-Orient, proclament à peu près les mêmes principes et les mêmes lois, adoptés à peu près les mêmes points de vue et les mêmes conceptions, sur tout ce qui se rapporte : à Dieu et à ses attributs, à l'idolâtrie et au paganisme, à la Création et au Verbe éternel, au Ciel et à la terre, aux anges, aux démons et à la magie, aux miracles et à la Prophétie, à la Morale, aux richesses terrestres, aux obligations rituelles qui comportent partout des prières, des interdictions alimentaires, des devoirs envers autrui ; on y retrouve également, à peu près les mêmes institutions, les mêmes comportements en ce qui concerne : les fêtes religieuses et les pèlerinages, les sacrifices, le symbolisme du baptême, la circoncision, la purification par l'eau, ainsi que : la liberté et la responsabilité, la Résurrection des morts et le Jugement dernier, les châtements et les récompenses, le pardon et la Miséricorde finale de Dieu, etc.

« La religion est unique et c'est ce que reconnaissent les Prophètes ; ils diffé-

rent seulement sur des règles de détail... » écrivait l'Emir Abd-el-Kader, ce grand patriote algérien, véritable saint et ascète de l'Islam, dans son livre remarquable, dont maintes pages gardent de nos jours encore toute leur sagesse et leur actualité.

Et le regretté Massignon, qui avait tant œuvré pour une compréhension fraternelle entre enfants d'Abraham, disait à peu près : « Les Juifs, les Musulmans et les Chrétiens sont faits pour s'entendre car ils forment un tout : les premiers ont l'Espoir, les seconds la Foi, les troisièmes la Charité. »

Il est bien triste de voir de nos jours ces mêmes enfants d'Abraham, s'entre-déchirer féroce, au Moyen-Orient, pour la possession de la terre. Celle-ci pourtant, d'après ces mêmes livres saints des Juifs et des Arabes, a été donnée à Adam et à ses descendants, mais seuls « les Justes la posséderont » disent les Psaumes (Ps. 37), et elle « sera l'héritage des hommes vertueux » seulement, répète le Coran (S. 21, V. 105). Phrases sublimes, récitées depuis des siècles dans les synagogues et les mosquées, et que même les marxistes musulmans de l'Union soviétique ont adoptées avec enthousiasme, lors de leurs réformes agraires, en les formulant ainsi : « La terre appartient aux hommes de progrès qui la travaillent. »

Alors, puisqu'aussi bien la Révélation juive et musulmane proclament solennellement la supériorité des Justes et des Vertueux pour la possession de la terre, pourquoi tant d'injustices commises dans le Moyen-Orient pour s'en emparer ? Pourquoi tant de ruines et de souffrances sur ces terres qui n'en ont connues que trop et qui auraient tellement besoin de paix, de dignité et de progrès ?

Mokhtar ALLAB.

S

SIONISME

Le sionisme partage avec le Castrisme ce romantisme révolutionnaire qui donne à ces mouvements une place à part dans le grand combat de libération nationale et sociale des 19^e et 20^e siècles.

Prenant forme autour de l'antique vision messianique du retour à Sion, ayant pris un début de consistance avec l'apparition en Terre d'Israël des premiers ilots d'Amants de Sion, le sionisme s'est mué en une force politique grâce au génie du journaliste Théodore Herzl.

Correspondant à Paris, il est bouleversé par l'Affaire Dreyfus qui lui fait prendre conscience de la « question juive ». Lorsqu'il tourne ses regards vers la nouvelle Jérusalem, ce n'est pas en rêveur mais en homme politique conscient des réalités de son temps.

Il convoque à Bâle les premiers Congrès sionistes où naît l'idée de la résurrection d'un Etat Juif. D'autres avaient fait ce rêve avant lui, des Juifs et des non-Juifs.

Benjamin Disraéli, devenu Lord Beaconsfield, fait dire au héros de son roman

David Alroy : « Vous me demandez ce que je désire, ma réponse est : une existence nationale que nous n'avons pas. Vous me demandez ce que je désire : ma réponse est Jérusalem ».

Comme lui faisant écho, Lord Byron élève sa voix : « Tout homme a une patrie, Israël n'a qu'une tombe ».

Parmi les précurseurs du sionisme, il faut rappeler en premier lieu Moses Hess (qui partagea les idées de Marx et Engels), auteur de Rome et Jérusalem, et Léo Pinsker, auteur d'une ardente Auto-Emancipation. Ce dernier écrivait notamment : « Le peuple juif est partout présent mais il n'est nulle part chez lui. C'est ainsi que le Juif est un mort pour les vivants, un étranger pour les autochtones, un mendiant pour les possédants, un exploitateur et un millionnaire pour les pauvres, un homme sans patrie pour les patriotes ».

« L'étranger est notre patrie : l'hostilité générale fait notre solidarité, l'humilité est notre arme ; la fuite est notre moyen de défense ; notre force d'adaptation fait notre originalité, notre avenir ne va pas plus loin que le lendemain. »

« Si vous voulez, ce ne sera pas une légende », avait dit Herzl. Le mouvement sioniste de structure, étend ses manifestations dans la dispersion juive, mais surtout renforce les jalons posés en Palestine.

En 1918, la Déclaration Balfour y consacre la légitimité de la création d'un Foyer National Juif.

L'année suivante, le président Haim Weizmann et le roi Fayçal signaient un accord stipulant la similitude entre le sionisme et le nationalisme arabe. Fayçal déclarait alors : « Nos deux mouvements se complètent », ajoutant que le sionisme était nationaliste, non impérialiste.

Mais l'Angleterre, qui avait patronné le Foyer National Juif, suivit avec ténacité sa fameuse ligne politique : diviser pour régner. Elle tenta de limiter l'immigration juive, même aux jours sombres des massacres hitlériens.

Dans un puissant élan, le Yichouv (la communauté juive d'Israël) et l'Organisation Sioniste Mondiale entrent en lutte ouverte contre la puissance mandataire et sa politique de Livre Blanc.

L'opinion publique dans le monde se porte unanimement au secours des rescapés de l'enfer nazi qui revendiquent le droit de disposer d'eux-mêmes, de n'être plus à la merci des incidences de l'histoire.

Le 29 novembre 1947, l'Organisation des Nations-Unies vote une résolution favorable à la création d'un Etat juif dans une partie de la Palestine, avec l'approbation de l'U.R.S.S. et des U.S.A. Les Arabes s'y opposent, avec à leur tête, l'ex-Mufti de Jérusalem, ancien allié de Hitler et criminel de guerre authentique. Le combat est dur mais les Juifs triomphent : l'Etat d'Israël est proclamé le 14 mai 1948.

Les premiers adeptes de l'idéal sioniste furent des romantiques. Ils ne rêvèrent pas seulement de retourner sur la terre de leurs ancêtres, mais d'y créer une société nouvelle. Etudiants, fils et filles de petits-bourgeois et d'artisans, ils suivirent le vieux Gordon, apôtre de la « religion du travail », prônant le retour au travail de la terre.

En rendant des structures économiques et nationales au peuple juif (selon la théorie de Borochoy) ils voulurent transformer l'homme juif. De ce rêve naquit le mouvement kibboutzique, audacieuse entreprise de colonies socialistes au mi-

lieu de l'univers mi-féodal et mi-capitaliste qu'était la Palestine au début du siècle.

Avec l'avènement de l'Etat d'Israël, le mouvement sioniste a atteint son objectif historique central. Il est appelé à présent à réviser ses structures afin de tenir compte de la situation nouvelle, dont le paradoxe essentiel réside dans le fait que l'Etat juif ne compte qu'un sixième environ des juifs vivant dans le monde.

« Le processus en cours doit permettre aux juifs de choisir entre l'identification totale avec cet Etat ou la rupture avec l'entité temporelle juidaïque pour ne retenir que l'alliance spirituelle avec le Dieu d'Abraham. Les différentes communautés juives se prononceront en fonction de l'attitude des populations environnantes, crises politiques et économiques pouvant remettre en selle le vieux cheval de bataille antisémite. »

En tout état de cause, l'hostilité arabe contre le sionisme, dénoncé comme instrument de l'impérialisme, n'est qu'un transfert arbitraire d'un combat qui mériterait de discerner plus clairement ses véritables adversaires.

Le mouvement sioniste, comme force politique, n'est pas homogène. Il contient des courants réactionnaires et ultra-nationalistes. Ils furent toujours minoritaires. Seule l'intransigeance arabe leur donne une chance relative.

Mais la tradition sioniste, qui domine toujours, puise profondément ses racines dans les idéaux d'émancipation humaine, sociale et nationale, nés au lendemain de la Révolution française et dont la Révolution d'Octobre devait être une nouvelle étape.

Henry BULAWKO.

« La gauche arabe ne pense pas que le sionisme politique repose uniquement sur des concepts racistes. Car il lui faut constamment raviver ce racisme réactionnaire par une politique. En effet, pour que la tendance à l'assimilation ne l'emporte, il doit attirer, en nombre toujours croissant, des immigrants. C'est un besoin vital. »

(Ahmed Bahaeldine, dirigeant de l'Union Socialiste Arabe (R.A.U.). Les Temps modernes, n° 253 bis.)

« La tragédie dans laquelle le sionisme se trouve plongé consiste en ce que, sans ce tort causé aux Arabes, il n'aurait pu se réaliser. Certes, il n'a aucunement voulu causer ce dommage, tout au plus a-t-il fermé les yeux pour ne point le voir. Le fait est que le pays auquel aspirait le sionisme était occupé par un peuple étranger ; à ce problème, le sionisme ne proposait pas de solution et ne pouvait pas en proposer, mais il continuera longtemps à en porter le poids. »

(Général Y. Harkabi, diplômé de philosophie et de littérature arabes de l'Université hébraïque de Jérusalem. « Les Temps modernes », n° 253 bis.)

SOCIALISME ARABE

La tentative de synthèse du nationalisme arabe et d'une idéologie d'inspiration collectiviste fut d'abord l'œuvre des créateurs du Baath syrien, ou « parti de la renaissance arabe » : Michel Aflak, plus « arabe », Akram Hourani et Salah Bitar, plus « socialistes ». C'est aux alentours

de 1950 que s'élabore cette doctrine. Les leaders du Baath ne cachaient pas leur intention d'en faire une arme de combat contre le communisme (dont le leader le plus influent au Proche-Orient, Khaled Bagdache, était précisément un Syrien) et le sionisme.

Dès lors commencent à se manifester, de Bassorah à Agadir, des intellectuels et des groupes se réclamant d'un socialisme qualifié tantôt d'islamique (dans la lignée du cheikh égyptien Khaled Mohamed Khaled, qui tenta de réconcilier le Coran et le Capital) tantôt d'arabe : ainsi la fraction de gauche du groupe des officiers animés par Gamal Abdel Nasser, qui prend le pouvoir en juillet 1952 au Caire. Mais il faudra attendre six ans avant que le régime militaire se réclame du « socialisme », encore que les relations étroites nouées par Abdel Nasser avec Tito et Nehru, puis les contrats passés avec les pays de l'Est européen, puis le conflit de 1956 et l'ensemble des mesures étatiques qui s'ensuivirent aient constamment renforcé les tendances national-collectivistes du système nassérien.

Il n'est pas indifférent de noter que le mot apparaît pour la première fois dans un texte officiel en mars 1958, dans la charte provisoire de la République arabe unie : c'est-à-dire un mois après la fusion intervenue entre l'Egypte et la Syrie, à l'initiative des dirigeants de Damas qui sont précisément les créateurs du Baath. Idéologues syriens et pragmatistes égyptiens élaborent une synthèse encore très floue, où les bons sentiments, les références à la justice islamique, à la générosité arabe et à l'unanimité nationale l'emportent de beaucoup sur une élaboration doctrinale sérieuse.

C'est après la rupture avec la Syrie, au printemps 1962, que Gamal Abdel Nasser, formulant la doctrine officielle de la R.A.U., se rallie au « socialisme scientifique », faisant sienne la notion de classes sociales mais refusant de reconnaître le caractère inéluctable de leurs conflits. Le Raïs insiste sur l'aspect spiritualiste de la doctrine du « socialisme arabe qui, sans ignorer le marxisme, s'en différencie en ce qu'il ne renie pas la religion. »

Deux ans plus tard, de tels propos devaient susciter de très acerbes critiques de M. Khrouchtchev. Mais ni ces admonestations, ni le développement de l'aide soviétique, ni l'étatisation rapide de l'économie, ni la libération des communistes égyptiens, dont les meilleurs cadres furent réintroduits en 1965 dans l'appareil de l'Etat, ni même le rôle joué par l'U.R.S.S. lors de la crise de juin 1967, ne devaient modifier les conceptions idéologiques du président Nasser, le « socialisme arabe » restant imperméable à l'athéisme, au « matérialisme dialectique » et au principe de la « lutte des classes ».

Parallèlement à ce cheminement égyptien du national-collectivisme au « socialisme nationalitaire » (selon la formule d'Anouar Abdel-Malek) les mouvements maghrébins s'efforçaient, à travers les combats, puis les tâches de la reconstruction, de formuler une ligne doctrinale d'inspiration également socialiste. En dépit des références d'Ahmed Ben Bella aux expériences yougoslave et cubaine, le « socialisme » algérien, timidement dessiné dans la « Charte de la Soummam » de 1956, précisé dans les essais théoriques publiés dans El Moudjahid de 1958 à 1960 et réaffirmé dans le programme de Tripoli de 1962, puis dans la Charte d'Alger de 1963 et dans les conclusions du congrès du F.L.N. de 1964, reste marqué par la « spécificité » arabo-musulmane. Plus ouvert que son

concurrent égyptien à l'idée de « lutte des classes », il reste rétif, lui aussi, au matérialisme et à l'athéisme.

Il en va de même pour la doctrine de l'Union nationale des forces populaires, l'important mouvement de gauche marocain dont Mehdi Ben Barka fut le fondateur et dont Abderrahim Bouabid reste l'animateur. Quant au « socialisme destourien » patronné par M. Bourguiba et mis en application par M. Ben Salah, il s'agit d'un étatismisme à base de coopératives qui laisse une large initiative au secteur privé.

A noter que si certains groupements marxistes arabes ont suivi la « ligne » soviétique à l'égard de l'Etat d'Israël, et tendent à sa reconnaissance, les « socialistes arabes », à commencer par les Syriens, ont pratiqué l'anti-sionisme le plus militant.

Jean LACOUTURE.

SOUS-DÉVELOPPEMENT

TOUT être humain, toute collectivité se trouvant dans une situation historique privilégiée tend à bâtir une explication de cette situation selon laquelle son statut favorable est la récompense de ses aptitudes et de ses efforts tandis que ses responsabilités sont nulles dans la détermination du sort des déshérités.

Dans le domaine des inégalités de développement économique entre nations ce réflexe a pleinement joué : de multiples tentatives ont été entreprises pour présenter le sous-développement comme le produit de déterminismes naturels ou sociaux. On saisit combien de telles « démonstrations » sont précieuses pour le confort intellectuel des nantis.

Le Moyen-Orient a constitué, avec l'Inde et autrefois la Chine (mais on y eut quelques surprises), un lieu favori d'illustration de ces thèses : la combinaison du déterminisme racial et du déterminisme religieux suffit à expliquer un « immobilisme séculaire » et l'on ne voit pas ce qui pourrait l'ébranler. Personne n'ignore le fatalisme des Arabes, leur aptitude à se satisfaire de peu, leur résignation spontanée. Et qui ne sait que ces peuples arabes ont choisi une religion qui les enferme dans cette situation. Dès lors la civilisation islamique avec son idéologie guerrière, avec sa préférence pour le nomadisme, avec ses règles juridiques archaïques, avec sa structure familiale rétrograde ne peut guère secréter en matière économique que le sous-développement.

Une analyse objective permet à ce propos d'énoncer deux propositions essentielles.

● Ce ne sont ni la race arabe, ni la religion islamique qui s'opposent au développement ; ce sont les conditions caractéristiques de toute civilisation rurale analphabète longtemps dominée par une puissance extérieure.

Les techniques primitives de production agricole rendent la récolte largement dépendante de facteurs climatiques qui sont pour le paysan totalement aléatoires puisqu'il n'a les moyens ni de les prévenir, ni de les maîtriser. Le fatalisme est l'attitude des groupes sociaux qui n'ont pas été libérés des contraintes naturelles par le progrès technique.

De plus, le fatalisme n'a pu qu'être encouragé par un siècle (ou plusieurs) de domination coloniale ou quasi-coloniale qui privait les peuples de toute possibilité concrète de peser sur leur

devenir. Le statut de fournisseur de matières premières (pétrole) et de débouché pour l'industrie capitaliste extérieure, la soumission à des centres de décision étrangers ne constituent pas un apprentissage efficace pour l'organisation du développement.

● Si les civilisations du Moyen-Orient ont pu paraître incompatibles avec le développement, c'est qu'on ne les confrontait qu'au modèle capitaliste de développement. Islam et capitalisme sont-ils incompatibles ? Peut-être, mais le Christianisme du Sermon sur la Montagne ne l'est-il pas tout autant ? Surtout, quelle que soit la réalité de cette incompatibilité, d'autres modèles de développement sont possibles, existants ou à inventer.

Le rejet de tout déterminisme racial ou religieux en matière de sous-développement paraît être le préalable d'une recherche utile.

Jacques FRAYSSINET.

SYRIE

La Syrie est un vaste triangle (600 kilomètres de côté, environ), qui s'appuie au nord sur la Turquie, et descend, en longeant la Méditerranée, puis le Liban et le nord d'Israël, jusqu'à une latitude voisine de celle de Tel Aviv. La superficie du pays est de 185 000 km²; sa population — 5,5 millions d'habitants — s'accroît très vite (2,5 % par an).

La Syrie est indépendante — de la France — depuis le 1er janvier 1944. Depuis, cette nation aux frontières aussi arbitraires que toutes les autres nations du Moyen-Orient, fut tiraillée entre deux tentatives de regroupement contradictoires :

● La première, encouragée par la Grande-Bretagne, visait à la formation d'une « grande Syrie » regroupant sous la férule de la dynastie hachémite, très liée à Londres, les pays de l'ancien « Croissant fertile » : Liban, Syrie, Irak, Transjordanie.

● La seconde, née en réaction contre la politique britannique, s'appuya vite sur l'Égypte lorsque Le Caire prit la tête du mouvement panarabe. L'armée devint le support essentiel de cette tendance qui allait amener, le 1er février 1958, la fusion avec l'Égypte et la naissance de la République Arabe Unie. Cette fusion allait durer trois ans, jusqu'au 28 septembre 1961, date à laquelle la Syrie reprit sa liberté : « Nous devenons des colonisés », dirent les dirigeants de l'époque ; la séparation fut accompagnée d'une réaction contre la politique unitaire : la réforme agraire fut limitée, banques et industries furent dénationalisées.

Depuis, des luttes politiques confuses, au sein du parti Baath (voir l'article Socialisme arabe) n'ont pas cessé. Elles n'ont pas empêché une orientation de plus en plus radicale du régime de Damas. L'industrie (Damas, Alep, Lattaquié, Homs), le commerce extérieur, les banques ont été presque entièrement nationalisés. La Syrie ne produit pas de pétrole mais plusieurs oléoducs la traversent : un conflit récent avec l'Irak Pétrole lui permit de se faire payer un lourd arriéré et d'augmenter la proportion de royalties dues pour le transit du pétrole. Mais la grande idée du régime est la construction d'un barrage sur le Haut-Euphrate, qui sera l'Assouan syrien : il permettra l'irrigation de 600 000 hecta-

res de terres (plus que la totalité des terres actuellement irriguées) et la production de 200 000 kWh.

La production agricole syrienne est relativement élevée. Blé : 1,3 million de tonnes; orge : 700 000 tonnes; coton : 470 000 tonnes. La Syrie est exportatrice de denrées alimentaires; mais le rapport de telles exportations est insuffisant pour compenser les importations que rend indispensables la faible industrialisation du pays; la balance commerciale est déficitaire de 20 %.

Georges CHATAIN.

Y

YEMEN

Ce pays montagneux — l'Arabia Félix de l'Antiquité — qui se différencie des autres régions de l'Arabie par ses potentialités agricoles, son climat, ses habitants et par ses structures sociales, vivait sous un régime politique et social dit *Imanat*. Les Imams gouvernèrent le pays depuis le IX^e siècle jusqu'au 26 septembre 1962 sans interruption, malgré une occupation turque, d'ailleurs sporadique, de la côte et des moyens plateaux.

Le Yémen est l'un des rares pays de cette région à n'avoir pas subi directement de domination coloniale, exception faite d'une partie du territoire qui a été « mise » sous « protectorat » anglais : Aden et ses protectorats. L'Imamat est un pouvoir temporel et spirituel, une autorité absolutiste autarcique détenue par l'Imam (choisi parmi les membres des familles nobles et d'une secte religieuse déterminée, la secte zéidite), un système économique et politique archaïque. Ce pays, qui a été extrêmement développé (techniquement, économiquement, socialement) s'est replié et, a subi un déclin après une longue période de stagnation; il est un exemple-type du sous-développement absolu.

Le Yémen est donc resté isolé pendant des siècles, se suffisant à lui-même grâce à une économie basée sur l'auto-consommation et à la forte émigration de sa population (20 % des 5 à 6 millions d'habitants travaillent à l'étranger et envoient des subsides non négligeables aux membres de leurs familles).

Pourtant, le 26 septembre 1962, la Révolution yéménite mit fin au système millénaire et anachronique de l'Imamat et instaura la République. L'Imam Badr trouva refuge en Arabie Saoudite et organisa un maquis dans le Nord du pays avec l'appui de ses hôtes et de la Grande-Bretagne. Les révolutionnaires yéménites, craignant une intervention certaine de l'Arabie Saoudite, firent appel, dès la première semaine d'octobre 1962, à la R.A.U. qui envoya au Yémen une partie de ses troupes.

L'effondrement du régime de l'Imamat provoqua des répercussions sur l'ensemble de la région du Moyen-Orient, et les interventions étrangères, directes ou indirectes, devinrent alors une réalité. A mesure que se multiplièrent les interventions étrangères — l'Arabie Saoudite, et ses alliés impérialistes, la Grande-Bretagne et les U.S.A. d'une part; la R.A.U. et les pays socialistes d'autre part —, le conflit s'étendit hors du cadre yéménite.

On peut citer comme exemples l'accord de Djeddah conclu par le président Nasser et le roi Fayçal en août 1965; la série des pourparlers entre les envoyés spéciaux de Nasser et de Fayçal; les interventions de Koweït, du Soudan, etc. L'accord de Djeddah, qui devait mettre fin à la guerre du Yémen a été réalisé sans la présence d'un seul Yéménite. Le Yémen perdit ainsi sa personnalité politique, et la guerre qui ravage le pays depuis 5 ans, n'intéresse nullement l'opinion publique mondiale.

Plusieurs tentatives, entreprises par des responsables républicains en vue de tirer le pays d'une position aussi dramatique, n'ont pas eu le succès escompté.

Le dernier gouvernement Al-Amry, parti en septembre 1965 au complet pour négocier avec Le Caire, a été démis par le président Sallal et quinze membres de ce gouvernement ont été emprisonnés au Caire (ils y sont toujours) sur la demande de Sallal et d'autres furent fusillés à Sanaa. Les quelques rescapés formèrent alors le Front des Indépendants républicains yéménites. Ils revendiquent l'application des résolutions de la Conférence de Khamer qui consolidera la République tout en lui restituant sa personnalité politique. Malgré certaines divergences importantes entre les responsables de la R.A.U. et les Indépendants républicains yéménites, ces derniers considèrent que le véritable danger pour le système républicain provient de la politique de l'Arabie Saoudite qui continue à appuyer fortement l'Imamat, condamné cependant par le peuple yéménite.

Mohamed Saïd AL-ATTAR.

O Salto, « Le Saut », c'est la triste odyssée des travailleurs portugais chassés par la misère. La terre promise, pour eux, ce sera la France de la solitude et des bidonvilles.



LE SAUT DE LA MISÈRE

On ne fait pas toujours de bons films avec de bons sentiments. Mais avec « O Salto » (« Le Saut »), il s'agit de toute autre chose que de sentiments. C'est en tout cas ce qui ressort de l'entretien que son jeune réalisateur (il n'a que 30 ans), Christian de Chalonge, nous a accordé.

SI l'accueil du public du dernier Festival de Venise a été « réservé », c'est peut-être tout simplement parce que les robes de soirées s'assortissent mal des drames de notre temps...

« O Salto », c'est l'Aventure, l'aventure de ces Portugais qui, fuyant la misère ou les guerres coloniales d'Angola, de Guinée « portugaise », du Mozambique, sont pris dans des filets adroitement tendus. Certains se nourrissent du malheur des autres. Mais ceux-là ne sont pas seuls en cause, nous le verrons.

« O Salto » est précisément le nom que donnent eux-mêmes les Portugais à leur voyage clandestin vers la France. « O Salto », c'est « le saut », la culbute par-dessus les Pyrénées. Ils disent qu'ils ont « le passeport du lapin ».

A 18 ans, Christian de Chalonge avait décidé que son métier serait « le cinéma ». Il « fit » l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC), puis suivit une voie lente, mais sûre : il gravit un à un les échelons de l'assistantat. Ce fut ensuite « Le Saut ».

Jusque là, Christian de Chalonge avait travaillé avec René Clair (« Tout l'or du monde »), Serge Bourguignon (« Les dimanches de Ville-d'Avray »), Henri Verneuil (« Mélodie en sous-sol »), Claude de Givray (« Un mari à prix fixe »), Alain Jessua (« La vie à l'envers »), Denys de la Patellière (« Marco-Polo »), Henri-Georges Clouzot (« L'enfer », inachevé), Georges Franju (« Thomas l'imposteur »), Tony Richardson enfin (« Mademoiselle », « Le marin de Gibraltar ») qui lui apporta une sorte de caution pour la réalisation de « O Salto ».

Depuis longtemps, Christian de Chalonge recueillait les informations concernant l'aventure des émigrants portugais.

« J'ai toujours été choqué par la situation de l'étranger qui se trouve dans une grande ville, sans papiers », dit Christian de Chalonge. (Ce choc est sans doute à l'origine du film). On va, on vient, mais personne n'a conscience de la situation de cet étranger. J'ai un peu travaillé le sujet (l'ébauche du scénario a demandé quatre mois et il a fallu presque un an avant de commencer le tournage). Avec quelques amis espagnols et por-

PIEDS SENSIBLES

Les chausseurs du super-confort et de l'élégance

Choix UNIQUE en CHEVREAU, en SPORTS et en TRESSE MAIN

Femmes du 35 au 43 — Hommes du 38 au 48

6 largeurs différentes

- (9^e) GARE SAINT-LAZARE, 81, rue St-Lazare (M^e Saint-Lazare - Trinité)
- (6^e) RIVE GAUCHE, 85, rue de Sèvres (M^e Sèvres - Babylone)
- (10^e) GARE DE L'EST, 53, boulevard de Strasbourg (M^e Château-d'Eau).

Magasins ouverts tous les lundis

→ tugal, nous avons essayé de trouver des exemples caractéristiques. Nous avons dû remonter la chaîne : de l'arrivée du Portugais à Paris à son départ du Portugal. Tout le scénario a été écrit sur des réalités... »

L'histoire du film ? « C'est celle d'un personnage qui croit pouvoir échapper au circuit « normal » des émigrants et qui doit rapidement y rentrer ».

Mais « O Salto » ne devait-il pas être un documentaire ?

« Nous nous demandions effectivement si nous pourrions faire un long métrage. Mais l'aventure des Portugais est un scandale de l'Europe. Elle est tellement organisée... La responsabilité du gouvernement portugais est engagée : pour obtenir un passeport, le Portugais doit avoir un minimum « d'éducation », il doit ne pas être soupçonné d'opposition au régime. Si tant est qu'il remplit ces conditions, l'obtention du passeport demande tant de temps qu'il a recours lui aussi aux « passeurs ».

Beaucoup de dettes...

La duplicité des autorités portugaises est soulignée par un fait comme celui-ci : « Un Portugais ayant émigré clandestinement, qui revient au pays, obtiendra un passeport s'il a trouvé un travail qu'il peut justifier avec un certificat d'embauche. Car, à ce moment, le Portugais est officiellement source de devises, et l'importation de devises françaises provenant de l'émigration est importante pour le Portugal... »

La responsabilité des autorités françaises est engagée : « Il y a une forme de chantage de la France qui se situe souvent au stade des entreprises. Celles-ci profitent de la situation irrégulière des immigrants portugais pour embaucher à moindre prix, débaucher à loisir. Il est tout de même « énorme » que la France accepte des étrangers sans papiers. Alors qu'elle a besoin de cette main-d'œuvre ».

A partir du moment où il est reconnu que la France a réellement besoin de cette main-d'œuvre (pour faire d'ailleurs des travaux que les Français en général ne veulent plus faire), elle devrait, en collaboration avec le Portugal, organiser une immigration légale répondant aux offres et aux demandes (les accords, les organisations qui existent répondent à peine à 20 % des demandes) ; elle est directement responsable des conditions de vie et de logement des travailleurs étrangers (la grosse majorité de ceux-ci sont bien loin d'avoir obtenu un minimum décent).

La responsabilité des « passeurs » ? « Il y a, au départ, des rabatteurs... Il en coûte pour passer clandestinement du Portugal en France, 2.000 à 4.000 francs. Beaucoup empruntent à l'épicière, au douanier, voire au curé. Le voyage rappelle l'univers concentra-

tionnaire. Certains sont abandonnés par les passeurs. Beaucoup ont traversé les Pyrénées sans aide. Arrivés à Paris, l'immigrant a, de toute façon, beaucoup de dettes « sur les reins ».

« Nous avons essayé d'attacher le spectateur à UN Portugais. Ce personnage a quitté son pays non seulement pour des raisons économiques, mais aussi pour échapper à la guerre coloniale. A Paris, il a une adresse. Il espère pouvoir faire son métier de menuisier. Mais il cherche en vain. Il est repris par le système établi ».

Il faut préciser que ceux qui spéculent sur le drame des émigrants ne lâchent pas facilement leur proie.

« Si le film est réussi, c'est parce que nous aurons réussi à fixer un point d'émotion », dit Christian de Chalonge.

Un souhait : « Que ce film soit une arme pour ceux qui sont conscients de la situation des immigrants ; si, à la fin du film, le spectateur est ému, c'est très bien, mais ce n'est pas suffisant ». Pourquoi ne le serait-il pas ? « J'avais un atout formidable : tous les figurants refaisaient devant la caméra ce qu'ils avaient déjà fait. 75 % de ceux qu'on verra dans le film faire le voyage de la misère l'avaient fait « pour de bon ». Le scénario que nous avons écrit avec l'Espagnol Roberto Bodegas n'était pas strict. Nous ne devions certes pas improviser, mais être attentifs : ainsi, tel rôle a « grandi » en cours de tournage, le personnage nous faisant découvrir tout naturellement ce que nous n'avions pas imaginé. Nous avons un deuxième atout : beaucoup de pellicule. Ce qui nous a permis d'utiliser deux caméras, dont une de reportage. Le tout « colle » bien. Nous avons fait une sorte de « Cinq colonnes à la Une ».

Un film nécessaire

Christian de Chalonge et ses compagnons ont tourné au Portugal et en Espagne et ici comme là, il a fallu ruser : « Nous étions cinq à arriver au Portugal sous le prétexte de faire un court métrage sur l'art populaire. Passé la douane, il n'y avait plus de problème ».

« Je voudrais qu'après avoir vu « O Salto », on parle beaucoup plus des Portugais que du film », conclut Christian de Chalonge.

L'un n'exclut pas l'autre... Christian de Chalonge a, en tout cas, fait un film qu'il était devenu nécessaire de faire, à l'heure où en France la xénophobie fleurit.

Et il est significatif qu'un film fait par un communiste ait obtenu à Venise le Prix de l'Office Catholique International du Cinéma. Le jury de l'Office l'a déclaré « œuvre courageuse » qui « montre l'importance du problème des étrangers qui ne sont pas accueillis par les personnes et les structures sociales contemporaines ».

Jean-Pierre SAID.

LA BIBLE DE LA HAINE

NORMAN COHN, professeur à l'Université du Sussex et directeur du centre de Recherches en psychopathologie collective, s'était déjà fait connaître en France par un ouvrage passionnant « Les fanatiques de l'apocalypse » dans lequel il étudiait avec minutie les mouvements millénaristes du Moyen Age. Gallimard publie aujourd'hui un second ouvrage de Norman Cohn, aussi passionnant que le précédent, ouvrage dans lequel tous ceux qui luttent contre l'antisémitisme pourront puiser un savoir et des arguments irréfutables.

L'antisémitisme moderne prend assise sur un des plus grands faux de l'histoire, dont la fortune historique fut prestigieuse : les Protocoles des sages de Sion. Ces protocoles étaient censés constituer les preuves indiscutables de l'existence d'une immense « conspiration juive » tendant à livrer aux juifs le monde entier. A priori, l'outrance et l'énormité de ces textes auraient dû empêcher tout rayonnement de ces élucubrations. Malheureusement, l'époque où ils furent répandus et diffusés était en proie aux soubresauts sociaux, en proie à toute sorte de fièvres, et de plus il ravivait une tendance qui n'avait jamais disparu de l'histoire : la haine du juif.

Norman Cohn rappelle fort à propos que la forme première de l'antisémitisme fut l'antisémitisme démonologique, « c'est-à-dire l'idée que le judaïsme est une organisation conspirative, placée au service du mal, cherchant à déjouer le plan divin, comptant sans trêve la ruine du genre humain. » Norman Cohn rappelle qu'il « est également établi que l'antisémitisme démonologique est d'origine chrétienne ». S'interrogeant pour savoir pourquoi les juifs ont-ils été traditionnellement représentés comme cruels, implacables, pourquoi la propagande antisémite s'est toujours concentrée sur le thème d'un « corps » de « sages » sans scrupules, dotés d'un immense pouvoir mystérieux, l'auteur, mobilisant l'acquis d'une des plus modernes parmi les sciences, la psychopathologie collective, avance dans sa préface des conclusions — plus amplement développées dans le chapitre final — selon lesquelles « les juifs étaient placés dans une situation qui en faisaient un support idéal pour les projections négatives associées au « mauvais » parent, et plus particulièrement au « mauvais » père ».

Les Protocoles ne sont pas nés du néant. Aussi dans une première partie, Norman Cohn s'attache-t-il à retracer leurs origines, ce qui l'amène à rappre-

ler les différentes phases de l'évolution de l'antisémitisme en Europe. L'antisémitisme « moderne » commence avec la révolution française qui va favoriser dans de nombreux esprits la conjonction entre les vestiges des anciennes terreurs démonologiques et des peurs et des ressentiments typiquement modernes. Cohn note que « les liens sociaux furent ébranlés, les privilèges héréditaires cessèrent d'être sacrés, les valeurs mémorielles furent mises en question et que la lente et stable existence d'antan était menacée par une civilisation urbaine dynamique et mouvante ». L'auteur constate qu'une « lutte longue et amère s'engagea entre les partisans de la nouvelle société, entreprenante et mobile, et ceux qui espéraient conserver ou restaurer l'ordre social traditionnel en voie de disparition » et que « tous ces changements qui affectaient la société européenne dans son ensemble, étaient pleins de promesses mais aussi de périls pour les juifs européens ».

Promesses, périls, pourquoi ? Parce que les juifs concentrés dans les villes étaient mieux accordés au nouveau monde en train de naître. Une pente, naturelle, du fait de leur situation sociale, les poussait à militer dans les rangs de la démocratie et du libéralisme. D'autre part, certaines carrières traditionnelles leurs demeurant interdites, ils devinrent des pionniers dans des secteurs nouveaux d'activité. L'énergie soudain libérée grâce aux conditions nouvelles qui leur étaient faites dans la cité, décupla leur esprit d'initiative. Toutes ces données eurent pour conséquences malheureuses de donner naissance à un antisémitisme politique. En réveillant les vieilles peurs moyenâgeuses du juif, en confondant celui-ci avec la démocratie, le laïcisme, la révolution, les classes possédantes espéraient enrayer le mouvement d'émancipation sociale et mobiliser autour d'eux toutes les âmes que troublaient les phénomènes sociaux.

Les Protocoles ne sont que les plus célèbres et les plus influents d'une série de faux qui débute à l'époque de la Révolution française. En 1797, l'abbé Barruel publiait les cinq volumes de son *Mémoire pour servir à l'histoire du jacobinisme*. Dans ce mémoire, Barruel mentionnait à peine les juifs et cherchait à démontrer que la révolution était imputable à la franc-maçonnerie. Mais une lettre envoyée à Barruel par un certain capitaine Simonini, en 1806, va modifier la pensée de l'abbé qui, à la veille de sa mort, fit part à un autre jésuite de sa conviction selon laquelle, depuis les temps de Mani (fondateur de la religion manichéenne) et des Templiers, une conspiration permanente judéo-maçonnique menaçait



« Je vous hais » : une brochure antisémite éditée sous l'occupation par Henry Coston — qui a toujours pignon sur rue.

l'humanité. Il existait selon lui un réseau de loges couvrant l'Europe. L'organisation se trouvait sous l'autorité suprême d'un Conseil des 21 comprenant 9 juifs au moins. Ce conseil élisait un Conseil intérieur, lequel à son tour élisait un Grand Maître, véritable chef de la conspiration, ayant droit de vie et de mort sur ses « sujets », et dont le pouvoir s'exerçait en tous lieux.

Les ordres de Satan

Les prophéties de Barruel restèrent pratiquement sans écho jusqu'en 1850 environ où le mythe de la conspiration judéo-maçonnique réapparut en Allemagne où s'affirmaient les forces montantes du nationalisme, du libéralisme et de la démocratie. C'est en Allemagne que devait paraître quelques années plus tard un document rédigé par un inconnu, Hermann Goedsche, qui allait servir en son temps de modèle aux rédacteurs des Protocoles : « Dans le cimetière juif de Prague ». Ce fragment de roman décrivait l'assemblée nocturne autour des tombes des chefs des tribus d'Israël convoqués par le diable auquel ils rapportent l'activité menée durant le siècle écoulé et dont ils reçoivent des ordres de subversion. Ce « récit » fut publié en 1868 et conquit une large audience dans un pays où les tensions sociales polarisaient les angoisses en direction des juifs déjà « démonisés ». En 1872, des antisémites russes publient le texte à St Pétersbourg ; en 1876, à Moscou. En France, l'écrit est publié en 1881 par Le Contemporain, sous une forme nouvelle. Tous les propos tenus dans le cimetière sont fondus en un seul « discours » qu'on appellera désormais le « discours du Rabbin ». Ce discours connut une glorieuse carrière : France, Tchécoslovaquie, Russie où il servit aux premiers pogromistes. Mais c'est en Alle-

magne, après la guerre, qu'il devint particulièrement populaire. Parallèlement aux élucubrations d'Hermann Goedsche, paraissait en France, le livre qui allait devenir la Bible de l'antisémitisme moderne : *Le Juif, le Judaïsme et la Judaisation des peuples chrétiens*. L'auteur, Gougenot des Mousseaux, reprenait et développait l'idée que les juifs étaient des agents de Satan, des adorateurs du diable et des démons à forme humaine. Il « sécularisait » la croyance du monde chrétien ancien selon laquelle Dieu, avant de triompher pour toujours, aurait à affronter l'antéchrist « l'homme du péché, le fils de la perdition ». Satan et l'Alliance israélite universelles ne faisaient plus qu'un. Nous en arrivons aux Protocoles. Leur apparition commence en 1903, avec la publication de brochures par deux antisémites notoires, Krouchevan et Boutmi et surtout par les premières éditions d'un ouvrage dont l'auteur, Serge Nilus était un écrivain mystique.

La façon dont ces Protocoles (au nombre de 24, au long desquels, en un style emphatique et diffus sont exposées les méthodes à employer pour s'assurer la domination mondiale, et la description de l'Etat universel à venir) parvinrent au public donna lieu à beaucoup de versions, plus ou moins en contradiction les unes avec les autres, et que Norman Cohn résume brièvement.

Justifier les pogromes

La véritable origine et la raison d'être des Protocoles sont dévoilées par Cohn dans un chapitre extrêmement fouillé, dominé par les figures de Ratchkovsky, chef de la section politique tsariste, et Nilus, étrange et inquiet illuminé. Selon Cohn, les Pro-

**SUCCÈS AU SALON
LA LOCATION**

LOUEZ VOTRE TÉLÉVISEUR
VOS APPAREILS MÉNAGERS

TÉLÉVISEURS

58 F. 68 F. 78 F. PAR MOIS
SELON MODÈLE

RÉFRIGÉRATEURS FRIGÉCO

220 volts cuve émail : **29 F.** par mois

CUISINIÈRES THOMSON

4 feux tous gaz : **29 F.** par mois

POSSIBILITÉ D'ACQUISITION CONDITIONS SPÉCIALES POUR LOCATION
DE COURTE DURÉE ET POUR LA LOCATION DE PLUSIEURS APPAREILS

SPÉCIAL JEUNES MENAGES

TROIS APPAREILS
TÉLÉ 59 cm RÉFRIGÉRATEUR CUISINIÈRE **118 F.**
PRIX SPÉCIAL **99 F.**

La Cheque

88, Bd. HAUSMANN PARIS 8^e
JOUR **265-05-63** NUIT

bon à découper et à retourner à : LA THEQUE - 88, Bd. Hausmann PARIS 8^e

JE DESIRE DES RENSEIGNEMENTS

UNE VISITE NOM :

L'ADRESSE DU DISTRIBUTEUR ADRESSE :

VOISIN VOUSIN LOUER Réfrig. Cuisin. TÉL :

Télé D.L.

toques furent fabriqués en France, à Paris, entre 1894 et 1899, vers 97 ou 98 sans doute. Bien que la vérité n'ait jamais été totalement faite, on admet qu'à l'origine se trouvait une satire rédigée par un journaliste politique renommé connu sous le nom d'Ilya Tzion, adversaire acharné du ministre des Finances Serge Witté ; lequel s'était attiré la haine des féodaux pour s'être attaqué à une tâche immense : transformer la Russie arriérée en un pays moderne. En outre, le premier congrès sioniste de Bâle avait été interprété par les antisémites comme un formidable pas en avant des juifs vers la domination mondiale. La satire de Tzion, inspirée, plagée de l'ouvrage fameux de Maurice Joly, *Dialogue aux enfers entre Montesquieu et Machiavel* (Pamphlet contre Napoléon III), aurait été ensuite transformée, sur les instructions du sinistre chef de l'Okra-na, expert en faux, en *Protocoles des sages de Sion*, faisant de la sorte d'une seule pierre plusieurs coups, et avant tout de justifier les pogromes.

Dans sa seconde partie, Norman Cohn étudie le rôle historique du mythe des *Protocoles*. Après la révolution d'octobre 1917, un nouveau type de conspiration fut élaborée, celle-ci ju-

déo-communiste. Les *Protocoles* commençaient leur tour du monde. Il était logique que l'auteur s'attardât particulièrement à l'Allemagne, où ils allaient devenir la pièce maîtresse d'une idéologie d'extermination. La première édition allemande date de 1920. En 1933, date de la prise de pouvoir par Hitler, 33 éditions avaient vu le jour. Durant toute la durée de la République de Weimar, la propagande antisémite en Allemagne ne cessa de croître : revues, livres... Cohn montre longuement dans quel climat social, politique et psychique, le mythe, adapté aux données propres de l'Allemagne, à ses tendances profondes, en est arrivé à être mis au service de la propagande nazie et de l'idéologie « raciste ». La vision apocalyptique et manichéenne d'Hitler, livrée dans *Mein Kampf*, allait rencontrer l'adhésion de nombreux Allemands « traumatisés » par l'époque trouble et propice aux phantasmes et à la résurgence des forces obscures présentes au fond de l'homme. Rosenberg, Goebbels utilisèrent les *Protocoles* afin d'asseoir leurs théories et de convertir leurs concitoyens. On sait les résultats de leur entreprise.

André LAUDE.

UNE SAISON AU CONGO

Samy Pollatchek



Bachir Touré et Lydia Ewandé jouent Patrice et Pauline Lumumba.

Dans le courant des mois d'octobre et de novembre, le Théâtre de l'Est parisien présentera *Une saison au Congo*, du grand poète martiniquais Aimé Césaire, dans une mise en scène de Jean-Marie Serreau.

L'auteur du *Cahier d'un retour au pays natal*, des *Armes miraculeuses*, du *Discours sur le colonialisme*, de *Soleil cou coupé*, de *Corps perdu*, de *Et les chiens se taisaient*, de la *Tragédie du roi Christophe*, présente ainsi *Une saison au Congo* :

« L'AFRIQUE au temps du vertige, des indépendances reconquises. Et d'un seul coup, tous les problèmes : révoltes, putschs, coups d'Etat, chocs des civilisations, intrigues des politiciens, manœuvres des grandes puissances. Tout cela se donnant libre cours dans le champ clos du sous-développement.

• De temps en temps, une grande et haute figure. Au Congo, celle de Patrice Lumumba.

• Homme politique. Sans doute, le seul du Congo et le plus grand de l'Afrique. C'est qu'il y a en lui du voyant et du poète.

• Homme d'imagination, toujours au-delà de la situation présente, et par là-même de foi, il est aussi l'homme d'Afrique, le muntu, à la fois l'homme qui participe à la force vitale (le ngolo) et l'homme du verbe (le nommo).

• Aux prises avec les difficultés du monde moderne, le froid monde de la logique et des intérêts, il accomplit, en toute lucidité, son destin de victime et de héros. Valcu, mais aussi vainqueur.

• Se brisant contre les barreaux de la cage, mais aussi, y faisant brèche.

• A travers cet homme, homme que sa nature semble désigner pour le mythe, toute l'histoire d'un continent et d'une humanité se joue de manière exemplaire et symbolique.

• N'était-ce pas suffisant pour que l'on tentât d'évoquer cette prodigieuse carrière ? »



Archives

**ERHENBOURG
LE LUTTEUR**

« *J'é proclamerai toujours que je suis juif, tant qu'il restera sur terre un seul antisémite. Ce n'est pas le nationalisme qui me fait écrire cela, mais mon sentiment de la dignité humaine.* »

« *La foi incrédule m'est apparue parfois magnifique, parfois repoussante, mais toujours étrangère. De tous les apôtres, c'est Thomas l'incrédule qui me semble le plus humain.* »

Ilya Ehrenbourg n'est nulle part mieux dépeint que par lui-même dans ces deux phrases, dont la première fut déjà maintes fois citée. De l'âge de 14 ans, où il fut exclu d'une école moscovite pour « activités révolutionnaires », à sa mort, le 31 août dernier, il resta inébranlable dans ses convictions et ses actions ; et pourtant, il resta toujours ouvert au dialogue, à la confrontation, même. Pendant les pires moments de la guerre froide, il fut l'un des rares hommes grâce à qui les ponts ne furent jamais rompus entre intellectuels et artistes des pays occidentaux et socialistes. Prix Staline en 1947 pour *La Tempête*, fresque romanesque sur la seconde guerre mondiale, il garda toujours exposées chez lui, à Moscou, bien en vue, quelques-unes des plus belles œuvres de Picasso, Chagall, Soutine, Modigliani et quelques autres peintres que le « réalisme socialiste », alors triomphant en U.R.S.S., vouait aux ténèbres pour « dégénérescence ». C'est là une anecdote,

certes, mais elle dépeint bien l'écrivain à qui Moscou vient de faire des funérailles nationales.

Rarement intellectuel fut plus engagé dans les luttes de son siècle ; rarement œuvre littéraire aura été plus combattante — et cela sans schématisation, sans la moindre des puérilités qu'inflige si souvent l'art dit engagé. Des *Aventures extraordinaires de Julio Jurenito*, écrites à Paris en 1921, qui sont une sorte d'épopée picaresque de l'Europe en proie aux convulsions de l'après-guerre, au *Deuxième jour* (1934), chronique d'un plan quinquennal, à *Ils ne passeront pas*, sur la guerre d'Espagne, à *La chute de Paris* (1941), au *Dégel* (1954), qui annonça, bien avant le 20^e congrès du parti communiste russe et le rapport Khrouchtchev, la « déstalinisation », l'œuvre d'Ilya Ehrenbourg est une immense chronique du XX^e siècle.

« **Vous vous êtes
toujours battu** »

Ehrenbourg aimait beaucoup Paris ; il y vécut presque autant qu'à Moscou. Il y rencontra Aragon, Picasso, Eluard, les écrivains américains de la « génération perdue », Hemingway, avec qui il combattit en Espagne et dont il disait qu'il était « l'un des deux hommes qui lui avaient appris à vivre ».

Lorsqu'Hitler prit le pouvoir et que l'ombre du nazisme commença à menacer l'Europe, Ehrenbourg était à Paris ; il y milita activement, quoique étranger, aux côtés des antifascistes et des antiracistes français. La défaite de 1940 l'obligea à rejoindre Moscou, où il créa un « Comité juif antifasciste » qui allait contribuer à la mobilisation des énergies contre l'invasion hitlérienne.

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme fut, tout au long de ses 76 ans de vie, une de ses préoccupations principales. Quelques semaines avant sa mort, il eut un long entretien avec le journaliste italien Nerio Minuzzo ; lorsque furent abordés ces problèmes, Minuzzo le questionna plus précisément :

— « *Le premier à dénoncer l'horreur de Babi Yar n'a pas été Evtouchenko, mais vous, dix ans auparavant au moins. Personne ne met en doute le courage avec lequel vous vous êtes toujours battu contre l'antisémitisme, en Russie notamment.* »

— « *Je continue à haïr l'antisémitisme, répondit Ehrenbourg. C'est un sentiment fortement enraciné et complexe, un sentiment dont la disparition est lente partout dans le monde. En Russie aussi, naturellement. La politique peut se modifier en l'espace de vingt-quatre heures ; l'économie en l'espace de quelques années ; en revanche, la conscience individuelle évolue avec une immense lenteur.* »

Pierre LASNIER.

COLLECTION THÉÂTRE
dirigée par Luc de Goustine

Des œuvres neuves, un livre à jouer, à voir, à écouter. Tout un spectacle à mettre en poche.

ARMAND GATTI
V
comme
Vietnam

LILIANE ATLAN
Monsieur
Fugue
ou
le mal de terre

PIERRE HALET
La
butte
de
Satory

CHAQUE VOLUME 3 F
SEUIL



les livres

Le dossier des S.S.

par Reimund Schnabel. Librairie Académique Perrin (302 pages, 20 F).

« Ce livre est le dossier établi par les S.S. eux-mêmes au fil de leur activité, lorsque leur folie meurtrière tenait lieu de loi en Allemagne et dans une partie de l'Europe ». La courte préface de Reimund Schnabel donne le ton de son ouvrage, qui porte, en allemand, un titre plus « engagé » : *Mache ohne Moral, « Meurtre sans morale »*. Il s'agit d'une anthologie de discours de Himmler, de rapports de tortionnaires, de récits de mutilations, de relations d'expériences médicales sadiques sur les détenus; des photos aussi: tortures, pendaisons, images atroces prises par les S.S. eux-mêmes. Il est impossible de lire trois pages sans nausée, et pourtant c'est un livre indispensable, à l'heure où tant de tortionnaires sont redevenus d'honorables citoyens de la République Fédérale Allemande.

Le moindre mérite du livre n'est pas de commencer la relation des faits à 1933. Il rappelle, textes à l'appui, que les premières victimes des S.S. furent des Allemands eux-mêmes, juifs, communistes, socialistes et chrétiens. Dès 1937, le camp de Buchenwald était plein.

Israël et les Arabes

par E. Rouleau, J.-F. Held et J. Lacouture. Éditions du Seuil (187 pages).

Eric Rouleau et Jean-François Held — envoyés spéciaux du Monde en Égypte et du Nouvel Observateur en Israël — ont vécu la « guerre de six jours » dans les camps opposés.

Jean Lacouture a réuni devant un magnétophone les deux journalistes. De la confrontation de leurs expériences est né « Israël et les Arabes - Le 3^e combat ».

« Ce qui restera peut-être du cruel affrontement que nous avons tenté de relater, c'est une information réciproque, écrivent en conclusion les auteurs. Si douloureuse qu'en ait été, pour eux, l'affirmation, les Arabes ont pris conscience du fait israélien. Comment ignorer ce qui brûle ? Et les vainqueurs, eux, ont enfin découvert les Arabes. Victimes de l'oppression et du racisme, ils savent mieux désormais qu'ils ont pris pied dans un univers de la souffrance où ils ne survivront que si tous survivent ».

Le « troisième combat » aura-t-il été celui de la connaissance ?

Jean Lacouture, Eric Rouleau et Jean-François Held contribuent en tout cas à cette connaissance.

J.-P. S.



le théâtre

L'arme blanche

au Théâtre de l'Athénée.

Dans un décor simple et fonctionnel imaginé par Françoise Darne, une famille américaine moyenne: le fils (Alain Dorval), étudiant en science vétérinaire; une mère exclusive (l'admirable Katharina Renn); un père commerçant et soucieux du « qu'en dira-t-on » faussement patriotique (Jacques Rispal); une grand-mère quelque peu « ollé-ollé » (Mag-Avril); un grand-père centenaire (Julien Verdier), ces trois derniers faisant dans cette histoire — « L'Arme blanche » — de la figuration intelligente suivant l'expression de la mère; le maire (André Cellier) pour lequel les jeunes Américains qui se battent à des milliers de kilomètres de chez eux mènent le bon combat.

Le fils part mener ce combat. Il en revient, choqué.

L'auteur de la pièce, Victor Haim, a bien défini le sens de « L'Arme blanche » : « Il serait inexact de dire que « L'Arme blanche » est une pièce sur le Vietnam. C'est une pièce sur le visage actuel de l'Amérique en proie au Vietnam. »

Stephen revient donc de « là-bas », traumatisé.

Et il entreprend de faire « jouer à la guerre » les siens et le maire: sa mère sera une putain de Saïgon, son père, sa grand-mère et le maire seront des soldats américains (le dernier « jouera » aussi un vieillard vietnamien tué à coups de pieds), le grand-père enfin sera un avion: le jeu effrayera ses participants...

Le langage de Victor Haim est encore trop « théâtral » mais il nous semble que si « L'Arme blanche » ne prend pas toute sa dimension, c'est à cause de défauts de mise en scène (François Darbon pourrait facilement corriger sa présentation): ainsi le père est joué tout en extérieur — coups de gueule et gestes saccadés, et, surtout, le rythme du « jeu » n'est pas assez rapide: il fallait couper le souffle au public, ne pas lui donner le temps de rire de cette situation tragi-burlesque.

Il reste qu'on reparlera certainement de ce jeune auteur qui montre, avec « L'Arme blanche », qu'il sait aborder les situations de notre temps avec la connaissance des possibilités qu'offre le théâtre.

Ainsi, si le mot « Vietnam » n'est pas prononcé une seule fois, c'est peut-être tout simplement que Victor Haim a vécu la guerre d'Algérie, et que d'autres guerres coloniales que celle du Vietnam se déroulent de par le monde.



le cinéma

Vivre pour vivre

de Claude Lelouch, avec Yves Montand, Annie Girardot.

Les troupes hitlériennes parodent, impressionnantes de fanatisme. Les « affreux » s'entraînent, au fin fond du Congo, pour on ne sait quel futur coup de main; les soldats américains tuent et meurent au Vietnam. L'actualité la plus brûlante est au centre du film *Vivre pour vivre*, au centre de la vie du journaliste Colombo, incarné par Yves Montand, qui traque, pour *Cinq colonnes à la une*, aux quatre coins du monde, le fascisme, le racisme, la violence aveugle.

Pourtant, ce n'est pas l'actualité qui fait la trame de la vie de ce journaliste chevronné. Colombo est courageux, c'est indéniable, et n'hésite pas à payer de sa personne jusqu'à risquer sa vie pour son métier. Et s'il n'est pas comme on dit « engagé », il a quelques idées solidement ancrées sur la dignité de l'homme, la démocratie et l'esprit de responsabilité.

Mais cet homme, ce « type bien », est lâche devant sa femme, que chaque voyage est une occasion de tromper; il est lâche aussi avec son amante, qui le presse de trancher une situation conjugale minable et grotesque.

C'est là le véritable sujet du film: le clivage entre la vie privée et la vie publique, entre la vie individuelle et la vie sociale. Et ce qui gêne, c'est que ce clivage ne soit pas mieux saisi; l'important, pour Lelouch comme pour Collomb, c'est le débat entre l'homme et les deux femmes, et il est un peu pénible de voir arriver dans cette galère, un Vietnam dont il faut bien dire qu'il est, ici, « décoratif ».

Un sujet semblable fut déjà traité par le cinéma; ce fut *Hiroshima mon amour*, une œuvre forte où la comparaison d'un petit destin personnel et d'un cataclysme historique ne paraissait pas indécent. Dans *Vivre pour vivre*, on est quelquefois gêné.

L'œuvre est par ailleurs jolie, agréable, figolée. C'est du « qualité France ». C'est peu, sans doute, lorsqu'on devine les ambitions qui l'ont fait naître. C'est hélas beaucoup si on la replace dans la médiocrité actuelle du cinéma français.

Georges CHATAIN.



les disques

Une fleur pour Monsieur Brel

A une époque où le libre-penseur est traité d'anarchiste, où l'antimilitarisme — fût-il de Carpentras — sera étiqueté « Hippy », où le bruit devient de la musique, où l'art est un mot fourre-tout qui couve, pour mieux nous surprendre sans doute, toutes les élucubrations, la chanson tente enfin de sortir de cet état de prostitution où elle était tombée depuis trop longtemps déjà.

Dans cette grande épicurie qui conditionne l'auditeur en général et la jeunesse en particulier, afin de mieux le faire danser sur « sa » musique, la tentation est forte de faire de l'argent avec tout...

Et, pour un Déserteur, que de délinquants manifestes contre la guerre, la ségrégation, la dictature. Que reste-t-il aujourd'hui, quelques semaines à peine après leur sortie en disque, des grandes phrases de pseudo-Américains exploitant la veine du jour en des traductions fantaisistes



Et soudain, au milieu de tout ce bruit — sans bruit, elle — une chanson jaillit, explose comme une réponse à tous les clichés éculés qui prônent la fraternité: *Fils de...*

Et l'on n'est pas surpris d'y reconnaître la patte de Jacques Brel (Barclay 71118) et sa signature près de celle de G. Jouannest.

« Tous les enfants sont comme les [vôtres...] »

Le même sourire les mêmes [larmes.]

Les mêmes alarmes, les mêmes [soupirs...]

Tous les enfants sont comme les [tiens...] »

Il faut écouter cette chanson toute de nuances et de vérités, cette complainte lancinante comme une rengaine de manège, si prenante qu'elle vous oblige à réfléchir...

La poésie de Brel, on la connaît depuis *Le plat pays* (Barclay 80173), son ironie mordante éclate dans *Les Jardins du Casino* (Barclay 80243) et sa cruauté d'observateur impitoyable nous a tourmenté longtemps avec *Ces gens-là...* (Barclay 70900).

Bernard SANNIER-SALABERT.



la poésie

Richesse humaine

Dans sa significative revue *Ariane* (1), Marguerite Grépon introduit bellement un riche panorama de la poésie féminine. Mais, après *Femmes des longs matins* (2) d'Andrée Sodenkamp, il faut dire que le poète attendu de Simone de Beauvoir est venu; cette femme au génie d'homme et dont au 60^e anniversaire de la mort de Baudelaire, l'inspiration ne nous apparaît pas moins vaste ni la race stylistique moins certaine que les siennes. Mais écoutez:

Femmes des longs matins, mes belles [amoureuses Dont le nom s'attardait à la bouche [des morts Qui falsiez du malheur une brûlante [rose Et déchiriez le temps entre vos ongles [d'or...]

Andrée Sodenkamp, de Belgique, l'un des plus grands poètes français. Mais à propos du centenaire de Baudelaire, je voulais vous inviter à lire le riche numéro spécial de la *Table Ronde* (3), et surtout de Pierre Emmanuel, la pénétrante étude *Baudelaire dans « Les écrivains devant Dieu »* (4).

La revue *Traces* (5), sous une humble présentation, livre du talent et de la richesse humaine. « Qualité d'abord ! » Ses éditions en attestent avec *Onze poèmes* de F.M. Lavour mais surtout avec *Le poème du Pays Qui a Faim* de Paol Quéinnec, dont la chaleureuse jeunesse pénètre. J'aurais tant voulu entrer simplement

essuyer mes sabots sur le paillason [de la porte et vous parler.]

Ce militant de la fraternité est le chantre épique de la détresse bretonne.

Nous sommes un peuple — de rien — et qui avons faim. Trente pages en galop de feu. Un poète dont la terre a besoin pour mûrir Terre des Hommes.

Jean CUSSAT-BLANC.

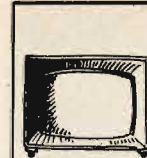
(1) 27, boulevard des Italiens, Paris.

(2) André de Rache éd.

(3) 23, rue du Renard, Paris.

(4) Desclée de Brouwer.

(5) 44 Le Pallet.



la télévision

Vive la couleur !

La télé-couleurs est donc née. Autour de son berceau, les amis ne manquent pas qui lui promettent un avenir exceptionnel et brillant. Il faut dire que son arrivée a suscité pas mal de remous: il a fallu ouvrir de nouveaux studios à Issy-les-Moulineaux, aux Buttes-Chaumont, à Cognac-Jay, équiper des cars, fabriquer toute une gamme de matériels nouveaux, former un personnel spécialisé, discuter avec tous les pays du monde, passer des accords avec les utilisateurs du SECAM, mettre au point un procédé de transcodage pour communiquer avec les utilisateurs du système P.A.L. Bref, la télévision en couleur, à peine née, a déjà bouleversé les habitudes de l'homme moderne: les financiers doivent réviser leurs budgets, les artistes adapter leurs créations à la technique nouvelle et repenser les rapports entre l'image et le son, etc.

Il est permis de penser que la télé-couleurs sera pendant longtemps un luxe que seuls pourront se payer quelques milliers de privilégiés. Quand bien même les prix des récepteurs baisseraient de 50 %, elle resterait toujours un luxe. Aussi, tout en restant très optimiste sur l'avenir de la télé-couleurs, il est très important au moment de son avènement de ne pas délaïsser sa sœur aînée, la télé noir et blanc. « Les émissions noir et blanc ne seront pas sacrifiées » a affirmé M. Dupont, directeur général de l'O.R.T.F., lors d'une récente conférence de presse. On ne peut que se féliciter d'une telle assurance. On aimerait qu'elle soit confirmée par un plan de production d'œuvres de prestige en noir et blanc. Les images en noir et blanc ont encore une longue, une très longue carrière devant elles. Dans certains domaines elles ne risquent même pas la concurrence de la couleur. En outre, l'état de l'infrastructure des émetteurs, relais, et la nature des récepteurs font que 40 % des téléspectateurs sont en mesure de capter les émissions de la 2^e chaîne.

Saluons donc la naissance de la télé-couleurs. Souhaitons que se multiplient les possibilités d'accès du public aux postes de couleurs (le rôle des télé-clubs devrait être renforcé). Mais demandons que la première chaîne diffuse encore de grandes œuvres en noir et blanc et qu'elle permette à tous de regarder des réalisations telles qu'*Antoine et Cléopâtre* de Jean Prat, *Bajazet* de Michel Mittrani, *Jacquou le croquant* de Stelio Lorenzi, *Baudelaire* de Max-Pol Fouchet, etc. Il serait très fâcheux que l'apparition de la couleur signifie la disparition des principales œuvres de qualité pour les 60 % de téléspectateurs français qui ne possèdent que la première chaîne.

Jean COMTE.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

B IEN des publications plus puissantes que « Droit et Liberté » ont dû cesser de paraître en raison des lourdes charges qui pèsent sur la presse. Si notre mensuel a pu, depuis 1949, faire rayonner les Idéaux du M.R.A.P. et appuyer son action, c'est grâce au dévouement inlassable de nos militants qui le diffusent et recueillent des abonnements, à la multiplicité des concours dont bénéficie la rédaction, à l'attachement de nos lecteurs qui se font, eux aussi, très souvent nos propagandistes.

Le pas franchi au début de 1967 en créant la nouvelle formule représentait une mesure audacieuse. Il était apparu que nous pourrions toucher ainsi plus largement l'opinion publique, dont l'intérêt pour le problème du racisme ne cesse de s'étendre. Et nous comptons, plus encore que par le passé, sur l'aide active de nos innombrables amis connus et inconnus.

A U dixième mois de cette expérience, le bilan est tout à fait encourageant. La nouvelle formule a été accueillie partout avec intérêt et sympathie. Des milliers de nouveaux abonnés nous ont rejoints. La vente dans les kiosques, bien qu'encore très limitée, a progressé. L'apport de la publicité s'avère prometteur.

Mais est-il besoin de souligner que le budget de « Droit et Liberté » reste en déséquilibre après comme avant la nouvelle formule, et que le M.R.A.P. doit aider à combler les besoins accrus de sa revue ?

Assurer l'existence de **Droit et Liberté** est une tâche essentielle pour notre Mouvement. Mais il en a d'autres qui prennent toujours plus d'ampleur. Préparer des manifestations comme celle du 5 décembre dernier contre le néonazisme ou le retentissant meeting du 12 juin à la Mutualité, assurer la tenue de dizaines de réunions à travers la France à l'occasion de la Journée Internationale contre le racisme, être présents partout en multipliant nos comités locaux, tout cela représente des dépenses énormes et pourtant indispensables. Encore devons-nous, chaque jour, limiter notre action faute de moyens suffisants pour l'étendre et la rendre plus efficace.

D'OU vient l'argent ? Pour « Droit et Liberté », des abonnements, de la vente et de la publicité. Pour le M.R.A.P., des cotisations, des dons et collectes, des galas, des subventions (encore trop peu nombreuses) de municipalités, des bons de soutien donnant lieu à une diffusion annuelle qui est en cours actuellement.

Si nous posons ce problème, c'est parce que, trop souvent, des comités, des amis du M.R.A.P., même proches, l'ignorent ou la négligent. Il est pourtant, si l'on peut dire, aiguë et chronique à la fois. Le remède, c'est tout d'abord le geste personnel de chacun, mais aussi et surtout, l'effort pour faire connaître nos réalisations et susciter l'appui des antiracistes qui nous entourent. Ils sont légion ; et si nous avons à les remercier de leur générosité, eux aussi nous remercieront à leur tour de l'opportunité qui leur aura été donnée de prendre part à notre combat.

VENCE : LA PAROLE ET LE GESTE

R OGER CARACACHE, secrétaire général de la Maison des Jeunes et de la Culture de Vence, nous communique les manifestations qui se sont déroulées là-bas à l'occasion de la Journée pour l'élimination de la discrimination raciale : projection de « Come back Africa » suivie d'un débat, concours de dessins pour les moins de 15 ans sur le thème : « Printemps pour tous les enfants du monde », exposition de documents, table ronde avec la participation de personnalités.

Ces différentes manifestations ont eu pour conséquence immédiate l'organisation de cours d'alphabétisation. « Il faut peu d'efforts pour se dire contre le racisme, applaudir les manifestants et rentrer tranquillement chez soi, la conscience en paix, écrit Roger Caracache. Nous avons voulu — et nous avons réussi — dépasser ce stade. Depuis le mois de mars, la Maison

des Jeunes et de la Culture de Vence donne des cours d'alphabétisation à 40 Nord-Africains. Les moniteurs sont au nombre de 12 (jeunes usagers de la M.J.C. et quelques enseignants bénévoles). Nous allons dans les prochains mois provoquer une réunion de tous les moniteurs d'alphabétisation du département pour échanger nos problèmes, examiner les solutions, étudier les résultats. Et peut-être essayer de créer un comité départemental de lutte contre l'analphabétisme plus particulièrement axé sur les questions de formation d'animateurs bénévoles ».

A présent, jeunes Français et jeunes Nord-Africains fréquentent la M.J.C. de Vence, fraternellement mêlés.

On ne saurait trop se réjouir des initiatives de nos amis de Vence qui ont « fait suivre la parole du geste » comme le dit notre correspondant.

Leur exemple sera-t-il suivi ?

LES ACTIVITÉS DES COMITÉS LOCAUX

Lors de sa réunion du 27 septembre, le Comité du M.R.A.P. du XVIII^e à Paris a décidé de prendre contact avec les élus de l'arrondissement pour examiner les moyens de faire aboutir les propositions de lois antiracistes déposées au Parlement.

Le Comité de Montrouge se réunira le 3 octobre pour établir un plan d'action pour la prochaine période. Des réunions sont également annoncées dans le V^e le XX^e et le XI^e.

Le 4 octobre aura lieu une réunion des dirigeants de l'ensemble des Comités de la région parisienne.

CHARLES PALANT A BRUXELLES

Charles Palant, secrétaire général du M.R.A.P., participera le 12 octobre, à Bruxelles, à une soirée commémorative des rafles organisées par les nazis contre les juifs. Il assistera également à une réunion du Conseil National du M.R.A.X. (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie).

UN MOUVEMENT ANTIRACISTE EN SUISSE

Un Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, collaborant avec le M.R.A.P. français, est en voie de création en Suisse. Sa première initiative a été de lancer une enquête sur les préjugés raciaux dont les résultats seront communiqués prochainement.

Nous souhaitons plein succès à nos amis helvétiques.

LE CARNET DE D. L.

MARIAGES

Nous avons le plaisir d'annoncer le mariage de Mlle **Monique PINARD**, collaboratrice du secrétariat du M.R.A.P., avec M. **Maamar KHELLAF**. Nous leur présentons nos félicitations et nos vœux les meilleurs.

Nos félicitations et nos vœux également à notre ami **Bernard MARTIN**, dont le mariage vient d'avoir lieu à Toulouse, avec Mlle **Gisèle HADJADJ**.

NOS DEUILS

Nous avons appris avec émotion le décès de M. **Fara DIA**, à l'âge de 41 ans, au mois d'août dernier. Que Mme Fara Dia et sa famille trouvent ici l'expression de notre douloureuse sympathie.

Nous avons appris le décès du Dr **Harry KAGANOFF**, président de la Fédération des Associations d'anciens combattants et volontaires juifs. Nous exprimons à sa famille, ainsi qu'à la Fédération, nos sincères condoléances.

Nous avons appris avec émotion le décès de notre ami **Jacques BILLIET**, journaliste, président de la F.I.J.E.T. (Fédération internationale des journalistes et écrivains de Tourisme). Jacques Billiet collabora à plusieurs reprises à **Droit et Liberté**. Nous exprimons à sa famille et à la F.I.J.E.T. notre sympathie sincère.

CONFÉRENCES

● **Charles Palant**, secrétaire général du M.R.A.P., a fait un exposé devant une assemblée de l'Association des Bessarabiens en France sur le thème « Problèmes de la paix et du racisme à l'heure actuelle ».

● Notre ami, M^{re} **Nicole Rein-Clément**, a fait un exposé suivi de débat sur les travailleurs immigrés en France, le 28 septembre, au Centre Jean-Christophe, à Vezelay.

Notre exposition voyage

L'exposition du M.R.A.P. sur les différents aspects du racisme et de la lutte antiraciste a été présentée pendant une semaine, du 18 au 23 septembre par le Comité d'entreprise de Sud-Aviation à Suresnes, puis du 25 au 30 à Courbevoie.

11-12 novembre

CONFÉRENCE NATIONALE

Le M.R.A.P. organise une conférence nationale, qui aura lieu les 11 et 12 novembre à Paris.

Au cours de cette importante rencontre à laquelle participeront de nombreux militants et responsables du Mouvement, il sera débattu des divers problèmes posés par le développement de l'action antiraciste : orientation de nos efforts, expérience des comités locaux, méthodes d'implantation, rôle et utilisation de « Droit et Liberté », finances, etc.

Une partie des travaux sera consacrée à la préparation de la 2^e Journée Internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Il sera également procédé à l'élection annuelle des organismes dirigeants du M.R.A.P.

mrap

BULLETIN D'ADHÉSION

Approuvant le combat de « Droit et Liberté » et désireux de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix,

J'ADHÈRE AU M.R.A.P.

Nom Prénom

Profession

Adresse

Je vous envoie, à cet effet, la somme de (1).

Je souhaite (2) :

- recevoir une documentation complète sur le M.R.A.P.
- être invité à ses réunions et manifestations,
- participer à l'un de ses Comités locaux ou professionnels.

(1) De 1 à 10 F : Ami du M.R.A.P. ; de 11 à 50 F : Souscripteur ; de 51 à 200 F : Donateur ; au-dessus de 200 F : Bienfaiteur.
(2) Rayer les mentions inutiles.

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX (M.R.A.P.)
30, rue des Jeuneurs - Paris (2^e) - Téléphone : 488-09-57 - C.C.P. : 14-825-85 Paris

DANS NOTRE



COURRIER

QUE LES GRANDES PUISSANCES S'ENTENDENT

Français, résidant à Munich, j'approuve entièrement une ouverture de négociations entre les quatre Grands et les gouvernements intéressés pour la solution équitable dans le conflit qui oppose les nations arabes à Israël. Cette négociation servirait non seulement la cause d'Israël, sans cesse menacée, mais contribuerait au maintien de la paix du monde qui est également en danger. Encore faut-il que les grandes puissances veuillent bien s'entendre.

Jean ENGELHARD
Munich.

LE DELIRE RACISTE

Je vous écris car cette guerre-éclair, heureusement

gagnée par Israël, me semble, outre les intérêts économiques et les manœuvres des grandes puissances qui ont pu la favoriser, avoir été grandement déterminée par le racisme, le mépris de l'autre, de celui qui est différent.

En effet, les Arabes proclamaient bien haut leur volonté d'exterminer Israël. En France, cependant, un certain racisme anti-arabe — séquelle possible de la guerre d'Algérie — se manifeste; en particulier chez ceux qui en d'autres temps eussent été antisémites. Le quartier juif et les lieux du culte sont saccagés par une foule haineuse à Tunis. Enfin, aux États-Unis, « le racisme de peau » se montre à nouveau fort inquiétant. Pour résumer mon propos, je tiens à vous signaler que la période qui vient de s'écouler révèle combien est fautive l'idée d'une diminution du délire raciste (dont l'antisémitisme n'est qu'un aspect) de par le monde. Ceci est bien entendu une opinion individuelle, probablement entachée de subjectivité et d'affectivité.

Néanmoins connaissant le juste combat que vous poursuivez depuis de longues années, je sollicite l'honneur de faire partie de votre Mouvement.

Jacques ASCHER,
Marcq-en-Barœul (Nord)

UN TABOU

Dans mon milieu, le racisme est un sujet dont on n'ose pas parler, presque comme d'un tabou sexuel. D'ailleurs, la majorité ne l'est pas et la minorité qui l'est est trop bien policée pour le montrer.

H. BENHAMZA,
La Courneuve

LE MALHEUR DE UNS

Permettez-moi une simple réflexion à propos de ce qu'écrivit un de vos lecteurs, M. Wolfman (« Droit et Liberté », n° 262, page 37) : « On ne vaincra pas le racisme dans une société où le malheur des uns est la condition du bonheur des autres ».

Le malheur est que ces « autres », terriblement gâtés par le progrès, sont, comme les enfants gâtés,

devenus insatiables. Ils se forgent toujours (la mode et la publicité aidant) des besoins factices. Jamais ils n'estimeront leur bonheur suffisant et toujours ils seront tentés de l'accroître aux dépens d'autrui.

A l'origine de cette fâcheuse disposition il y a peut-être une sorte de contre-éducation. On vantait autrefois l'individu économe qui épargnait assez pour s'assurer une vie décente dans ses vieux jours. Maintenant, on dit : « Achetez le plus possible pour activer l'expansion économique », et, ainsi, on nous habitue à ne nous priver de rien. Ne serait-il pas plus sage de limiter cette expansion de la production aux articles (suffisamment nombreux) dont le monde a un réel besoin.

F. TISSIER,
28 - Châteaudun.

LES ISOLER

Je lis dans votre numéro de mai l'écho « Encore des violences », sur les incidents d'Aix-en-Provence, où je suis étudiant. J'étais présent aux bagarres de février, et j'ai souffert: au physique, d'avoir été brutalisé par des distributeurs de tracts; au moral, de voir mes camarades rapatriés d'Algérie (je suis de Constantine) appuyer les campagnes des « nationalistes » et autres royalistes.

L'agression contre le film du Mouvement de la Paix, en janvier, n'est pas un fait isolé. La même chose s'est produite à Grenoble, paraît-il, en juin. En février 66, à Aix, une manifestation pour la paix au Vietnam, à laquelle je participais, a été attaquée sur le Cours Mirabeau par une centaine de nerfis avec banderoles « Viet-Cong assassins » (sic) et « Action Française », dirigée par des « professionnels » venus de Marseille et des meneurs étudiants bien connus des démocrates.

Dès ce moment, j'avais tenté avec un groupe de camarades de mettre les Aixois en garde contre les agitateurs en les désignant nommément au mépris public. Mais nous n'avons pas été suffisamment entendus.

Le groupuscule le plus ouvertement fasciste, la F.E.N., avait en effet disparu d'Aix en tant que mouvement étudiant. Restait toutefois l'Action Française, qui l'a remplacé, avec son intolérance

habituelle, par les méthodes que vous dénoncez.

Elle en est maintenant à se vanter de monter des sessions régionales, dans un petit bulletin d'informations locales (« Ordre provençal », n° 14) à Sainte-Maxime. « Des étudiants venus des quatre coins de la Provence » se réunissent pour écouter « le responsable des étudiants de l'U.R.P. se déclarer satisfait de voir l'A.F. partout présente » et des orateurs marseillais, niçois et parisiens développer les thèmes maurrassiens trop connus, avant un repas très évocateur avec « chants parachutistes et chants traditionnels d'A.F. » (on voit le genre), pour « se séparer décidés à poursuivre le combat ».

Protester ne suffit pas. Il faut réfuter ces gens publiquement, les isoler avant qu'ils ne soient assez influents pour étouffer notre voix, ce dont ils rêvent chaque semaine dans « Aspects de la France ».

Jean-Claude C.
Aix-en-Provence.

DE NOMBREUX JEUNES

En réponse à votre appel pour obtenir un règlement pacifique à la crise du Moyen-Orient, nous vous faisons parvenir quelques signatures que j'ai pu recueillir dans l'heure qui a suivi la réception de votre envoi. Nous sommes à côté de vous pour faire entendre nos voix auprès des gouvernements intéressés. De nombreux jeunes nous rendant visite, il nous serait possible de les faire participer à cet appel.

Jean-Claude ORPI
J.S.F., Paris-9^e.

LES PERSECUTIONS ANTIJUIVES

Je vous serais très obligé de me dire ce que vous pensez des persécutions dont sont l'objet des Juifs vivant dans certains pays arabes.

Approuvez-vous les incendies de synagogues? Approuvez-vous les dépossessions, les destructions de locaux de travail et d'habitation suivies d'arrestations par les autorités, des Juifs de Tripoli et de Benghazi? Approuvez-vous le parquage de ces Juifs dans de véritables camps de concentration

avec des rations alimentaires insuffisantes? Rendez-vous responsables les Juifs de Tripoli de la politique et des actes du gouvernement de l'Etat d'Israël? Soutenez-vous inconditionnellement les actes des gouvernements arabes?

Ne croyez-vous pas que des questions doivent être posées et que des réponses doivent être données par le M.R.A.P.?

Dr D. Samuel,
93 - Epinay-sur-Seine.

Toutes les exactions dont ont pu être victimes les Juifs dans les pays arabes constituent d'intolérables scandales, même si l'on tient compte du climat passionnel qui n'a pas non plus épargné ces pays.

Nous avons vigoureusement protesté contre tous ces incidents. Il suffit pour s'en convaincre de lire les derniers numéros de « Droit et Liberté ». Et nous ne soutenons inconditionnellement aucun gouvernement. Nous flétrissons tous les actes inhumains commis au Moyen-Orient au cours de cette crise dramatique.

DEÇU...

J'ai le regret de vous informer que la position prise par votre Mouvement lors du récent conflit israélo-arabe m'a paru plus qu'équivoque. En effet, votre demi-soutien aux soi-disant dirigeants « progressistes » arabes, qui n'ont pas caché leur intention de massacrer 2,5 millions de nos frères, m'a profondément déçu.

Mais je tiens tout de même à vous faire savoir que je reste abonné à votre Journal.

M. ROZA,
Paris-10^e.

DANS LE CALME

J'approuve votre appel pour la paix au Moyen-Orient.

Devant tant d'attitudes passionnées et de manifestations à sens unique, il convient de garder son sang-froid pour qu'une solution soit trouvée dans le calme, à ce douloureux problème.

Vous pouvez compter trois personnes dans ma famille qui sont de cet avis.

MARCHAND
Saumur (Maine-et-Loire)

Soyez remerciés pour votre appel à la simple sagesse et au bon sens contre la folie et le fanatisme de la passion. La guerre est le plus grand des maux, la plus criante des injustices.

Jeanne ALEXANDRE
Paris

TROP NEUTRE

Je vous adresse, comme chaque année, le montant de mon abonnement à **Droit et Liberté**. Mais j'hésite à vous apporter un soutien plus efficace du fait de votre attitude trop neutre dans le conflit du Moyen-Orient. J'ai attendu votre numéro de juillet-août, mais votre position reste incertaine avec une nette tendance pro-israélienne.

Or, l'antiracisme ne s'applique pas qu'aux Juifs, mais aussi, surtout même, aux peuples qui ont le plus souffert et qui ne sont pas quelques millions, mais des centaines de millions: tous ces Arabes qui ont été massacrés, volés, affamés, réduits en esclavage, depuis et pendant des siècles, par les Occidentaux (sans compter les Jaunes, les Noirs et les Indiens). Ce sont ceux-là les plus préoccupants, étant les plus nombreux et les plus misérables.

N'étant ni juive, ni arabe, n'appartenant et n'ayant jamais appartenu à aucun parti, ni à aucune religion, il me semble normal que le M.R.A.P. soutienne les victimes contre leurs agresseurs, quels qu'ils soient et quelles qu'en puissent être les conséquences.

Or, en jugeant froidement sur les faits passés, lointains ou proches, il est impossible de ne pas conclure à l'agression permanente de ce « petit » Etat d'Israël qui, depuis sa création, a été déjà condamné 11 fois par le Conseil de sécurité ou par l'O.N.U. En y ajoutant la guerre préventive d'agression du 5 juin, cela devrait faire 12 cas de non-respect de la morale internationale, indiscutables.

Il ne faut pas s'imaginer que tous les Juifs sont pro-israéliens. Mes amis Juifs ne le sont pas. Il ne faut pas se laisser impressionner par l'hystérie anti-arabe savamment créée, organisée, orchestrée par la presse et la télévision occidentales, appuyées par des « collabos » jadis pro-hitlériens et O.A.S.

En dehors de palabres maledroites et inefficaces de certains extrémistes arabes, démenties et reniées officiellement, annulées par les déclarations dignes et mesurées de Nasser, rien de grave n'a pu être reproché

à ces peuples de la R.A.U. dont la modération dans cette affaire a été remarquable, compte tenu de leur légitime révolte devant la négation de leurs droits.

Que le M.R.A.P. fasse passer son rôle de démystificateur avant celui de conciliateur indulgent.

Vous avez des excuses dans votre hésitation. D'autres ont été assez lâches.

Gisèle BOUCHARD,
92 - Vanves.

Répetons, pour ceux de nos correspondants qui souhaiteraient voir le M.R.A.P. engager une action politique, ce que nous écrivions dans notre dernier numéro: face au conflit israélo-arabe, comme devant toute atteinte à la paix, la vocation d'un Mouvement comme le nôtre est d'œuvrer à une solution pacifique et juste, d'éclairer les problèmes posés, de rechercher ce qui peut rapprocher les peuples, et non d'attiser les haines et les oppositions. Nous devons, entre les hommes, entre les peuples, susciter la compréhension, le respect mutuel des droits et des aspirations légitimes de chacun. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire dans la dernière période, sans céder aux passions et aux pressions partisanses, avec objectivité et amitié.

DE TOUT CŒUR...

De tout cœur, je signe votre appel.

Qu'on arrête au plus tôt cette nouvelle tuerie. Le conflit vietnamien a assez duré pour gêner le visage du monde... Et toujours les mêmes situations: c'est l'autre qui a commencé. Et toujours, en sus des problèmes brûlants, de nouveaux surgiront.

Renée MARCEL-MARTINET
Paris-15^e.

Je vous assure de toute ma sympathie devant les événements actuels.

Elle BARENFIELD
Paris-2^e.

Mes félicitations pour les activités du M.R.A.P.

Docteur A. HAYM
Paris-3^e.

Je trouve votre appel pour la paix et je vous donne de tout cœur ma signature ainsi qu'un petit chèque pour participer aux frais de cette campagne. Votre position de travail lucide et courageux pour la paix et contre la haine aidera, je l'espère, à trouver un jour une solution conforme au bien commun de nos amis Juifs et arabes.

H. ANTOINE-MAY
Meudon (Hauts-de-Seine)

J'admire avec quel cran et fermeté le M.R.A.P. prend défense pour l'homme opprimé.

R. KAATEU,
Bouloufarris (N.-Calédonie).

J'ai seize ans, je viens de m'abonner à votre journal et son objectivité m'a émerveillée; il soulève chaque problème avec une passion sincère et dépourvue de haine. C'est bien le journal de la Paix!

Je vous remercie d'avoir créé ce mouvement, je vous remercie au nom de tous les opprimés.

Michèle NIEDZVIEDZ
Paris-11^e.

PAS D'EXCOMMUNICATION

Nul ne nie que les intérêts économiques et politiques ne soient à l'origine du conflit, mais nous savons que le racisme peut apparaître très vite; un anti-nassérien peut facilement devenir anti-arabe, et un anti-israélien risque fort de prendre des attitudes anti-sémites.

C'est pourquoi il appartient aux membres du M.R.A.P. d'être encore plus vigilants que dans les autres conflits. Si on a pu parler de déchirement au sein du M.R.A.P. même, c'est que pour la plupart d'entre nous l'adhésion au M.R.A.P. n'est qu'une partie de notre combat pour une société meilleure, plus juste et pacifique. C'est pourquoi le M.R.A.P. rassemble des membres de partis, d'idéologies, de religions extrêmement variés, qui dans cette affaire ont pris des positions radicalement opposées.

En dehors des mouvements racistes avoués ou prouvés, le M.R.A.P. n'a pas à prononcer d'excommunication. Le passé nous a montré qu'en matière de racisme les « bons » d'un jour pouvaient devenir les « mauvais » du lendemain.

La tâche de chaque adhérent du M.R.A.P. est d'aider les autres à prendre conscience que de chaque côté, ce qui est en cause, ce sont des hommes, et non des abstractions en « -isme » des hommes à aider, non à juger.

B. REMY
Nancy.
(Meurthe-et-Moselle)

«**L**E titre m'a été donné par l'étude docteur Minkovski parue dans *Le Temps vécu*. La pièce part de l'observation d'un cas clinique : il s'agit d'un malade effrayé par la multiplicité des choses pour qui, par exemple, il y a trop de gares, trop de trains, trop de tickets, trop de timbres, trop d'enveloppes, et qui a surtout peur des restes, de tout ce qui traîne, de l'eau et du vin qui restent au fond des verres, des mégots, des détritrus, etc. ».

« Le héros de la pièce est le directeur d'une fabrique en Afrique du Sud ; il est manœuvré par son père et sa femme qui veulent le chasser de la fabrique et qui agissent de manière telle qu'il en arrive à tuer un Noir parce qu'ils lui mettent dans la tête que les restes, ce sont les noirs qui les déposent à son intention, contre lui, John Brown. Devant sa porte, il y a des excréments où je ne sais quoi de semblable, et ce sont les noirs, lui dit-on, qui ont fait cela. Alors il tue un noir en s'excusant de n'en tuer qu'un seul... Et toute la pièce est le procès où chacun voudrait le voir acquitté... ».

Arthur Adamov présente ainsi *La politique des restes*, dans *Scène - Saint-Denis*, la revue du Théâtre Gérard Philipe, qui va jouer la pièce à partir du 26 octobre.

Au début, John Brown s'explique ; les témoins défilent, dont le docteur Perkins, qui soigna le meurtrier dans son centre psychiatrique, et qui l'affirme guéri. A mesure que se déroule le procès, le ton monte ; alors que tout le monde est prêt à l'indulgence — à la complicité, plutôt — sa psychose regagne peu à peu John Brown. Il faudra l'interner, en fin de compte : il serait capable de tuer des blancs !

La Politique des restes a été publiée aux éditions Gallimard. L'extrait que nous publions ici avec leur aimable autorisation se situe vers la fin de la pièce : les magistrats vont plaider.



Dessin de Daumier

LA POLITIQUE DES RESTES

LA DEFENSE : Je demande la parole.

LE PRESIDENT : Vous l'avez.

LA DEFENSE : Je tiens à rappeler que Tom Guinness a été condamné deux fois ; la première fois à un mois de prison avec sursis, pour s'être assis dans une salle d'attente réservée aux blancs seuls ; la seconde fois, à trois mois de prison ferme pour avoir uriné dans un W.C., réservé aux blancs seuls également.

JOHNNIE : Et il y était seul, dans ce W.C., ou avec ses enfants, ses cinq, ou dix, ou quinze enfants ? Et combien de sciures, de pelures, d'ordures ont-ils tous déposées dans tous ces W.C. ? Ils ont dû en déposer pas mal, hein ?

LE PRESIDENT (*qui, pas plus que l'Avocat général et la Défense, ne souhaite — comme on l'a déjà remarqué — que Johnnie délire plus longtemps, qui trouve même qu'il a déjà déliré un peu trop longtemps*) : La parole est à M. l'Avocat général.

L'AVOCAT GENERAL : Je serai bref. Cette affaire, selon moi, s'apparente à un crime passionnel. J'entends par là que M. Brown a ressenti avec une violence particulière ce que chaque citoyen de notre Etat ressent, mais généralement à un degré moindre. Il a tiré sur le noir Tom Guinness, se sentant ou se croyant menacé, mais aussi, mais surtout, effrayé par la prolifération sans cesse grandissante, il faut bien le reconnaître, des noirs dans notre Etat. Ne vient-il pas, tout à l'heure, de faire allusion à cette prolifération, au sujet de la famille nombreuse de la victime, déposant ses ordures ? En d'autres termes, si John Brown a commis un homicide, c'est, naturellement parce que son caractère nerveux, emporté, le prédisposait à la violence, même sous sa forme la plus répréhensible ; mais il ne faut pas oublier non plus que cette nervosité, cet emportement, cet exercice illégitime, et, j'y reviens, répréhensible, de la violence, lui ont été dictés essentiellement par le souci ombrageux, exagéré, et même dévoyé, je vous l'accorde, mais sincère, non seulement de ses propres intérêts et de ceux des siens, mais aussi des intérêts, légitimes, de notre Etat. Seulement — et cela aussi, je tiens à le redire — un crime, même passionnel, et quel que soit par ailleurs le bien-fondé des intentions, n'en demeure pas moins un crime, et, partant, doit être, d'une certaine manière, puni comme tel. (*Pause, puis, très grave*). Je requiers pour M. Johnnie Brown sept mois de détention criminelle avec sursis...

JOHNNIE (*au comble de l'agitation, et que la Défense, très agitée aussi, n'essaye même pas de calmer*) : Sept mois de détention criminelle ! Vous y allez un peu fort, monsieur l'Accusateur général !

L'AVOCAT GENERAL (*peiné*) : Vous ne m'avez pas bien compris... J'ai dit : avec sursis, M. Brown.

JOHNNIE : Oh, mais j'ai compris, très bien, trop bien compris ! Il n'aurait plus manqué que ça, de me mettre en taule illico, parce que j'ai zigouillé un nègre... Mais on me dit, on m'avertit gentiment, charitablement, que si par hasard je me mettais à zigouiller un autre nègre, à me défendre contre un autre nègre — ou du reste n'importe qui — je pourrais alors très bien me retrouver au cabanon, ou en prison, ou... je ne sais où, et cela pendant que ma fabrique, fusionnant, ou plutôt disparaissant...

L'avocat général essaie de calmer Johnnie.

LA DEFENSE : Je demande la parole.

LE PRESIDENT : Vous l'avez.

LA DEFENSE : Je tiens d'abord, messieurs, à établir ma bonne foi... Je ne conteste pas que M. Brown ait eu des impulsions violentes, et quelquefois même dangereuses. Mais s'il a eu de telles impulsions, il a eu aussi, il a toujours, un passé. Et ce passé est le passé d'un homme riche, honorable, respectable, d'un homme qui non seulement ne connut pas la moindre égratignure à son casier judiciaire, mais encore exerça — aussi longtemps que ses forces le lui permirent — une activité inlassable dont notre Etat, tout entier, bénéficia. L'acide sulfurique, à qui profite-t-il ? A tous les citoyens. Partant, je m'élève contre la peine prononcée par M. l'Avocat général. Qu'il y ait eu homicide, qui le nie ? Personne. Pas même M. Brown qui, le premier, a revendiqué, honnêtement, j'irais même jusqu'à dire fièrement, la responsabilité entière de son acte. Ceci admis, il demeure, comme l'a du reste admis M. l'Avocat général lui-même en évoquant le bien-fondé des intentions, que M. Brown n'en a pas moins suivi la voie de l'honneur. (*Enflant la voix*.) Et il ne faudrait pas, messieurs, que cette voie, aujourd'hui, passe par les prisons.

LE PRESIDENT (*navré*) : Mais qui... a parlé de prison ?

JOHNNIE : Je m'excuse, monsieur le Juge suprême, mais ici on ne parle que de cabanons et de prisons, de prisons et de cabanons, et j'estime...

LA DEFENSE (*après avoir fait signe à Johnnie de se taire*) : Permettez, je n'ai pas fini. D'abord, deux questions. L'hypothèse de la préméditation n'a-t-elle pas été formellement écartée ? L'hypothèse de la légitime défense, malgré les impulsions violentes dont M. Brown fut quelquefois, comme je l'ai moi-même reconnu, victime, n'a-t-elle pas été retenue ?

LE PRESIDENT : Pas... pas entièrement.

L'AVOCAT GENERAL : Partiellement.

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT DENIS



du 26 octobre au 26 novembre

DEUX CREATIONS
UN SPECTACLE

LA POLITIQUE DES RESTES

d'Arthur Adamov

KASK

de Hans Günter Michelsen

MISES EN SCENE DE JOSE VALVERDE

Jeudi, vendredi, samedi à 20 h. 30

Dimanche à 15 heures.

au Théâtre de Saint-Denis. 59, bd Jules-Guesde
Tél. : 752-26-30.

ABONNEMENTS SAISON 67-68 :

1. La politique des restes et Kask.
2. 3 opéras en 1 acte : Ravel, Tomasi, Hasquenoph.
3. Variétés, au choix : « Coppélia », Hugues Aufray, Adams, Serge Reggiani, Stanislas Nehaus.
4. Roméo et Juliette.

Prix : 30 F — Collectivités : 20 F.

Collection Automne-Hiver

1967

1968

pour
Hommes
Femmes
et Enfants



Blouson « Randal »
Veste « Sudlata »



Trench « Doulos »

Pantalons Réf. « 27 »

VETEMENTS SPORT ET VILLE

- Vestes
- Blousons
- Cabans
- Pantalons
- Anoraks
- Fusesaux
- Pantalons à pont
- et toutes les nouveautés Teen-agers
- et tous les pantalons taille basse et pantalons marins

- Foam-Back
- Nylon
- Velours
- Tergal
- Gabardine
- Lainage fantaisie
- Imperméables



BIR

312, rue St-Martin
PARIS, 272 12-95

Catalogue envoyé sur demande

LA POLITIQUE DES RESTES



LA DEFENSE : Selon vous, messieurs, M. Brown est donc un irresponsable? Mais dites-le, puisque vous le pensez! (*La Défense allume une cigarette et marche.*) Evidemment, au point où en sont les choses, on peut très bien décréter que tout homme qui a eu un jour maille à partir avec un nègre est passible de l'internement à vie. On le peut, si on le veut, et si l'on veut, par la même occasion, faire en sorte que l'Homme Blanc ne survive plus dans notre Etat.

LE PRESIDENT (*peiné, sincère*) : Mais qui, qui... maître Count, a soutenu une semblable thèse?

LA DEFENSE : M. l'Avocat général, en ne prononçant pas l'acquiescement pur et simple.

L'AVOCAT GENERAL : Je...

LA DEFENSE : Je m'excuse, mais je n'ai pas terminé. (*Pause.*) Messieurs, la situation est claire et les chiffres éloquentes, hélas! La natalité chez les noirs est très supérieure à celle des blancs. Certes, le taux de la mortalité infantile est vingt et une fois plus considérable chez eux que chez nous...

LE PRESIDENT (*timidement*) : Vingt-deux fois, je crois, maître Count.

JOHNNIE (*qui s'était légèrement calmé, s'agitant de nouveau*) : Pour les décès causés par le typhus et la congestion pulmonaire, le rapport est de cinq à un, et pour la syphilis, de neuf à un. Il me semble bien de neuf à un, et pour la tuberculose, s'adresser à Galao, (*riant*) à toutes fins utiles. Et vous voudriez, monsieur l'Accusateur général, je devrais dire monsieur l'Accusateur particulier, me frapper parce que j'ai abattu un nègre! Alors que la tuberculose, et même la congestion pulmonaire, dans une seule maison, et pas seulement dans une maison des zones-tampon, alors que la tuberculose, le typhus, la congestion pulmonaire, pour en demeurer là, frappent non pas un nègre, mais mille, cinq mille, dix mille nègres, tous les jours, toutes les heures...

LA DEFENSE : Que la Cour veuille bien m'excuser de m'être, en apparence du moins, éloigné du sujet. Mais j'y reviens. La police a, comme vous le savez, tiré, samedi dernier, sur cinq noirs qui refusaient de circuler, en blessant mortellement deux, dont un garçon de quatorze ans, accusé, je crois bien, d'avoir volé soixante-huit cents.

JOHNNIE : Très juste, samedi dernier! (*Ricanant.*) Le jour même où en dépit de mon très cher frère et de ma non moins chère épouse qui, il va de soi, auraient préféré m'enterrer à Pearls'Court...

LA DEFENSE : Et rappelez-vous aussi ce qui suivit cet épisode. La mère du voleur, une dénommée Eve Wright, ayant rassemblé une foule de nègres, à qui elle donna, bien sûr, sa version de l'événement, et cette foule manifestant son émotion, la police tira. La foule était assez dense, et il y eut plus de cinquante morts.

VARIÉTÉS

BETES ET MECHANTS

Nous n'avons par la moindre preuve que les parents de Jésus-Christ aient été de descendance juive. Les Galliléens, sans doute, avaient un peu de sang aryen, et du reste l'aryanisme du Christ se révèle dans son message. Qui plus est, Galliléen ou non, Joseph n'était pas son père puisque Jésus n'avait pas de père.

Professeur Watemann (1880).

Délices du monde entier

CHOP SUEY AU PORC

Pour quatre personnes : Une ou deux grillades de porc (300 g en tout), 1/2 boîte de pousses de bambou, 250 g de germes de soja, 1 poignée d'épinards (frais), 2 tomates, 1-2 poireaux. Sauce de soja, un peu de maïzéna et de farine, huile, poivre de Cayenne, sel, riz.

Un Chop-Suey n'est autre qu'une formule chinoise de « sauté » de légumes et de viande, volaille ou poisson, voir crustacés. En voici un bon exemple : coupez la viande en fines lanières, à peine longues comme le petit doigt. Passez très légèrement à la farine. Mettez un bon fond d'huile dans une poêle spacieuse, chauffez et faites risoler jusqu'à belle coloration. Entre temps, mélangez 2 cuillerées à soupe de sauce de soja avec autant du jus des pousses de bambou (ou à défaut, un léger consommé, préparé avec un concentré, ou encore, un peu de vin blanc). Ajoutez le poivre de Cayenne et, délayé dans très peu de liquide, 1 cuillerée à café copieuse de maïzéna. Tenez prêt. Vous aurez auparavant épluché les légumes frais, coupé les tomates en quatre, tronçonné les blancs de poireaux, lavé et haché grossièrement les épinards. Lorsque la viande est rissolée à point, déversez le trop d'huile (qui pourra resservir), ajoutez les légumes frais et les pousses de bambou égouttées, ajoutez la sauce préparée. Couvrez et laissez cuire sur petit feu pas plus de 7-8 minutes : les légumes frais doivent rester légèrement croquants. Rectifiez l'assaisonnement et servez en envoyant en même temps un bon plat de riz nature.



— « Le vote est libre. L'électeur a le choix entre deux urnes. »

Ce dessin parut dans la Komsomolskaïa Pravda au début de l'année 1933, à l'époque où Hitler et les nazis s'approprièrent à l'assaut final contre la République de Weimar. Le proche avenir allait lui donner raison.

CONNAISSEZ-VOUS

LES MYTHES RACIAUX ?

Le racisme virulent est assez rare. Il ne devient criminel que dans des périodes de crise. Par contre, les préjugés raciaux sont innombrables, souvent cachés sous la meilleure conscience qui soit, parfois parés d'attributs scientifiques; ils sont là comme une maladie invisible, mais qui peut devenir soudain mortelle.

Voici dix positions concernant des mythes raciaux particulièrement répandus, et particulièrement tenaces. De 14 à 20 points, vous résistez à la fascination des mythes. A moins de 10, vous devriez faire plus attention aux idées reçues.

1. — C'est Hitler qui a, le premier, dans Mein Kampf, inventé le concept de race aryenne. **OUI NON 1**
2. — La première « carte raciale » de l'Allemagne fut dressée sur l'initiative de Guillaume II, avant 1914. **OUI NON 3**
3. — La Société des Nations, ancêtre de l'O.N.U., proclama la première, en 1918, l'égalité raciale. **OUI NON 2**
4. — Les savants classent les hommes en quatre races : la blanche, la jaune, la noire et la rouge. **OUI NON 2**
5. — C'est à l'époque des grandes invasions, lors de la chute de l'Empire romain, que les races européennes, pures jusque-là, commencèrent à se métisser. **OUI NON 2**
6. — La civilisation et la culture donnent, plus que la nature, leurs caractéristiques aux groupes humains. **OUI NON 2**
7. — Les « gènes », qui commandent l'hérédité, peuvent subir des transformations importantes dues au milieu. **OUI NON 2**
8. — Les tests psychologiques permettent de juger l'intelligence d'un individu indépendamment de sa société, de son milieu, de sa civilisation. **OUI NON 2**
9. — Le racisme est inexistant en Amérique du Sud, où la population est entièrement métissée. **OUI NON 2**
10. — Certaines races humaines, les pygmées par exemple, sont dépourvues de groupe sanguin 0. **OUI NON 2**

(Réponses en page 42.)

LES ANNONCES DE D. L.

5 F la ligne.

Désirerais correspondre avec membres du M.R.A.P. de France ou d'un autre pays. — NZIENGHI MUSAVU, receveur des P. et T., Franceville (Gabon).

Jeune marocain, suivant cours de comptabilité, cherche chambre où il pourra travailler en paix. — Ecrire à « Droit et Liberté » qui transmettra.

Professeur agrégé de philosophie, docteur es lettres, ex-professeur de pédagogie, donnerait cours ou leçons de philosophie. — Ecrire à M. Edgar Wolff, 9, rue Chalgrin, Paris-16^e.

Homme, 30 ans, cherche place stable, comptable ou mécanographe. Ecr. au journal.

CONNAISSEZ-VOUS LES MYTHES RACIAUX ?

(Réponses de la page 41)

1. NON. Les travaux des linguistes au début du XIX^e siècle conduisirent l'un d'eux, Thomas Young, à mettre à jour une origine commune à un nombre de langues occidentales très diverses ; il baptisa cette origine « indo-européenne ». Un autre savant, Max Müller, essaya de retrouver la trace dans l'histoire de ce peuple « indo-européen » qu'il pensait être une ethnie asiatique restée dans la tradition hindoue sous le nom d'Arya. Cette recherche échoua, et Max Müller réfuta lui-même son postulat de départ selon lequel une langue « indo-européenne » ou « aryenne » présupposait une race « aryenne ». C'est au moment même où l'inventeur de la notion d'aryanisme la rejetait comme réfutée par la science que Gobineau s'en empara pour théoriser, dans l'Essai sur l'Inégalité des races humaines, ses délires personnels.

2. OUI. Guillaume II voulait prouver la « prédominance de l'élément aryen ou nordique » dans l'Empire allemand. Mais les données recueillies prouvèrent à tel point l'inexistence de la « race allemande » et l'extrême diversité des types physiques en Allemagne que les résultats n'en furent jamais rendus publics.

3. NON. Certains grands textes — la Déclaration américaine d'Indépendance, la Déclaration française des Droits de l'Homme — affirmèrent l'égalité des hommes entre eux, mais sans faire intervenir la notion de race et de couleur. Lorsque la S.D.N. se créa en 1918, la délégation japonaise proposa, pour la première fois, une clause proclamant l'égalité des races. Mais la proposition fut rejetée par les délégations occidentales, en particulier celles de la France et de la Grande-Bretagne.

4. NON. Plusieurs classifications ont été proposées, dont certaines estiment à plus de dix le nombre des races humaines. Les travaux les plus rationnels différencient trois grandes races : la caucasioïde (blanche), la négroïde (noire), la mongoloïde (jaune), en insistant sur le fait qu'il s'agit là d'une classification très empirique qui ne rend pas compte de nombreuses ethnies qui constituent autant de « transitions » entre les trois grandes races ; les Indiens d'Amérique du Nord sont mongoloïdes et blancs (certains anthropologues les classent dans une race distincte, celle des « Amérindiens ») ; les Ethiopiens ont la peau noire, mais une morphologie caucasioïde ; d'autres exemples — ils sont nombreux — prouvent à quel point les caractéristiques qui permettent de définir une « race » humaine sont relatives.

5. NON. Le mélange des races humaines date de la préhistoire. On en trouve des preuves dès l'âge de la pierre taillée, par l'examen des ossements humains de cette époque.

6. OUI. Ce sont les cultures différentes jusque dans leurs aspects les plus profonds (la structure même des diverses langues, par exemple) qui modèrent la psychologie collective des peuples. Mais elles sont elles-mêmes soumises à l'action des phénomènes historiques. Certains pseudo-savants ont affirmé par exemple que les écritures sémitiques, qui vont de droite à gauche, prouvent un « manque de dynamisme », une « tendance à la passivité » et à la « contemplation exclusive du passé », par opposition aux écritures européennes qui, de gauche à droite, sont preuves de vitalité et de dynamisme ; de même on a fait de l'Islam la religion de l'inaction et de la passivité. C'est oublier les siècles où, malgré écriture et religion, l'Islam était dynamique et conquérant face à une Chrétienté assoupie et « tournée vers le passé ».

7. OUI. Ce sont les phénomènes de « mutation », qui expliquent la différenciation d'une même espèce en plusieurs races ou variétés. La génétique n'explique pas encore le processus de ces phénomènes.

8. NON. Il n'existe pas de « psychologie humaine » au degré zéro. Les tests qui font appel, par exemple, à l'esprit de compétition sont inopérants chez les peuples moins individualistes, plus communautaires que les peuples occidentaux.

9. NON. Les métis sud-américains sont 16 millions, soit 20 % seulement de la population totale. Deux pays seulement sont à majorité « sang mêlé » : le Paraguay (97 %) et le Venezuela (80 %). Ailleurs, les métis sont en minorité et sont soumis autant que les « indigènes » à un racisme qui, pour être moins spectaculaire que celui des U.S.A., n'en est pas moins efficace.

10. NON. Les différents groupes sanguins sont présents dans toutes les races humaines. Des variations importantes existent, mais indépendantes de la race. 30 % des pygmées sont de groupe O ; la proportion est la même chez les Irlandais et les Chinois. Les Français sont de groupe O à 42,3 %, ce qui les situe entre les Aborigènes australiens de l'ouest (51,9 %) et les Aborigènes australiens de l'est (37,8 %). On pense que ces variations de pourcentage sont liées à des phénomènes de sélection naturelle.

FABRIQUE DE PRET-A-PORTER
MASCULIN

GILLES ESTIER

Smokings petites mesures

Conditions spéciales
aux lecteurs de D.L.

100, rue Vieille du Temple
Paris-3^e — Tél. : 272 46-03

GANTS - TÉTINES



Chez votre pharmacien

Imprimerie COTY, 11, r. Ferdinand-Gambon
La directrice : Sonia BIANCHI.

Rainett

PARIS



catalogue et liste des dépositaires sur demande à Rainett, BP 233-02 Paris RP

**Il y a des gens
qui ne tiennent
pas en place...
sauf dans un steiner.**



steiner SIÈGES 

MAGASIN D'EXPOSITION : 63-67, Bd Raspail 75-PARIS
DOCUMENTATION : Polytechnique du Siège (réf. MRAP)
18, Bd du Maréchal Foch 93-NOISY-LE-GRAND